PNUD

Au service des peuples et des nations

Investissement d'Impact en Afrique:

Tendances, Contraintes et Opportunités

A Propos du Rapport

En 2013, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à travers son unité régionale du secteur privé dénommée, l'Initiative Africaine pour les Marchés Inclusifs (AFIM) ; a publié un rapport phare intitulé "Révéler les richesses cachées de l'Afrique : Créer des entreprises inclusives pour une prospérité partagée". Ce rapport phare a porté spécifiquement sur les entreprises inclusives en Afrique subsaharienne et a introduit le cadre du "Diamant de l'écosystème des entreprises inclusives". L'une des principales conclusions de ce rapport est la nécessité de réaliser des investissements d'impact c'est-à-dire l'allocation de capitaux au sein des entreprises; de fonds; ou l'aide à l'organisation susceptible de produire un retour financier, un impact environnemental et/ou social positif.

Pour comprendre le potentiel en termes d'investissement d'impact en Afrique, ce rapport intitulé « Investissement d'Impact en Afrique: Tendances, Contraintes et Opportunités » (ci-après dénommé « ce rapport »), évalue l'état général actuel de l'investissement d'impact en Afrique, tout en mettant en évidence les défis majeurs de ce secteur et en proposant des stratégies visant à accroître les flux et la qualité de l'investissement d'impact sur le continent; particulièrement ceux entrepris et mobilisés par l'Afrique. Ce document se base sur les données suivantes:

- **Etude Documentaire:**
Ce rapport est essentiellement fondé sur des conclusions découlant d'une revue de littérature des recherches publiées au sujet de l'investissement d'impact en Afrique et à travers monde.

- **Entretiens:**
Trente-six acteurs et parties prenantes, y compris des investisseurs, des intermédiaires et des représentants des entreprises sociales durables dans le secteur africain et international d'investissement d'impact, ont été consultés entre septembre et novembre 2014.

- **Études de Cas:**
Un total de 8 études de cas de base et des exemples supplémentaires illustrant les pratiques des entreprises qui maximisent à la fois le bien etre social et leur profits provenaient des pays de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et de l'Afrique australe. Ces etudes proviennent essentiellement de l'étude documentaire et des entretiens.

- **Enquêtes:**
Six sondages en ligne supplémentaires ont été administré aux investisseurs et intermediaires du secteur de l'investissement d'impact.

- **Validation Parties Prenantes:**
Le rapport provisoire a été présenté et examiné à quatre réunions de validation des parties prenantes à savoir: le 7ème Forum du Secteur Privé en Afrique organisé par l'Union Africaine (Nairobi, 2014), le Sommet africain 2015 Sankalp (Nairobi, 2015); la 3ème assemblée du réseau des bailleurs de fonds africains (Arusha, 2015) et la 3ème Conférence sur le financement du développement (Addis Abeba, 2015). Sur base de ces validations, le rapport provisoire a été enrichi, complété par d'autres revues de littérature, et finalisé.

L'information recueillie visait à présenter une synthèse générale des tendances de l'investissement d'impact sur le continent à partir de laquelle des conclusions et des recommandations pouvaient être tirées en vue de promouvoir un secteur de l'investissement d'impact plus robuste en Afrique. Ce rapport décrit une industrie qui demeure émergente et en pleine expansion, et par conséquent, devrait être considéré comme une évaluation initiale d'un secteur en passe de changement.

Investissement d'Impact en Afrique:

Tendances, Contraintes et Opportunités

I Avant-Propos

Chère lectrice, cher lecteur,

À la réunion de la 70ème Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui s'est tenue à New York en septembre 2015, les Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été adoptés. Ils présentent l'agenda global et les principaux champs d'action dans les domaines prioritaires et dans les actions de ses 179 pays membres. De façon similaire, l'Union africaine (UA) est en train de mettre en œuvre son propre « Agenda 2063 » pour le continent africain ; Cet agenda a pour objectif de parvenir dans les 50 années à venir « Afrique prospère, intègre et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ».

Ces engagements majeurs appellent à des changements de fond, et le niveau de leur ambition et de leur complexité est sans précédent dans l'histoire, plus spécifiquement en ce qui concerne le coût du financement et des ressources techniques nécessaires pour transformer leurs aspirations en réalité sur le terrain. Une étude menée en septembre 2015 par le Réseau des solutions pour le développement durable (RSDD)[1] de l'ONU a conclu que pour atteindre leurs buts quant aux ODD, les pays en développement devront augmenter le niveau de leurs dépenses publiques et privées annuelles d'environ 1,3 billion de dollar. La même étude a relevé que les pays à faibles revenus, dont la majorité se trouve en Afrique, nécessiteront un montant annuel de 342 à 355 milliards de dollars pour atteindre leurs buts. Ils ne seront bien évidemment pas en mesure de répondre à ces besoins énormes d'investissement avec leurs propres ressources intérieures ; ils auront ainsi un déficit de financement d'approximativement 130 à 160 milliards de dollars. De même, une augmentation du niveau actuel des flux d'APD n'est pas prévue; ils sont plutôt censés diminuer et prendre de nouvelles formes compétitives telles que « la finance mixte » et « le financement climatique ». Il est également clair que les approches et les stratégies précédemment utilisées par les secteurs de développement et les secteurs financiers traditionnels ne sont pas appropriés, et doivent encore répondre aux défis de nouveaux impératifs pour soutenir la croissance et le développement inclusifs, équitables, durables et résilients.

Tout ceci oblige les pays africains à donner la priorité à la formation de leur capital national et aux efforts de mobilisation des ressources externes, afin d'aborder la question du grand déficit de financement. La 3ème Conférence de Financement pour le Développement, à travers le Programme d'action d'Addis Abeba[2], appelle l'ensemble des entreprises et investisseurs à user de leur créativité et de leur esprit d'innovation pour résoudre les défis de développement durable, y compris l'utilisation des mécanismes et des solutions de l'investissement d'impact. Potentiellement, l'Afrique offre une très intéressante opportunité d'investissement encore largement inexploitée et nous devrions exploiter le vaste potentiel des modèles d'investissement d'impact, en mobilisant et canalisant une grande quantité de financement privé pour contribuer à la réalisation des objectifs de transformation de développement de l'Afrique. Ce rapport est une étude qui évalue les principales tendances, contraintes et opportunités actuelles auxquelles font face les acteurs du secteur naissant de l'investissement d'impact du continent africain. Ce rapport contient également quelques exemples provenant de ce secteur et relatifs aux entreprises et pratiques d'impact, qui peuvent être utilisés pour mesurer, augmenter et améliorer le secteur de l'investissement d'impact.

Le Cluster pour le Développement durable et la croissance inclusive du Centre régional de service du PNUD pour l'Afrique (RSCA), à travers son Unité pour le Secteur privé (AFIM), a commandé et dirigé la rédaction de ce rapport en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine et d'autres parties prenantes du secteur. Ici , au RSCA du PNUD, nous espérons que toutes les parties prenantes concernées, aux niveaux national, régional, continental et international trouveront en ce premier rapport, une bonne source d'information pour inspirer les idées et engager le débat pour un effort commun de collaboration en vue d'établir un plan d'action sur l'investissement d'impact en Afrique. De notre côté, nous nous engageons à fournir un appui catalytique à cet objectif, et nous travaillons en étroite collaboration avec toutes les parties intéressées à l'émergence d'un secteur d'investissement d'impact en Afrique, fort et dynamique, avec des membres qui participent pleinement à ces processus, les dirigent et se les approprient.

Mr. Lebogang Motlana
Directeur
Centre régional de services du PNUD pour l'Afrique

1 http://unsdsn.org/resources/publications/sdg-investment-needs/
2 Voir l'Agenda d'actions complet d'Addis Abeba at http://www.un.org/esa/ffd/ffd3/

II Acronymes

Acronyme	En entier
AAF	Fonds pour l'Agriculture Africaine
AFIM	Initiative africaine pour les marchés inclusifs Facilité Africaine pour les Marchés Inclusifs
ANDE	Aspen Network of Development Entrepreneurs
APD	Aide Publique au Développement
ASG	Actifs Sous Gestion
ASS	Afrique subsaharienne
B4D	Entreprise pour/au service du Développement
BAD	Banque africaine de Développement
B Corp	B Corporation
BIA	Académies Bridge International (Académies Pont International)
BiD Network	Réseau de Développement d'Entreprises
B Lab	B Lab
BoP	Base de la pyramide
BRIIX	Bourse Brésilienne d'Investissement d'impact
CDC	Commonwealth Development Corporation
CIS	Contrats d'Impact Social
CSI	Investissement Social des Entreprises
CUA	Commission de l'Union Africaine
Danida	Agence danoise de développement international
DEG	Agence allemande d'investissements et de développement (Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft)
DFID	Department britannique du Développement International
DFATD	Ministère Canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement
DGIS	Direction Générale de la Cooperation International (Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas)
DWM	Marchés des pays en développement
EAIF	Fonds de développement des infrastructures de l'Afrique émergente
EIB	Banque européenne d'investissement
EAIF	Emerging Africa Infrastructure Fund
EIB	European Investment Bank
ESG	Critères Environnementaux Sociaux et Gouvernance
EVCA	Association européenne du capital-investissement et du capital-risque
FEM	Forum économique mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fond Monétaire International

Acronyme	En entier
FMO	Agence néerlandaise de Financement du Développement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GCI	Indice de la Compétivité Mondiale
GEF	Fonds pour l'environnement mondial
GEPF	Fonds de Pension des Employés du Gouvernement
GGV	Fonds de capital-risque
GHIF	Fonds d'investissement dans la santé mondiale
GHS	Ghana Housing Solutions Limited
GIIN	Global Impact Investing Network
GIIRS	Systeme de Mesure de l' Investissement d'Impact Global (Global Impact Investing Rating System)
I&P	Investisseurs et Partneraires
IDE	International Development Enterprises
IDH	Indicateur de Développement Humain
IFD	Institution de financement du développement
IFM	Institutions Financières Monétaires
IGSDC	Communauté pour le croissance inclusif et le développement durable
IHS	International Housing Solutions
IIL	Injaro Investment Limited
IISD	Institut Internationale du Développement Durable
IIX	Bourse d'Asie d'investissement d'impact
IRIS	Incidence sur l'Information et les Normes d'Investissement (Impact Reporting and Investment Standards)
ISDH	Indice Sexospécifique du Développement Humain
ISR	Investissement socialement responsable
KPMG	Klynveld Main Goerdeler and Peat Marvick International
LBS	Faculté de Commerce de Lagos
LGT	Liechtenstein Global Trust
LPG	Gaz de Pétrole Liquéfié
MBA	Maîtrise en administrations des affaires
MCE	Social Capital MicroCredit Enterprises Social Capital
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MSME	Micro, petites et moyennes entreprises
MYC4	My Care For
NASDAQ	Cotations automatisées de l'Association National des agents de change
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

Acronyme	En entier
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ODD	Objectif de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OPIC	Organisme d'aide aux investissements privés à l'étranger
PAC	Position Commune Africaine
PAHF	Fonds panafricain de l'habitat
PAPE	Un Premier Appel Public à l'Épargne
PEC	Persistent Energy Capital
PI	Propiété Intellectuelle
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	Public Investment Corporation
PIDG	Groupe de développement des infrastructures privées
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMME	Micro, petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies Pour L'Environnement
PNUEH	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PPA	Parité du Pouvoir d'Achat
PPD	Dialogue public-privé
PVMTI	Initiative pour la transformation du marché photovoltaïque
R&D	Recherche et Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RDFI	Initiative de refonte du financement du développement
REGMIFA	Fonds régional d'investissement pour les trés petites, petites et moyennes entreprises d'Afrique subsaharienne
RSCA	Centre de services régional pour l'Afrique
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SA	Afrique du Sud
SAIIN	Réseau d'investissement d'impact d'Afrique australe United Nations
SBS	Faculté de Commerce de l'université de Strathmore
SCA	Societe en Commandite par Actions (Partnership Limited by Shares)
SDC	Agence suisse pour le développement et la coopération
SDSN	Réseau des solutions pour le développement durable

Acronyme	En entier
SECO	Suisse Secrétariat d'Etat à l'économie
SFI	Société Financière Internationale
SGB	Small and Growing Business
SICAR	Societe d'Investissment en Capital a Risque (Risk Capital Investment Company)
SICAV	Societe d'Investissment a Capital Variable (Open-end Collective Investment Scheme)
SIFEM	Fonds d'Investissement Suisse pour les Marchés Émergents
SSX	Bourse Sociale
SVX	Connexion d'entrepreneuriat social
SOVEC	Fonds à Caractère Social
TEEP	Programme d'entrepeunariat Tony Elumelu
TIAA-CREF	Fonds pour l'assurance des enseignants et association d'annuité – Titres de retraites d'université
TIC	Technologie de l'Information et des Communications
UFF	Fonds pour les fermiers unis
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNSIF	Fonds des Nations Unies pour l'impact social
UNPRI	Principes pour l'Investissement Responsable
US	Etats Unies d'Amerique
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
UVC	Unique Venture Capital Management Company Limited
VC4AFRICA	Venture Capital for Africa
YSB	Yunus Social Business
ZIM	(Zones d'Intégration Économique Mondiale) Société allemande pour la Coopération Internationale

Table des Matières

I Avant-Propos....i
II Acronymes....ii
III Résumé Analytique....v
1 Le Contexte de l'Investissement d'Impact de l'Afrique....1
1.1 Emergence du Secteur....1
Definir l'Investissement d'Impact....1
Pilotes de l'Investissement d'Impact....2
1.2 Le Statu Quo Actuel : Principales Caractéristiques du Secteur et de l'Activité d'v
Investissement d'Impact....3
Spectre de Pratique d'Investissement....3
L'Ecosystème du Secteur d'Investissement d'Impact....5
Activité d'Investissement d'Impact et Tendances....7
1.3 Afrique : Déterminée à Exploiter les Avantages de l'Investissement d'Impact....9
Pilotes d'Investissement d'Impact en Afrique....9
Offre de capital d'Investissement d'Impact en Afrique....19
2 Principaux Obstacles à un Secteur des Investissements d'Impact Dynamique
en Afrique....31
2.1 Défis des Investisseurs....31
2.2 Défis pour les Entreprises Sociales Durables....36
2.3 Défis pour l'Ecosystème du Secteur....41
3 Vers un Secteur d'Investissement d'Impact Vibrant en Afrique....45
4 Un Appel à l'Action....53
5 Annexe 1: Glossaire des Principaux Termes....56
6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de
l'Investissement d'Impact en Afrique....62
7 Liste de Références....90
8 Remerciements....96

III Résumé Analytique

Le rapport « Investissement d'Impact en Afrique: Tendances, Contraintes et Opportunités » (ci-après désigné « ce rapport »), vise à soutenir le développement du secteur de l'investissement d'impact africain en explorant les tendances, les défis et les opportunités propices à l'investissement d'impact en Afrique.

L'investissement d'impact représente aujourd'hui l'une des approches les plus proactives et prometteuses dans le contexte du continuum de l'investissement responsable, offrant de grandes possibilités concernant la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), sécurisant également le financement des entreprises inclusives et écologiques. Par conséquent, ce rapport vise à contribuer au corpus croissant du PNUD concernant les connaissances de produits et de solutions, et dans ce cas, à accentuer les instruments financiers innovants en Afrique tels que mentionnés dans notre rapport[1] intitulé « Révéler les richesses cachées de l'Afrique : créer des entreprises inclusives pour une prospérité partagée»[3].

Le Contexte d'Investissement d'Impact Africain

Les Investissements d'impact se réfèrent à des investissements réalisés avec l'intention de générer un impact social et environnemental tout en espérant un rendement financier[4]. Depuis l'apparition du terme à la conférence Bellagio 2007 de la Fondation Rockefeller, l'industrie d'investissement d'impact n'a cessé de croître. Le Global Impact Investing Network (GIIN) a estimé que durant l'année 2012 environ 8 milliards de dollars d'actifs ont été engagés aux investissements d'impacts par 99 investisseurs interrogés. En 2015, 146 investisseurs ont déclaré qu'ils géraient un actif de près de 60 milliards de dollars dans le secteur de l'investissement d'impact; dont 10.6 milliards de dollars ont été engagés en 2014. Les gestionnaires de fonds ont investi 63 % des actifs considérés dans le rapport[5] 2015. Ce dernier souligne les tendances clés dans le secteur mondial de l'investissement d'impact illustrant par la même le fait que malgré les progrès réalisés dans le développement global du marché de l'investissement d'impact, l'écosystème du secteur d'appui demeure systématiquement sous-développé, et présente des défis particuliers et des possibilités uniques dans contexte africain.

3 PNUD: Initiative africaine pour les marchés inclusifs (2013). *Révéler les richesses cachées de l'Afrique: Créer des enterprises inclusives pour une propserité partagée*. Programme des Nations Unies pour le Développement. Disponible au: http://www.undp.org/

4 Ceci est une définition d'Investissement d'impact provenant du Global Impact Investing Network. Cette définition est disponible dans le glossaire des termes clés.

5 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. http://www.thegiin.org/

Investissement d'Impact en Afrique

©WORLD BANK/Curt Carnemark

De même que les tendances d'investissement d'impact globales, la pratique demeure embryonnaire en Afrique mais elle a le potentiel de croître et de contribuer considérablement à la croissance économique et aux objectifs de développement. Les gouvernements africains ont historiquement complété les dépenses publiques avec les versements d'aide publique au développement (APD) en provenance des pays développés et autres marchés émergents, pour répondre aux besoins de base de leurs populations. La crise financière de 2008 et l'instabilité résultant des apports d'APD ont rendu les gouvernements de nombreuses économies africaines vulnérables aux fluctuations imprévisibles de la dépense publique disponible. Des études ont démontré que des déclins en APD mènent à des baisses subséquentes des dépenses publiques sur les priorités de développement, ce qui pourrait compromettre la capacité des ménages pauvres à subvenir à leurs besoins essentiels[6]. Il y a donc suffisamment de marge pour que les sources privées de capitaux jouent un rôle plus important dans l'amélioration de l'accès à ces services en Afrique.

Depuis la dernière décennie, les flux de financement privés[7] vers l'Afrique ont commencé à augmenter, croissant de 63% des ressources nationales totales en 2002-06 à 70% en 2010-14[8]. Etant donné que les flux de capitaux privés augmentent et que les flux de capitaux d'APD diminuent, les gouvernements africains devront tirer parti de cet investissement du secteur privé pour faire face aux défis socio-économiques en trouvant des solutions fondées sur le marché qui répondent aux domaines prioritaires du programme 2063 de la Commission de l'Union Africaine (CUA).

L'investissement d'impact a le potentiel de compléter la dépense publique et l'APD, en augmentant le capital du secteur privé et les compétences afin de réduire la vulnérabilité des économies africaines par rapport aux chocs extérieurs en fournissant une solution axée sur le marché pour répondre aux besoins socio-économiques , et permettant aux apports d'APD et à la dépense publique de se concentrer sur les besoins sociaux pour lesquels il n'existe pas de solutions viables fondées sur le marché. En 2014, l'Afrique a reçu 15% de l'investissement d'impact des Actifs Sous Gestion (ASG)[9], avec l'Afrique subsaharienne constituant la deuxième attribution régionale la plus haute sur le plan mondial. L'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à, l'inverse, n'étaient pas reconnues comme des futures destinations clés pour les investissements. Cette position proéminente dans l'investissement d'impact devrait se renforcer, avec l'Afrique Subsaharienne identifiée comme la zone géographique où la majorité des investisseurs recensés visent à augmenter leurs allocations en 2015[10].

6 2011. PNUD. Overview. *Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*. http://www.undp.org/
7 Les flux privés consistent en des flux financés aux conditions du marché à partir des ressources du secteur privé et des dons privés. Glossaire des termes statistiques de l'OCDE
8 BAD, OCDE PNUD. 2015. *Chapitre 2: Apports financiers extérieurs et recettes fiscales en Afrique, Perspectives Economiques en Afrique.* Disponible au : http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/outlook/
9 Ce pourcentage est calculé en additionnant le pourcentage total de l'Afrique subsaharienne AUM (14%) à la moitié du pourcentage total du Moyen-Orient & de l'Afrique du Nord AUM (1%), en supposant que l'Afrique du Nord représente la moitié de l'AUM pour cette région. Information provenant du 2015 Impact Investor Survey mené par le Global Impact Investing Network et J.P. Morgan
10 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. http://www.thegiin.org/

©WORLD BANK/Dominic Chavez

Le profil des investisseurs d'impact en Afrique comprend principalement des gestionnaires de fonds et des fonds de gestion des actifs, des institutions financières de développement et des donateurs, des gestionnaires de fonds propres, des investisseurs institutionnels et des fondations. Les investissements avaient tendance à se concentrer sur les secteurs pour lesquels le gouvernement n'était pas en mesure de dispenser comme il convient des services sociaux, tels que les soins de santé, l'éducation et le financement et dans lesquels il existe une solution fondée sur le marché permettant de subvenir aux besoins en fournissant des biens et/ou des services[11].

Evaluation de l'Investissement d'Impact en Afrique

Ce rapport examine les tendances et identifie les contraintes principales s'opposant à la croissance du secteur de l'investissement d'impact en Afrique. Ce rapport offre des recommandations permettant de résoudre ces problèmes tout d'abord grâce à la mise au point d'un plan d'action et d'une carte routière pour l'investissement d'impact en Afrique.

Fondamentalement, l'investissement d'impact en Afrique n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière, et cela surtout en raison du sous-développement de l'écosystème du secteur d'appui. Sachant que l'écosystème du secteur d'appui est un ensemble complexe de relations entre des acteurs connexes et interdépendants, le plan d'action et la carte routière devront prendre en compte les défis, et en revanche permettre de faciliter les solutions collaboratives.

À cette fin, les principales contraintes suivantes sont examinées dans ce rapport :

Difficulté à Trouver des Investissements Viables Satisfaisant au Même Moment les Objectifs Financiers et les Objectifs Sociaux/Environnementaux en Raison de la Capacité Limitée des Entreprises Sociales Durables

Le faible flux de transactions est en partie lié au nombre limité d'entreprises sociales durables ou d'entreprises bénéficiaires d'impact capables de faire état de leurs antécédents ou du développement de leurs capacités en fonction du profil de risque des investisseurs d'impact. Ceci est couplé avec une capacité limitée à mesurer et à rendre compte de manière adéquate de la performance d'impact là où de telles capacités existent.

Fonds d'Innovation et Structures de Financement Limités

Trouver des offres et des fonds qui correspondent aux risques et aux attentes de rendements des investisseurs est un défi. Les structures de transactions et les structures de fonds qui intègrent des instruments tels que les "premières réserve pour pertes sur prêts » et les garanties qui peuvent atténuer ce risque, sont toujours difficile à trouver en Afrique.

11 Bugg-Levine, A; Emerson, J;. 2011. *Impact Investing: Transforming How We Make Money While Making a Difference*

Difficulté à Mettre Fin aux Investissements

La valeur des investissements par apport aux capitaux privés dans les marchés financiers traditionnels est recherchée et réalisée par un point de sortie où l'investisseur vend ses parts dans une entreprise. Cela peut être fait par appels publics à l'épargne (PAPE) comme le point final du financement de la chaîne de valeur. Alors que l'Afrique avait le deuxième plus grand nombre de sorties d'investissements d'impact (17 %) des 10 zones géographiques étudiées par le GIIN en 2015, la seule sortie par Offre Publique Initiale (OPI) a été signalée en Asie du Sud, et aucune signalée en Afrique. La majorité des sorties étaient par une vente à un acheteur stratégique, avec la plupart des sorties africaines réalisées par les investisseurs qui cherchent des taux de rendement inférieurs à ceux du marché (ou presque équivalents aux taux du marché). Dans les marchés Européens plus développés, les sorties ont été réalisées par les investisseurs qui recherchent des taux de rendement équivalents à ceux du marché[12]. Le défi de trouver des options de sortie rentables et variées provient du fait que la plupart des marchés de capitaux africains sont encore à un stade relativement précoce de développement.

Le Manque de Visibilité et de Crédibilité des Entreprises Sociales Durables en l'Absence d'une « Étiquette » d'Entreprise Sociale Durable

Actuellement, la plupart des entreprises sociales durables en Afrique fonctionnent sans une « étiquette» qui leur fournit une identification externe de tierce partie contre une définition convenue de l'entreprise sociale durable. Il n'existe actuellement aucune « étiquette » d'entreprise sociale durable ou de catégorisation légale disponible en Afrique qui puisse répondre à cette importante fonction et offrir la crédibilité et la légitimité aux entreprises sociales durables, et qui donne aux investisseurs et aux clients un confort concernant la protection de la mission et la création de valeur sociale et ainsi permettant aux entreprises sociales durables d'attirer des investissements et de la clientèle.

Offre Limitée de Capital à Travers le Spectre du Risque/Retour

Comme les entreprises sociales durables[13] à l'échelle mondiale, celles d'Afrique ont un accès encore plus limité au financement en particulier durant les étapes initiales d'implantation, suggérant un goût bas du risque et renforçant l'écart de financement à ce stade crucial de développement. Seulement 9% des capitaux engagés à l'investissement d'impact par les personnes interrogées dans le sondage GIIN de 2015 ont été investis dans des projets d'entreprises et dans des entreprises en phase de démarrage[14].

Contexte Réglementaire Imprécis

Un des principaux défis auquel l'écosystème du secteur d'investissement d'impact doit faire face est la création d'un contexte un réglementaire et politique favorable et stable pour les investisseurs et les entreprises sociales durables. Actuellement les entreprises africaines sont généralement contraintes par un environnement des affaires peu développé, et les investisseurs sont contraints par des marchés financiers sous-développés.

12 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. http://www.thegiin.org/

13 Voir le Glossaire des definitions des termes clés

14 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. http://www.thegiin.org/

15 Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa.* Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

16 Ibid

Liens Médiocres Entre les Entreprises Sociales Durables, les Entrepreneurs, les Investisseurs et les Réseaux d'Innovation

La majorité des entreprises sociales durables d'Afrique ne sont pas membres d'associations professionnelles ou d'autres réseaux ce qui complique la tâche des investisseurs pour trouver des entrepreneurs et entreprises susceptible de recevoir un investissement[15]. En outre, les entreprises sociales durables elles-mêmes peuvent fonctionner en dehors des réseaux bien établis d'innovation et de développement des entreprises communément utilisés dans les économies à faible revenu et les économies en développement pour améliorer les taux d'entrepreneuriat et en retour, le développement de la création d'emplois des petites et moyennes entreprises. De plus, les entreprises sociales durables pourraient avoir un accès limité aux institutions universitaires et de recherches qui se focalisent sur la recherche et développement (R&D) qui peut être transformé en biens et services pour les marchés.

Faible et Inconsistante Pratique de Mesure d'Impact

Mesurer, comprendre et améliorer l'impact créé par un investissement est crucial dans la définition de l'investissement d'impact, malheureusement cela continue à être un défi pour les investisseurs et les entreprises sociales durables dans le monde aussi bien qu'en Afrique.[16]Actuellement, il existe un manque de paramètres et cadres de rapport cohérents et normalisés qui répondent suffisamment à l'information sur l'impact dont on a besoin sur le marché. Le secteur exige toujours une approche standard pour mesurer la performance par rapport aux critères clairs, aux objectifs et aux résultats attendus d'impact.

Ce rapport aborde ces différents défis d'un point de vue de chaque joueur dans l'écosystème de ce secteur, suivie d'un aperçu de recommandations pertinentes et applicables pour remédier à ces défis et pour créer un marché d'investissement d'impact en plein essor en Afrique comme un élément clé de l'ensemble de son secteur privé. Les recommandations formulées se focalisent sur le renforcement du « pipeline » de perspectives viables d'investissement d'impact qui sont en mesure de satisfaire à la fois les objectifs financiers et sociaux et/ou environnementaux des investisseurs d'impact; en créant un contexte réglementaire et politique propice dans lequel l'investissement d'impact peut prospérer; en renforçant la capacité et la pratique de l'investisseur de l'impact; en développant et en promouvant des infrastructures appropriées du secteur de l'investissement d'impact et en améliorant et en développant des pratiques et des standards de mesure d'impact.

©WORLD BANK/Dominic Chavez

1 Le Contexte de l'Investissement d'Impact de l'Afrique

1.1 Emergence du Secteur

Définir l'Investissement d'Impact

> *"Les Investissements d'impact sont des investissements effectués dans des entreprises, des organisations et dans des fonds avec l'intention de générer des impacts sociaux et environnementaux mesurables en plus d'un retour financier. Les Investissements d'impact peuvent être réalisés dans les marchés développés de même que dans les marchés en développement ; et ils ciblent des taux de retour variant entre ceux inférieurs aux taux du marché et ceux égaux aux taux du marché, selon les circonstances..."*
>
> *"Les Investissements d'impact peuvent être effectués à travers les classes d'actifs, y compris, mais sans se limiter aux équivalents de trésorerie, aux revenus fixes, au capital-risque et au capital privé."*

GIIN[17]

Les investisseurs d'impact visent à financer des projets d'entreprises qui aboutiront à un impact social et/ou environnemental positif en plus du retour financier positif. Le terme « Impact Investing » a été inventé en 2007 au cours d'une initiative menée par la Fondation Rockefeller donnant un nom à diverses méthodologies d'investissement social qui avaient été développées et utilisées, dans certains cas, depuis une décennie. Dans un premier effort pour aider à coordonner et standardiser le secteur et aborder l'ambiguïté et la confusion potentielle découlant de ces différentes définitions de l'investissement d'impact, la Fondation Rockefeller créa le GIIN en 2009. En 2011, le GIIN, davantage, développa leur définition de l'investissement d'impact pour inclure les trois critères suivants :

Intentionnalité: Les investisseurs d'impact visent à résoudre un problème social et/ou environnemental. Ceci les motive à soutenir les entreprises qu'ils croient être capables de relever des défis tels que la pauvreté, l'eau, l'assainissement, l'éducation primaire, la santé, la dégradation des terres, la perte d'habitats et autres.

Investissement avec des attentes de retours financiers: Les investissements d'Impact ont des attentes de retours financiers. En fonction des investisseurs, différents niveaux de retours financiers (de la préservation des capitaux aux taux de marché) sont acceptables.

Mesure d'impact: En dehors des rapports financiers standards, les investisseurs s'engagent à mesurer et rapporter sur les objectifs sociaux et environnementaux de l'impact. Cela contribue à la responsabilisation des stratégies d'investissement[18] .

17 Global Impact Investing Network. 2009 – 2014. *About Impact Investing*. Global Impact Investing Network (GIIN) Disponible au: http://www.thegiin.org/
18 Ibid

©WORLD BANK/John Hogg

Pilotes de l'Investissement d'Impact

Un certain nombre de tendances ont contribué à l'intérêt initial et au dynamisme derrière l'investissement d'impact, dont quelques-unes sont reprises ci-dessous :

La Reconnaissance Croissante de la Nécessité du Financement Responsable.

Les crises financières mondiales de 2001 et 2008, ainsi qu'une reconnaissance accrue de l'importance de l'Investissement socialement responsable (ISR), ont augmenté la pression publique et réglementaire sur les sociétés et les institutions financières[19]. Spécialement, les investisseurs institutionnels, les gestionnaires d'actifs, et les entreprises ont été nécessaire pour accroître la reddition de comptes sur la façon dont leurs flux de capitaux sont gérés. Certains pays ont mis en place des contrôles réglementaires pour encourager les pratiques d'investissement responsable, et de nombreuses initiatives ont fait appel au déploiement responsable et comptable du capital de façon à relever les défis environnementaux et sociaux ; comme par exemple les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies (UNPRI). Dès 2014, 1.276 gestionnaires d'actifs institutionnels, possédant plus de 45 billions de dollars d'actifs combinés se sont enregistrés sur le PRI (contre 4 milliards de dollars.)[20]

L'investissement d'impact peut être considéré comme une des manifestations qui pousserait vers l'intégration des considérations plus étendues au-delà de la ligne financière ultime vers des décisions d'investissement.

La Reconnaissance Croissante du Potentiel de Capital Privé pour Compléter le Financement et les Objectifs Philanthropiques

Donateurs et communautés philanthropiques faisaient partie des premiers pilotes de l'investissement d'impact, et comme ce rapport le mettra en évidence, les institutions de développement continuent de dominer le secteur en Afrique. L'intérêt de la communauté philanthropique dans l'investissement d'impact découlait de la volonté de créer un impact social et/ou environnemental à long terme à la fois en soutenant les organisations traditionnelles de protection et en trouvant des modèles d'entreprises qui fourniraient des modèles durables produiraient des résultats sur cet impact[21]. Cela, en revanche, soulignait le rôle important que les capitaux privés et la compétence adéquate pourraient jouer dans la réalisation de ces objectifs d'investissement d'impact.

Le Secteur Public doit Offrir Plus Efficacement les Biens et les Services

L'investissement d'impact présente également une opportunité pour les acteurs du secteur public d'utiliser leurs ressources et de fournir des produits et services de manière plus efficace en externalisant la livraison de produits et de services qui peuvent être fournis à un coût moins cher et souvent avec une qualité supérieure. Les types de modèles « payer » pour le succès des obligations à impact social (SIB) et des Notes sociales de succès sont centrés sur cette prémisse[22]. L'investissement d'impact présente donc une opportunité pour les gouvernements à épargner davantage et à fournir des produits et services à un plus grand nombre d'individus à une meilleure qualité.

19 Bugg-Levine, A; Emerson, J. 2011. *Impact Investing: Transforming How We Make Money While Making a Difference.*
20 Ibid
21 Ibid
22 Parlement Européen. 2014. *Obligations à impact social: Financement Privé qui génère des rendements sociaux*. Parlement Européen. Disponible au : http://www.europarl.europa.eu

1.2 Le Statu Quo Actuel : Principales Caractéristiques du Secteur et de l'Activité d'Investissement d'Impact

Spectre de Pratique d'Investissement

L'investissement d'impact a émergé comme une approche de l'investissement dans le cadre d'un spectre d'approches d'investissement et de gamme relative d'entités émettrices, qui dépendent du rendement et de la création de valeur pour les investisseurs ; ceux-ci informent leurs décisions d'investissement. Les capitaux déployés peuvent être classés selon un spectre d'approches d'investissement basé sur les objectifs particuliers sociaux, environnementaux et financiers des investisseurs.

Figure 1 ci-dessous illustre le spectre d'approches d'investissement au sein de laquelle l'investissement d'impact opère :

Valeur sociale > Valeurs sociales et financières « mixtes » > Valeur financière

Philanthropie	Investissement d'Impact	Investissement Socialement Responsable	Investissement Responsable	Investissement Traditionnel
Capitaux visant à créer un impact social et/ou environnemental positif et ne recherchant pas un rendement financier	Investissements qui recherchent un impact social et/ou environnemental mesurable tout en visant un rendement financier	« Dépistage négatif » pour exclure les investissements non conformes aux ESG	Investissements qui reconnaissent les facteurs de l'ESG	Investissements ne visant qu'un rendement financier

Source: Illustration de l'auteur

Figure 1. Spectre d'Approches d'Investissement

Un capital cherchant à créer seulement une valeur sociale et/ou environnementale est généralement classé de philanthropique, alors que des investissements qui visent à créer une valeur sociale et/ou environnementale mesurable au même moment que des rendements financiers sont considérés comme des investissements d'impact. Les investissements d'impact se distinguent par l'intention avérée de créer un équilibre entre les objectifs sociaux et/environnementaux et les objectifs financiers. L'investissement socialement responsable et les approches d'investissement responsable considèrent également l'impact général des investissements sous-jacents, néanmoins l'ampleur avec laquelle ils demandent des valeurs sociales et/ou environnementales varient, devenant relativement moins dynamique puisque les intérêts des investisseurs deviennent plus commerciaux.

Etant donné que différents investisseurs chercheront plus ou moins des rendements sociaux et ou environnementaux relatifs à leurs anticipations en matière de rendement financier, ces anticipations détermineront finalement le type d'entités émettrices dans lesquelles ils investiront. Le capital d'investissement impact est donc déployé à travers une gamme d'entreprises typiques qui comportent différentes approches de modèle commerciale, différentes structures juridiques et politiques de distribution de bénéfices relatives basées sur les objectifs et les besoins spécifiques des entreprises. Cela en revanche, affecte le type de valeur créée et de rendement produit, offrant une gamme d'entités émettrices potentiels disponibles aux investisseurs d'impact sur base de leurs intérêts spécifiques.

Figure 2 ci-dessous illustre le spectre de l'investissement en termes de la gamme des entreprises qui recevraient un capital d'investissement relatif au type et au mélange spécifique de valeur que les investisseurs cherchent à créer :

Valeur sociale > Valeurs sociales et financières « mixtes » > Valeur financière

Organismes de bienfaisance		Entreprises sociales durables				Entreprises de maximisation de profit		
Que des subventions: pas de négociation, incluant la philanthropie traditionnelle	majorité subventions & quelques revenus de négociation	entreprise social potentiellement durable (>75% en revenus de négociations)	seuil de rentabilité: toutes les recettes provenant des revenus de négociations	entreprise social durable rentable : surplus réinvestis (pas de perte, pas de dividendes)	entreprise social rentable: répartition de l'excédent de profit	entreprise responsable (considère ESG, restructurations de la chaine des valeurs, etc.)	investissement social stratégique (% des profits attribués au RSE/CSI)	société de marché courant

Adapté de John Kingston, CAF Venturesome de Pieter Oostlander, Shaerpa & EVPA (2010) & Principles for Social Investment Secretariat and United Nations Global Compact (2012) Foundations of Social Investment www.unglobalcompact.org

Figure 2. Spectre d'Entités Émettrices

Les institutions sociales qui existent entièrement pour créer de valeur sociale sont classées comme organismes de bienfaisance. Le terme « organismes de bienfaisance » inclus également ces organisations dont le revenu provient uniquement de subventions ainsi que celles qui se livrent dans certains échanges de biens et/ou de services et gagnent quelques revenus provenant de ces activités, mais continuent à tirer la majorité de leurs revenus des capitaux de subvention.

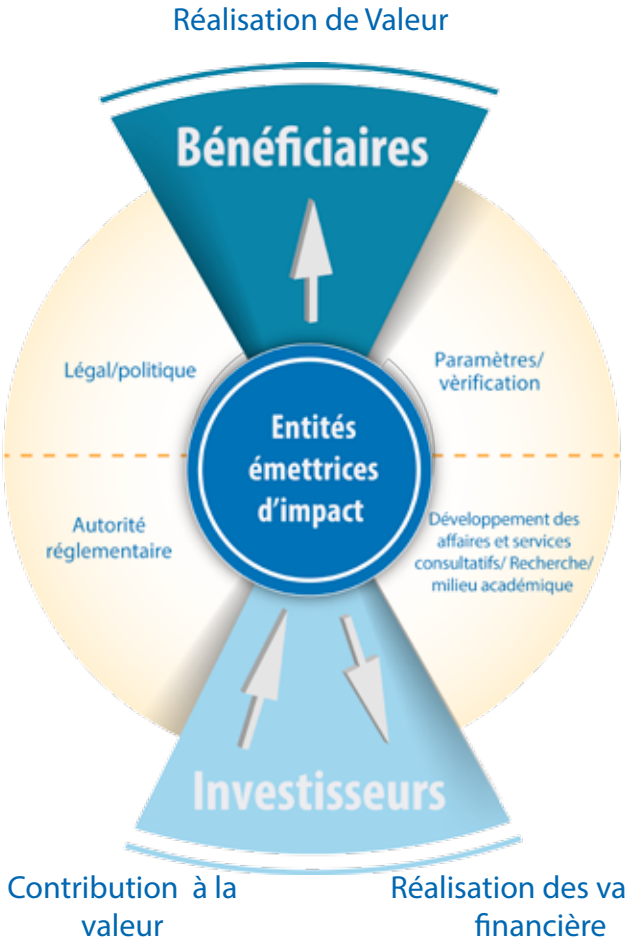
Les entreprises sociales durables créent à la fois une valeur sociale et financière, se détachant de la dépendance structurelle aux subventions. Ces genres d'entreprises vont d'entreprises sociales durables qui génèrent la majorité (plus de 75%) de leurs revenus des produits et/ou des services commerciaux, à celles dont le profit découle des activités de négociation et qui distribuent ce surplus aux actionnaires. Cette catégorie comprend également les entreprises sociales durables qui atteignent le seuil de rentabilité ; c'est -à-dire des entreprises qui ne génèrent pas de profit, mais dont le revenu est entièrement dérivé des activités de négociation, ainsi que des entreprises qui sont rentables, mais réinvestissent leurs profits dans leurs entreprises et de ce fait, ne distribuent pas de dividendes aux actionnaires.

Enfin, les entreprises dont l'objectif principal est de maximiser le profit comprennent: des entreprises responsables qui considèrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs prises de décisions opérationnelles; celles qui consacrent un pourcentage de leurs bénéfices aux activités de responsabilité sociale des entreprises (RSE) en dehors de leur cœur de compétence et celles qui n'incluent pas du tout des objectifs de création de valeur sociale dans leurs opérations. Dans le climat financier mondial actuel, ces entreprises du marché « traditionnels» courant sont moins fréquentes, avec l'augmentation du dynamisme derrière des pratiques telles que les rapports et les coûts de marque intégrés ; ces entreprises sont perçues comme socialement ou écologiquement irresponsables ou même nuisibles. Dans ce climat, les entreprises cherchent de plus en plus à être considérées comme responsable, même si c'est juste d'un point de vue purement marketing et d'image de marque. De même, il existe de plus en plus de dynamisme derrière les modèles et les approches d'affaires telles que les business inclusifs qui sont adoptées par les entreprises sociales durables de même que les entreprises de maximisation du profit. Ces modèles d'affaires cherchent à intégrer les communautés à faible revenu dans leurs opérations en tant que clients, en tant que fournisseurs au sein de leurs chaînes de valeur, ou en tant que distributeurs et détaillants. Ceux-ci peuvent être trouvés dans les entreprises sociales durables comme faisant partie de leur mission et objectif de base, mais aussi dans les entreprises plus traditionnelles, où les produits et services spécifiques sont développés en utilisant des approches inclusives d'entreprise.

Par conséquent, les investissements d'impact (avec une approche d'investissement distincte) peuvent être effectués à travers une gamme de classes d'actifs et aussi à travers une série d'entreprises, à condition que ces entreprises génèrent un impact social et/ou environnemental. Pour que l'investissement d'impact puisse créer ce mélange de valeur requise, tous les acteurs au sein de l'écosystème d'investissement d'impact doivent travailler de façon cohérente.

L'Ecosystème du Secteur d'Investissement d'Impact

Le secteur d'investissement d'impact est caractérisé par un écosystème d'acteurs interconnectés et interdépendants, qui interagissent à travers une série complexe de relations, comme illustré dans la figure 3 ci-dessous.



Source: Illustration de l'auteur

Figure 3. Acteurs de l'Ecosysteme du Secteur d'Investissement d'Impact

Ces participants travaillent de concert pour créer des valeurs (rendements) sociales et environnementales, qui sont finalement réalisées au niveau des bénéficiaires et aussi des valeurs financières qui sont réalisées sous forme de rendements financiers qui retournent aux investisseurs. La figure 3 illustre les principaux segments ou catégories de haut niveau des participants de l'écosystème du secteur peuvent jouer plusieurs rôles à des étapes différentes du processus de création de valeur. Il est important de noter que ces participants sont interconnectés et interdépendants, on ne peut pas regarder les segments de l'écosystème du secteur dans l'isolement. Les stratégies de réalisation du potentiel de l'investissement d'impact doivent considérer les différents acteurs et aussi considérer la meilleure façon de catalyser et de contribuer à un environnement favorable à travers tout le secteur.

Chaque segment de l'écosystème du secteur représente un groupe de participants et des chaînes de valeur individuels qui peuvent être décrits comme suit :

- La chaîne de valeur des investisseurs où la valeur est contribuée et investie dans l'entreprise sociale durable ou dans des entités émettrices d'impact dans lesquelles la prestation des services sociaux se produit. La chaîne de valeur de l'investisseur comprend largement, mais ne se limite pas qu'à ceux-ci, les: apporteurs de capitaux, propriétaires d'actifs, gestionnaires d'actifs, conseillers et consultants en gestion de patrimoine, fonds d'investissement, plates-formes de 'crowdfunding', institutions de dépôt, les plates-formes de placement privé, les bourses, fonds de capital-risque social, fondations, des fonds d'investissement privé, etc.

La chaîne de valeur des bénéficiaires, où la valeur issue d'interventions particulières, des produits et des services d'entités émettrices d'impact est finalement réalisée sous forme de bénéfices sociaux et/ou environnementaux. Cette chaîne de valeur inclut, mais ne se limite pas qu'à ceux-ci, les : administrateurs et employés d'entreprises sociales durables; aux consommateurs ou bénéficiaires directs des biens ou des services particuliers, aussi bien les bénéficiaires indirects des biens ou des services particuliers, y compris à l'environnement.

Ces principaux participants à l'investissement d'impact opèrent dans un contexte étendu de valeur ajoutée et de calcul de valeur, ainsi que l'ensemble de l'environnement réglementaire et juridique dans lequel les termes d'investissement d'impact apparaissent. En termes de valeur ajoutée, on devrait considérer les institutions académiques et de formation qui offrent des formations et des compétences capables de fournir un « pipeline » d'entrepreneurs sociaux potentiels qui possèdent la capacité de trouver des solutions d'affaires qui répondent aux défis sociaux et environnementaux. Ce genre d'institutions, couplées à la recherche et à la science sont aussi des acteurs essentiels en termes d'innovation et de développement de la propriété intellectuelle qui peut être commercialisée par les entités émettrices d'impact. La commercialisation de l'innovation est elle-même dépendante d'une gamme de relations entre les universités, les gouvernements et l'industrie. Des relations solides et qui fonctionnent bien au sein de cette « triple hélice» sont critiques au système d'innovation auquel dépendent de nombreuses solutions sociales et environnementales.

Les entités émettrices d'impact sont confrontées aux mêmes défis que le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) en ce qui concerne la capacité de s'établir avec succès la capacité de grandir et d'atteindre la maturité et la viabilité en tant qu'investissement sur des plateformes telles que les bourses. Par conséquent, les conseillers consultatifs à l'exemple d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises, des fournisseurs de services de développement des affaires, des mentors et des prestataires de services d'assistance technique sont des acteurs essentiels dans le renforcement du potentiel de succès des sociétés émettrices d'impact, de même que les réseaux professionnels de l'industrie qui favoriseront le partage des connaissances.

Le calcul de valeur en termes de paramètres et vérification est un segment également important de l'écosystème du secteur de l'investissement d'impact, qui repose sur la mesure et la vérification de l'impact (en plus de l'information financière) pour prendre des décisions d'investissement, ainsi que de tenir les entités émettrices responsables de leur cibles financières et d'impact. Par conséquent, ici les participants incluraient ces intermédiaires qui effectuent la diligence raisonnable (à la fois financière et d'impact) initiale pour déterminer la viabilité des investissements d'impact potentiels, ainsi que l'implication dans les rapports sur l'impact à travers la durée de l'investissement[23]. Les intermédiaires constituent une autre catégorie d'acteurs qui sont chargés de vérifier l'impact sous forme d'évaluations d'audits et de vérifications. L'approche spécifique de mesure et de reporting peut être unique à l'entité émettrice d'impact spécifique ou elle peut se conformer à une série de cadres de rapports, des standards et des classements qui sont actuellement disponibles sur le marché.

L'ensemble des cadres politiques et juridiques applicables au niveau régional ou national, et en effet les autorités réglementaires responsables pour l'application de ces lois et politiques jouent un rôle tout aussi important dans l'écosystème du secteur. Des politiques adaptées et favorables sont essentielles pour soutenir le potentiel des sociétés émettrices d'impact (et plus généralement les PME) ainsi que les marchés financiers sur lesquels ces entités comptent. Les autorités de régulation sont essentielles à leur tour pour assurer la conduite des participants par rapport aux lois et aux politiques applicables.

23 Typiquement les investisseurs conduiront une due diligence financière au lieu d'embaucher un intermédiaire pour assurer cette fonction. Toutefois pour certains cas, la dili gence financière raisonnable sera externalisée avec l'ensemble de la diligence d'impact.

Activité d'Investissement d'Impact et Tendances

L'enquête de 2015 de JP Morgan et Global Impact Investing Network (GIIN) sur 146 investisseurs d'impact a révélé que ces investisseurs géraient collectivement 60 milliards de dollars américain en investissements d'impact[24]. Ce montant est beaucoup plus élevé que les 46 milliards de dollars américain gérés par 125 investisseurs en 2014. Les comparaisons directes d'une année à l'autre ne peuvent pas être faites considérant que chaque enquête a tiré ses données à partir de groupes d'investisseurs légèrement différents, cependant les résultats d'ensemble ont révélé une croissance générale des investissements d'impact[25].

Les gestionnaires de fonds représentaient la plus grande catégorie de répondants en 2015, suivies des fondations, d'institutions financières diversifiées (IFD) d'offices de fonds de pension et familles[26]. En dépit de leur représentation relativement faible en termes de nombre de répondants, les IFD ont généralement été démontrées comme étant une source importante de capitaux. En 2015, elles représentaient 5% des répondants au sondage et elles géraient 18% des actifs, en second lieu seulement des gestionnaires de fonds qui avaient investi 63% de AUM, mais constituaient 57% des répondants[27].

Les résultats de 2015 ont montré que les investisseurs concentrent généralement leurs allocations dans les marchés émergents. Ils ont aussi montré que l'Afrique subsaharienne est prête à voir une augmentation de l'investissement d'impact dans l'avenir. Tandis que les investisseurs ont tendance à se baser dans les marchés des pays développés, 51% des actifs sous gestion – AUM ont été affectés aux marchés en développement et, le plus grand nombre de répondants au sondage de 2015 a indiqué avoir des allocations en Afrique subsaharienne. L'Afrique subsaharienne a également été la région où le plus grand nombre de répondants (29) prévoyait d'y augmenter les allocations à l'avenir ; suivie de près par l'Asie de l'Est du Sud-Est (28) et de l'Amérique latine et des Caraïbes (27).

Actuellement, la grande majorité des capitaux investis par les 146 répondants a été dirigé vers les entreprises en phase de croissance ou de maturité. Ces capitaux étaient investis sous forme de dette privée et de fonds propres. En dépit de l'intérêt porté sur les instruments de paiement à la performance (13 répondants ont démontré une intention d'augmenter des allocations vers ce type d'instruments), ces capitaux demeurent une très petite partie de l'ensemble des AUM avec seulement 0,2% des actifs investis de cette manière. En ce qui concerne le focus de ce secteur en matière d'investissements, 49% des investissements publiés en 2015 portaient sur le logement, la microfinance et les services financiers généraux (à l'exclusion du microfinance). Etant donné l'importance historique de l'industrie de la microfinance en tant que secteur cible pour l'investissement d'impact, il est intéressant de noter que les services financiers et de microfinance (à l'exclusion du microfinance) ont connu des baisses dans la proportion des attributions de l'AUM d'environ 28% à 21%, et 19% à 15%, respectivement[28]. Ce changement peut indiquer une évolution générale de l'industrie de l'investissement d'impact et de la pratique d'investissement où des expériences supplémentaires ont été acquises en structurant des offres dans des secteurs qui étaient moins familiers aux investisseurs[29].

24 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

25 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, Pease, M . 2013. *Perspectives on Progress: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org

26 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/
Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2014. Spotlight on the Market: The Impact Investor Survey. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. http://www.thegiin.org

27 Ibid

28 Cette comparaison directe a été effectuée en utilisant les données provenant d'un sous-échantillon tirés des même 82 répondants des sondages de 2014 et 2015 du GIIN sur les investisseurs d'impact.

29 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. http://www.thegiin.org/

Généralement, le sondage de 2015 a laissé entendre que l'écosystème du secteur d'investissement d'impact est en train de se développer progressivement, mais les contraintes fondamentales liées à la construction d'un « pipeline » robuste des entreprises à investir aussi bien que les offres limitées des capitaux à travers le spectre du risque/retour et les défis d'approvisionnement d'options de voies de sortie variées et profitables subsistent. La mesure de l'impact – important dans la pratique et présentdans la définition de l'investissement d'impact – était encore perçue comme étant important mais difficile à réaliser. Quatre-vingt-dix-neuf pourcent des 146 investisseurs ont déclaré avoir mesuré l'impact de leur investissement et dans l'ensemble indiqué qu'ils appréciaient le contrôle de performance de l'impact. Cependant, attribuer l'impact sur l'investissement approprié ainsi que garder bas les coûts de mesure émergeaient comme difficultés principales dans la pratique de mesure d'impact. À l'heure actuelle, 67% des investisseurs qui mesurent l'impact ont rapporté que leurs équipes d'investissement étaient chargées d'entreprendre ces mesures. Alors qu'un nombre croissant d'équipes d'investissement ont reçu une formation sur la mesure d'investissement d'impact, il y a encore besoin d'uniformiser les approches et les cadres de mesure d'impact, et de renforcer le rôle des intermédiaires tiers en vue de vérifier la pratique[30].

Les tendances ci-dessus indiquent généralement que le secteur de l'investissement d'impact continue de voir l'activité de marché, mais pourtant cette industrie ne constitue encore que 0,2% d'une estimation de 210 billion de dollars du marché mondial des capitaux[31]. Pour atteindre son potentiel, l'écosystème du secteur devra continuer à se développer. Ceci est également applicable pour l'industrie d'investissement d'impact africain, qui a le potentiel de contribuer à répondre à certains besoins des services sociaux du continent.

©WORLD BANK/John Hogg

30 Ibid
31 Mckinsey Global Institute . 2011. *Mapping global capital markets.* McKinsey Global Institute. Disponible au: http://www.mckinsey.com

1.3 Afrique : Déterminée à Exploiter les Avantages de l'Investissement d'Impact

Pilotes d'Investissement d'Impact en Afrique

Croissance Economique Durable

Le continent africain est composé de 54 pays, peuplé de plus d'un milliard de personnes et réparties sur 30 millions de kilomètres carrés (le deuxième plus grand continent dans le monde). Chaque pays a une histoire unique, une trajectoire de croissance économique et un potentiel d'investissement de l'impact. Cette section, cependant, se concentrera sur les grandes tendances clés qui peuvent être généralisées en vue d'indiquer un potentiel pour stimuler l'investissement d'impact à travers le continent.

La dernière décennie a connu un redressement de la croissance économique en Afrique. De 1980 à 1989 le produit intérieur brut de l'Afrique (PIB) a augmenté d'une moyenne de 1,8% par an, de 2,6% par an entre 1990 et 2000 ; et de 5,3% par an entre 2000 et 2010[32]. Soutenus par des politiques économiques saines, des allégements de la dette, des renforcements des institutions, et des investissements élevés, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont atteint un taux de croissance de 5 à 6 % au cours de 2000 à 2012, et sont dans le processus de réduction des taux de pauvreté et d'amélioration des conditions de vie. Le Fonds monétaire international (FMI) a prédit que, entre 2011 et 2015, 7 des 10 économies les plus dynamiques dans le monde (en termes de PIB) seraient en Afrique. En Avril 2015, le FMI a averti que les tendances de croissance observées ces dernières années se ralentiraient à 4,5%, mais pour le moment, l'Afrique reste une des régions à plus forte croissance dans le monde[33].

Cette croissance économique est en train de produire une classe moyenne africaine en pleine expansion qui est maintenant estimé à 350 millions de personnes[34]. Avec l'urbanisation rapide et une main-d'œuvre de plus en plus grandissante, la consommation des ménages – particulièrement de cette classe moyenne en plein essor – a été la force motrice majeure derrière la croissance économique comptant pour 62% du PIB. A son tour, cette croissance a contribué à une demande croissante pour le développement dans l'industrie et les infrastructures.[35]

©WORLD BANK/John Hogg

32 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. 2014. Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique: Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Disponible au : http://unctad.org/

33 Fonds Monétaire Internationale. 2015. Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne - Faire face aux vents contraires. Fonds Monétaire Internationale. Disponible au : www.imf.org

34 Aissa, M; Mubila, M; Lufumpa, C. Banque Africaine de Développement. 2011. The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa. Banque Africaine de Développement. Disponible au: www.afdb.org

35 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. 2014. Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique: Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Disponible au : http://unctad.org/

Capital d'Investissement en Croissance

Les capitaux affluent dans le continent africain à un rythme régulier. Au cours de la dernière décennie, l'investissement global direct étranger (IDE) ciblant le continent n'a cessé de croître, en partie motivée par un intérêt perpétuel dans les ressources naturelles. Les influx en Afrique de l'Est par exemple, ont augmenté dans l'ensemble en raison des récentes découvertes de pétrole et de gaz au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie[36]. Certains flux en Afrique sub-saharienne ciblent actuellement les consommateurs au lieu de cibler les industries extractives ainsi que les pays peu habitués à ce capital – tels que l'Ethiopie et le Mozambique. L'année 2014 a également vu l'amélioration de la confiance des investisseurs dans les pays précédemment touchés par le Printemps arabe de 2011, et l'Egypte et le Maroc ont connu des niveaux de croissance des flux d'IED. Alors que 2014 en particulier a vu quelques ralentissement de l'IED mondial en raison de la faible croissance économique qui a affecté négativement les flux d'IED vers l'Afrique pour cette année, les niveaux globaux de flux sont restés au-dessus des niveaux pré-2008[37].

L'Afrique a également connu une augmentation constante de l'épargne intérieure au cours des dernières années qui peut s'ajouter au capital disponible pour l'investissement. Historiquement, les pays africains se sont appuyés sur des sources étrangères de capital sous forme d'IDE, APD, de dette et des transferts de fonds pour compléter et compensent le plus souvent les sources intérieures d'investissement. Peu à peu, les économies de l'Afrique commencent à constituer des réserves domestiques d'épargne qui aideront à stimuler l'investissement, et éventuellement à accroitre le montant des investissements sur le continent[38]. En outre, les envois de fonds migrants présentent une source potentielle supplémentaire de capital d'investissement étant donné que ceux-ci ont augmenté six fois plus depuis 2000. Ces flux vers l'Afrique devraient atteindre 64,6 milliards de dollars en 2015 avec le Nigeria et l'Egypte comme principaux bénéficiaires[39].

Déclin de l'Aide Publique au Développement (APD) et le Financement du Secteur Public

Le paysage financier a considérablement changé en Afrique depuis 2000. En dépit de l'amélioration et de la croissance dans des domaines clés tels que l'investissement étranger, les envois de fonds migrants et la collecte des recettes fiscales, la mobilisation des ressources reste faible et l'APD est sensé diminuer à 54,9 milliards de dollars en 2015. La plupart des États de l'Afrique subsaharienne (plus du deux tiers), dont la majorité sont des pays à faible revenu, recevront moins d'aide en 2017 par rapport au montant reçu en2014[40].

> *« Le déficit en aide couplé à la volatilité de l'aide ont un impact sur les équilibres macro-économiques, générant potentiellement une croissance de la volatilité et causant des réductions dans les dépenses du gouvernement sur la réduction de la pauvreté et le développement des priorités. Ceci est particulièrement important puisque des études montrent que les déficits d'aide dans les pays dépendants de l'aide sont fréquemment suivis par des réductions dans les dépenses du gouvernement* [41].

Par conséquent, les décideurs gouvernementaux dans les économies africaines doivent examiner et capitaliser sur des sources alternatives de revenus et d'investissement afin de gérer et de répondre efficacement aux chocs et diminutions à grande échelle tels que la baisse de l'APD. Dans ce contexte, l'investissement d'impact présente une opportunité d'assister graduellement les pays africains en ce qui concerne le subventionnement les prestations de services en vue de répondre aux priorités de développement.

36 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/
37 Ernst & Young. 2015. *EY's Attractiveness survey. Africa 2015: Making Choices*. Ernst & Young. Disponible au; :http://www.ey.com
38 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. 2014. Rapport 2014 sur le développement économique en Afrique: Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Disponible au : http://unctad.org/
39 Disponible au: www.undp.org
40 Ibid
41 UNDP. 2011. *Overview. Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*. Disponible au: www.undp.org

La Demande pour les Services et les Biens de Base

Malgré la croissance économique du continent, de nombreux pays africains se heurtent encore à des obstacles considérables. Selon les données de 2011 de la Banque mondiale, 46,5% des personnes en Afrique subsaharienne vivent avec moins de 1,25 dollar US de Parité de pouvoir d'achat (PPA) par jour[42]. L'inégalité des revenus au sein des pays demeure élevée et l'amélioration de l'accès aux principaux aspects de développement humain tels que la santé et l'éducation n'a pas suivi le rythme de la croissance économique. L'exclusion sociale et économique des groupes vulnérables tels que les femmes, les populations rurales et les jeunes persistent et créent des distributions inégales des revenus. Les niveaux de l'Indice de Développement Humain (IDH)[43] de l'Afrique sont faibles. Même s'il y avait une certaine amélioration de 0,40 à 0,50 de 1990 à 2013, l'IDH du continent est resté inférieure à la moyenne mondiale de 0,60 en 1990 et 0,70 en 2013. L'accès à la santé et l'éducation sont les principaux déterminants de l'IDH, ce qui indique que ce sont deux domaines essentiels que le continent doit aborder.

En outre, la performance de l'Afrique sur l'égalité de genre et des revenus reste faible. L'Afrique est la région avec le seuil d'inégalité des revenus au sein des pays le plus élevé ; venant au deuxième rang après l'Amérique latine et les Caraïbes. L'inégalité des revenus est un symptôme des tendances inégales du développement humain reflétée dans le score de l'IDH du continent et dans la disponibilité limitée des services sociales et de protections adéquates. En outre, les inégalités de revenu ont également tendance à mettre en évidence les inégalités avec les populations rurales étant les moins susceptibles à avoir accès à l'éducation et la santé. Enfin, l'Afrique continue de marquer faiblement en ce qui concerne l'autonomisation des femmes – une question transversale – reflété dans les scores d'Indice de développement du genre (IDG)[44]d'un bon nombre de pays. Dans 39 pays africains, l'IDGétait de 87%, ce qui signifie que la valeur de l'IDH pour les hommes africains dans ces pays était de 13 points de pourcentage plus élevé que celle des femmes. Dans l'ensemble, l'Afrique a besoin d'améliorer l'accès aux services de base et la provision de services de protection sociale si elle tient à réaliser une croissance inclusive et réduire les inégalités. Pour le moment, les services essentiels liés au développement humain sont hors de portée. Pour la plupart, les services de population et protection sociale restent sous-financés et mal coordonnés[45].

En réponse à ces défis permanents de développement humain, le leadership et la communauté internationale au développement de l'Afrique ont identifié les principaux domaines d'intervention. En 2013, l'AUC a énoncé une vision commune pour Afrique pour les 50 prochaines années, appelée Agenda 2063, engageant à travailler vers une voie de croissance durable et équitable pour le continent. En 2014, les chefs d'Etat africains ont également soulevé pour l'Afrique des points issues des ODD récemment ratifiés - appelé la Position Africaine Commune (PAC) sur l'agenda post-2015 - qui sont une priorité pour le continent et accepté de parler d'une seule voix à pousser le développement du continent agenda. Toutes les priorités exprimées par l'Afrique, de l'innovation et croissance économique, du développement centré sur les personnes, de la durabilité environnementale, de la paix, la sécurité et les partenariats au développement des finances sont réfléchies et soulignés dans le ODD. L'Agenda 2063 a été une partie intégrante de l'ODD, reflétant une occasion pour le continent de se concentrer sur ses propres besoins et priorités d'investissement avec le soutien de la communauté internationale dans les domaines qui permettront de répondre aux défis les plus profonds de l'Afrique. Les deux tables suivantes expliquent l'Agenda 2063 de la CUA et la PAC sur les objectifs post-2015 de développement durable et les domaines dans lesquels une action ciblée est nécessaire pour accélérer le développement du continent.

42 La Banque Mondiale. 2011. Poverty & Equity Regional Dashboard: Sub-Saharan Africa Regional Indicators. Banque Mondiale. Disponible au: www.povertydata.worldbank.org

43« L'indice de développement humain (IDH) est une mesure de synthèse du niveau moyen atteint dans les dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, l'acquisition de connaissances et un niveau de vie décent». L'IDH est donc la moyenne de ces trois dimensions mesurées par l'espérance de vie, les années d'éducation et le revenu national brut par habitant. Le Programme de développement des Nations Unies. Indice de développement humain. Disponible au : http://www.hdr.undp.org/fr

44 "L'Indice de développement de genre mesure l'écart entre les sexes en termes de réalisation des trois dimensions de base du développement humain pour les femmes et les hommes." Perspectives économiques en Afrique. Banque africaine de développement, Organisation pour la coopération économique e développement, Programme des Nations Unies pour le développement. Disponible au: www.africaneconomicoutlook.org

45 Banque africaine de développement, Organisation pour la coopération économique et le développement, Programme des Nations Unies pour le développement Perspectives économiques en Afrique. Banque africaine de développement, Organisation pour la coopération économique e développement, Programme des Nations Unies pour le développement. Disponible au: www.africaneconomicoutlook.org

Agenda 2063 de la Commission de l'Union Africaine [46]

L'Agenda 2063 est une vision et un plan d'action de l'Union Africaine qui s'étale sur 50 ans et qui exprime la transformation structurelle et le rajeunissement du continent. L'Agenda 2063 contient sept aspirations pour guider à des objectifs concrets:

1. Une Afrique prospère basée sur une croissance inclusive et un développement durable
2. Un continent intégré, politiquement unie et fondée sur les idéaux du panafricanisme et de la vision de la Renaissance de l'Afrique
3. Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et de primauté du droit
4. Une Afrique de paix et de sécurité
5. Une Afrique avec une forte identité culturelle, un patrimoine commun, une éthique et des valeurs partagées
6. Une Afrique dont le développement est axé sur le peuple, en se fondant sur le potentiel des populations africaines, en particulier les femmes et les jeunes, et prenant soins des enfants
7. Une Afrique en tant qu'acteur et partenaire mondial fort, unifié et influent

La Position Africaine Commune sur l'Agenda de Développement Post-2015 [47]

La Position Africaine Commune (PAC) sur l'Agenda de développement post-2015 a été lancée par les chefs d'État et de gouvernements de l'Union africaine le 31 Janvier 2014, à la 22ème session ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie.

La PAC a identifié les questions d'importance pour l'Afrique dans les objectifs de développement durable post-2015 et a visé à s'engager avec le post-2015 Programme de développement d'une seule voix unifiée. Les questions ont été produites à l'aide d'un processus de consultation impliquant les pouvoirs exécutifs et législatifs des gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile, les syndicats et le milieu universitaire; ainsi que certains organisations et organismes internationaux, dont l'ONU et les institutions multilatérales africaines. La PAC réaffirme la nécessité d'une croissance économique inclusive, centrée sur le peuple, et souligne fortement qu'une transformation structurelle serait en mesure de soutenir cette croissance. En particulier, le développement ciblé de l'infrastructure et de l'industrialisation continue de l'Afrique est mis en évidence comme fondamentale pour la réalisation de ses objectifs de développement du continent. La PAC élucide la position de l'Afrique selon les six piliers suivants :

Croissance économique structurelle avec un accent sur la croissance inclusive, l'agriculture durable, la nutrition et la sécurité alimentaire ainsi que la diversification de l'économie de chaque pays. Le principal objectif de ce pilier est de faire croître l'économie de chaque pays d'une manière qui génère des emplois décents et de moyens de subsistance durables par le développement du secteur privé ainsi que l'amélioration de la production agricole, l'autosuffisance alimentaire et la résilience aux chocs climatiques.

La science, la technologie afin d'améliorer la capacité d'innovation et la Recherche & Développement (R&D) de l'Afrique. Ce pilier met l'accent sur l'investissement dans la technologie par le biais de l'amélioration de la science et de l'éducation en TIC ainsi que le renforcement de l'environnement financier et réglementaire pour soutenir la recherche scientifique et la protection de la propriété intellectuelle.

Le développement centré sur les personnes avec l'objectif ultime de réduction de la pauvreté, d'égalité des sexes et d'accès universel aux services essentiels tels que l'éducation et la santé. Ce pilier appelle à la responsabilisation de tous les peuples, en particulier ceux qui peuvent être vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap, les personnes déplacées et les femmes.

La viabilité environnementale pour assurer la conservation et la gestion responsable des ressources naturelles du continent y compris la terre, l'eau, ainsi que l'atténuation des risques contre le changement climatique et les catastrophes naturelles.

La Paix et la sécurité garanties en empêchant le déclenchement de conflits armés ainsi que le traitement des causes profondes (l'exclusion sociale, la discrimination et la bonne gouvernance) de conflit.

Le Renforcement financier et du partenariat pour croître la base des finances de l'Afrique à travers la mobilisation des ressources, maximisant l'utilisation des modèles novateurs de financement et la promotion des partenariats commerciaux et d'investissements bénéfiques.

46 Commission de l'Union Africaine. Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons dans le futur. Commission de l'Union Africaine. Disponible au: http://agenda2063.au.int/fr/
47 Commission de l'Union Africaine. 2014. Position Africaine Commune sur l'Agenda de développement Post-2015. Commission de l'Union Africaine. Disponible au: http://agenda2063.au.int/fr/

Il existe un potentiel pour l'investissement des solutions et opportunités fondées sur le marché (sous forme d'entreprises sociales durables) et qui fournissent une voie durable pour surmonter les défis persistants à la satisfaction des besoins de base et la prestation de services vers de plus grands gains dans le développement humain sur le continent. Plus précisément, nous soulignons ci-dessous quelques exemples de besoins/gaps de prestation de services dans des secteurs clés de l'Afrique, auxquels les entreprises sociales durables implémentent des solutions de marché viables. La prestation de service améliorée dans les domaines de l'éducation, de la santé (y compris l'eau et l'assainissement), de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'énergie, du logement abordable, de l'inclusion financière et de l'infrastructure contribuerait à la réduction des inégalités, aux gains dans le développement humain et à l'amélioration de la résilience et de la protection contre la vulnérabilité aux chocs. Les exemples ci-dessous donnent une indication du potentiel des entreprises sociales durables et des projets de collaboration de partenariats public-privé à émerger et à absorber les capitaux d'investissement d'impact pour la réalisation d'ensemble des objectifs de développement humain.

Education

L'accès à l'éducation demeure un défi important en Afrique. En 2012, 56 millions d'africains sub-sahariens âgés de 15 à 24 ans (égale au tiers de la population) n'avait pas terminé leurs études primaires[48]. Les pilotes du niveau bas d'éducation comprennent l'insuffisance des investissements dans les écoles, les enseignants et les manuels scolaires, ainsi que la dépendance des ménages à faible revenu au revenu supplémentaire généré par les enfants et les jeunes. Les conséquences de faibles niveaux d'accès à l'éducation sont importantes étant donné que l'éducation joue un rôle primordial dans la détermination de perspectives d'emploi, et représente l'une des principales voies pour échapper à la pauvreté et contribue aux gains de développement humain.

Bridge International Académies, Afrique de l'Est

Vu comme un exemple d'entreprise sociale durable se focalisant sur l'accès à l'éducation, Bridge International Academies (BIA) - est entrain de reconfigurer le modèle d'affaires cherchant à fournir une éducation de base. BIA administre une école privée à coût de scolarité très bas (6,5 dollar par mois) en Afrique de l'Est et est devenue la plus grande chaîne des écoles primaires et pré-primaires du monde - avec 359 académies et plus de 100.000 étudiants.

BIA a commencé au Kenya en 2009 et est maintenant dans quatre pays de la région. BIA a développé un modèle de franchise novateur « Academy-in-a-box » qui peut être facilement reproduit et mis à l'échelle. Comme résultat, BIA ouvre une nouvelle école tous les 2,5 jours. Misant sur la technologie et les données, BIA crée des efficacités tant en termes de coûts et que de qualité. BIA investit dans des programmes de classe et dans des formations de développement de renommée mondiale. Cette systématisation libère le directeur de l'académie et lui permet de se concentrer sur le travail critique qui est de superviser l'enseignement en classe ou l'établissement de relations avec communauté locale. BIA a reçu un investissement de départ des investisseurs d'impact, y compris la Fondation Bill & Melinda Gates et du Département britannique pour le développement international (DFID) et ensuite BIA a pu obtenir des capitaux de croissance provenant des grandes institutions financières, telles que la Société financière internationale (SFI) [49].

48 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2012). Un tiers des jeunes d'Afrique subsaharienne ne vont pas jusqu'au bout du primaire et se retrouvent sans qualification. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Disponible au: http://www.unesco.org/

49 Bridge International Academies. 2013. Disponible au: http://www.bridgeinternationalacademies.com

©WORLD BANK

©WORLD BANK/Arne Hoel

Santé, Eau et Assainissement

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime qu'environ 47% de la population africaine a peu ou pas d'accès aux services de soins de santé de base[50]. En outre, plus de 800 millions d'Africains ne disposent pas de services d'assainissement adéquats et près de 300 millions de personnes vivent sans accès à l'eau propre et potable, ce qui cause des effets dévastateurs sur leur santé et la qualité de vie[51]. Par conséquent, une solution à ce fardeau de maladie aiderait à relever les défis principaux de la santé, qui à son tour affecte des domaines clés de développement, tels que l'accès à l'éducation, l'emploi et la productivité du travail.

Living Goods, Afrique de l'Est

Living Goods a été créé en 2007 pour vendre des produits de soins de santé essentiels selon une approche de porte-à-porte. Aujourd'hui, il y a plus de 1000 promoteurs communautaires de santé de Living Goods travaillant en Ouganda et au Kenya grâce à un modèle de micro-franchise. Les promoteurs de la santé font du porte-à-porte dans les quartiers ruraux vendant des médicaments contre le paludisme, des céréales enrichies, des vitamines et du savon et également des gros articles comme des cuisinières, des lanternes solaires et des moustiquaires.

Les promoteurs de santé communautaires sont formés pour identifier les femmes enceintes, les enfants malades et ceux qui souffrent de la malnutrition. Ils encouragent l'allaitement maternel, la vaccination et le traitement rapide des affections courantes comme la diarrhée, et dirigent leurs clients vers les cliniques de santé si nécessaire. Living Goods fixe ses prix de 20 à 40% en dessous des détaillants locaux dans un effort de fournir un meilleur service pour sa clientèle cible. Selon Living Goods, ses agents ont traités 62.000 enfants, pris en charge 25.000 grossesses, vendus 37.000 unités d'aliments enrichis en vitamines et distribués 30.000 réchauds propres aux clients en 2012.

Living Goods avait reçu initialement des capitaux de subvention provenant des fondations, suivi des capitaux d'investissement des investisseurs dont le Réseau Omidyar ; et la compagnie a atteint le seuil de rentabilité en 2011[52].

50 Organisation Mondiale de la Santé. 2004. Rapport sur la situation des médicaments dans le monde. Organisation Mondiale de la Sante. Disponible au : http://www.who.int
Organisation Mondiale de la Santé. 2011. Rapport sur la situation des médicaments dans le monde. Organisation Mondiale de la Sante. Disponible au : http://www.who.int
51 Perspective Environnementale Globale. 2000. Chapitre 2. Afrique. Disponible au: http://www.unep.org/
52 Living Goods, 2016. Disponible au:https://livinggoods.org/
Bank, D. 2014. Living Goods : Selling Health Door-to-Door. Impact Alpha. Available at: http://impactalpha.com/

©WORLD BANK/Curt Carnemark

Agriculture et Sécurité Alimentaire

Environ 21% de la population de l'Afrique est mal nourrie[53]. La faim et l'insécurité alimentaire conduisent à la sous-nutrition, avec des conséquences désastreuses sur la santé, le bien-être, la capacité économique et la croissance.

En outre, étant la principale source de revenus en Afrique, l'agriculture est plus susceptible d'avoir un impact sur la croissance économique L'Afrique contient 60% des terres arables non cultivées dans le monde, environ 70% de la population est directement employé dans ce secteur, et il représente environ 30% du PIB de la région[54].

Cependant, la part des revenus provenant de cette production est très inégale, avec la plupart des pays d'Afrique présentant une grande subsistance sous-ressourcée du secteur agricole caractérisée par une faible productivité. Cela est généralement présenté aux côtés d'un secteur agricole commercial plus petit et plus productif qui est orientée vers les exportations. En outre, ces pays en retard en termes de développement humain ont tendance à avoir des proportions relativement élevées de l'agriculture de subsistance.[55]

Sekaf, Ghana

L'inégalité des sexes en Afrique est souvent connectée à l'agriculture c'est-à-dire à la propriété des terres et la productivité. Des faibles droits de propriété et une faible sécurité foncière pour les femmes réduisent leurs incitations à investir dans leurs pays. En outre, les femmes ont tendance à gérer de plus petites fermes, moins sophistiqués, et gagner moins de revenus de leurs produits agricoles.

Au Ghana, on estime que 600'000 femmes rurales gagnent un revenu de la collecte des noix de karité. Les noix de karité traitées sont commercialement rentables en raison de la demande croissante provenant des industries internationales alimentaires et cosmétiques. Toutefois, en raison de l'effort impliqué dans le transport des noix de Karité vers le marché, la plupart des femmes deviennent des « preneurs de prix», se contentant d'un prix bas plutôt que de transporter les produits à la maison. La majorité du profit est donc captée par les intermédiaires et les transformateurs, avec très peu de revenus revenant aux agriculteurs.
Sekaf est une entreprise sociale durable ghanéenne qui traite noix de karité et améliore la probabilité d'obtenir un prix équitable pour les agriculteurs. Grâce à un investissement provenant des Fonds Injaro, Sekaf emploie aujourd'hui plus de 250 femmes et achète des noix de karité et du beurre de karité auprès d'environ 2'500 femmes.

En aidant ces femmes avec des prêts, une expertise de formation et de contrôle de la qualité, Sekaf a directement augmenté la productivité et la qualité des produits pour lesquels les producteurs reçoivent un prix équitable. En retour, cela fournit une sécurité de l'emploi et de l'autonomisation économique des membres de la coopérative. En conséquence, certains membres des sociétés coopératives de Sekaf ont pu envoyer leurs enfants à l'école pour la première fois[56].

53 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2015. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible au: http://www.fao.org/54 Banque Africaine de Développement. 2014. Croissance Inclusive. Une Impérative pour l'agriculture africaine. Banque africaine de Développent. Disponible au: www.afdb.org
55 ibid
56 Sekaf Ghana. 2008. Disponible au: http://www.sekafghana.com

©WORLD BANK/Curt Carnemark

Accès à l'Énergie

Plus de 700 millions de personnes (deux-tiers de la population) en Afrique vivent sans accès à l'électricité[57]. L'accès à l'énergie pour la cuisine, l'éclairage et le chauffage reste donc un défi majeur pour de nombreux ménages africains dont la plupart reposant sur l'utilisation traditionnelle de la biomasse solide - bois de feu et charbon de bois, et des déjections animales séchées - pour la cuisine. La commercialisation et les canaux de distribution de gaz de cuisine (gaz de pétrole liquéfié, ou GPL) restent sous-développés. Malheureusement, faire la cuisine avec ces combustibles solides a des implications négatives importantes sur l'environnement et la santé, y compris les risques potentiels de pneumonie chez les enfants et des maladies respiratoires chez les adultes. Pour les ménages n'ayant pas accès à l'électricité ; les lampes à pétrole sont la source principale d'éclairage – une technologie coûteuse qui est aussi dangereux, considérant que le kérosène est inflammable et peut être toxique quand inhalé ou ingéré. Une entreprise basée au Ghana, le Toyola Energy, a développé un commerce efficace de vente des cuisinières grâce à un modèle d'agents de vente décentralisée. Depuis sa fondation en 2006, Toyola a vendu plus de 100'000 poêles et 6'000 produits d'énergie solaire. Toyola se développe aujourd'hui dans d'autres pays en Afrique de l'Ouest[58].

©WORLD BANK/Dana Smillie

Infrastructure

Le développement des infrastructures est essentiel à la croissance et au développement économique sur le continent africain, et reste l'un des principaux obstacles à la productivité. En dépit de la croissance impressionnante économique de l'Afrique au cours des 5 dernières années, le continent est toujours classé derrière d'autres régions dans le Rapport de compétitivité mondiale du Forum économique mondial. Le Global Competitiveness Report 2014-2015 a vu l'Afrique subsaharienne recevoir le plus bas score moyen de l'indice de compétitivité mondial (GCI) et a mis en évidence le faible développement des infrastructures et des opportunités limitées de développement de compétences pour les jeunes Africains comme principales raisons de ce classement[59]. La Banque africaine de développement (BAD) estime que l'Afrique dépense une moyenne de 45 milliards de dollars par an sur les infrastructures et que la plupart des capitaux finançant cet investissement proviennent de sources externes ou étrangères. Par conséquent, pour que le continent continue à poursuivre son développement de l'infrastructure, un niveau d'investissement durable ainsi que des mécanismes efficaces aux travers desquels les investissements seraient placés sont nécessaires. Pour cette raison, la BAD a dérivé l'indice de développement des infrastructures de l'Afrique qui classe et analyse le progrès de chaque pays dans le développement des infrastructures[60]. L'objectif est que cet indice puisse faciliter l'allocation fondée d'investissement – des budgets nationaux aussi bien que des capitaux externes – dans l'infrastructure. A condition que la réalisation d'un impact social et/ou environnemental positif et mesurable soit au cœur de l'investissement dans l'infrastructure, ceux-ci peuvent être classifiés d'investissement d'impact, et les gouvernements africains peuvent tirer parti de ce financement pour atteindre leurs objectifs de développement.

57 Perspective énergie en Afrique. Energie en Afrique aujourd'hui. Perspective Internationale d'énergie. Disponible au: www.iea.org
58 Toyala Energy. 2009. Disponible au: http://www.pciaonline.org
59 World Economic Forum. 2014. Global Competitiveness Report 2014 – 2015. World Economic Forum. Disponible au: http://reports.weforum.org/
60 Banque Africaine de Développement. 2013. Indice de développement de l'infrastructure Africaine. Banque Africaine de Développement. Disponible au : http://www.afdb.org/

©WORLD BANK/Jonathan Ernst

Services Financiers

Malgré la croissance du secteur financier récente en Afrique au cours des dernières décennies, beaucoup d'individus et d'entreprises sont encore exclus d'accès aux services financiers dans les pays africains. Selon la Banque africaine de développement, moins d'un sur quatre Africains possèdent un compte bancaire dans une institution financière formelle[61].Ceci inclue posséder un compte bancaire ou avoir accès au crédit, aux programmes d'épargne ou d'assurance.

Cette analyse montre que les services financiers africains sont en retard par rapport à ceux d'autres économies en développement en termes de structure des coûts, de distance à la banque, et d'exigences en matière de documentation, qui sont tous d'importants obstacles à l'augmentation d'accès aux services financiers[62]. Le faible accès aux services financiers de base renforce le cycle de la pauvreté et peut éventuellement affaiblir le rythme de la croissance et le développement économique d'un pays. Par exemple, la majorité (64%) de la population adulte du Nigeria n'a pas accès aux services financiers formels. Pagatech exploite une plate-forme de services bancaires mobiles pour permettre à ses clients d'économiser, de remettre des fonds, d'acheter des unités téléphoniques et de payer leurs factures via téléphone mobile ou à travers un réseau d'agents de vente au détail. Ces transferts d'argent sont généralement effectués à un coût inférieur à celui des fournisseurs plus traditionnels. À ce jour Pagatech a attiré plus de 3 millions de clients. Grace à une plate-forme accessible, Pagatech est capable d'atteindre des populations qui seraient susceptible d'être dans l'impossibilité d'accéder à ce service financier[63].

©WORLD BANK/John Hogg

Accès à un Logement Abordable

L'urbanisation est une forte composante de la croissance économique de l'Afrique. Avec un taux d'urbanisation annuel de 3,5% au cours des deux dernières décennies, les villes africaines croissent plus rapidement parmi celles du monde en voie développement. Actuellement, environ 40% du milliard d'habitants du continent vivent dans les villes et villages, et d'ici à 2030 il est estimé que 50% de la population africaine vivra dans un environnement urbain[64]. L'un des défis centraux créés par l'urbanisation rapide de l'Afrique est l'existence des unités de logement de mauvaise qualité, ou des « bidonvilles», dans certaines villes du continent. La population des bidonvilles de l'Afrique est estimée à 400 millions de personnes, représentant 40,2% de la population urbaine[65]. De plus, comme l'urbanisation croît, la demande en logements augmente également. Pourtant, la majorité des nouveaux résidents urbains n'a pas accès à des solutions ou des hypothèques de logements appropriés qui peuvent financer les propriétés immobilières.

Un des exemples d'une telle initiative qui vise à remédier à cette pénurie de logements est le « Programme de construction par étapes » implémenté à travers un partenariat entre Habitat pour l'humanité et une Institution de Microfinance (IMF) malawite. Ce programme a été lancé au Malawi en 2005 et il facilite la construction de nouvelles maisons et les réparations des maisons existantes à travers des étapes progressives. Cela permet aux familles à faible revenu d'améliorer leurs conditions de vie au fil du temps en fonction de la disponibilité de leurs ressources. À ce jour, cette initiative a permis l'achèvement de 200 maisons et a servi plus de 5000 clients dans le pays [66].

61 Banque Africaine de Développement. 2013. *Inclusion Financière en Afrique*. Banque Africaine de Développement. Disponible au: http://www.afdb.org
62 Ibid
63 Pagatech. 2016. Disponible au: https://www.mypaga.com
64 Programme des Nations Unies pour les établissements Humains. 2010. *L'Etat des Cités Africaines.* Disponible au: http://www.unhabitat.org
65 Ibid
66 Programme des Nations Unies pour les établissements humains. 2013. *Where We Build: Malawi*. Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Disponible au:: http://www.habitat.org

En somme, les possibilités et la nécessité de prestation de services dans ces domaines clés, combinée au besoin urgent qu'expriment les gouvernements africains en vue de trouver des solutions pour améliorer la résilience financière, représentent une gamme d'opportunités de marché sur lesquels les entrepreneurs sociaux peuvent capitaliser. Pour assurer que l'investissement d'impact produise sur son potentiel, les investisseurs d'impact de l'Afrique, les décideurs et autres acteurs de l'écosystème devront tenir compte de l'impact social et/ou environnemental spécifique qu'ils recherchent et qui répondra le mieux aux besoins du continent en matière de santé, d'éducation et de beaucoup d'autres points décrits ci-dessus. Cela peut faire appel à la fois à un guide global sur les pratiques d'investissement d'impact pertinentes pour le continent, et à un autre guide spécifique au contexte de chaque pays et de chaque communauté, en plus d'un examen approfondi des modèles variés d'entités émettrices d'impact et des pratiques qui permettront d'atteindre les objectifs spécifiques de développement de l'Afrique. Les investissements devraient finalement relever les défis de développement les plus importants du continent.

©WORLD BANK/John Hogg

Offre de Capital d'Investissement d'Impact en Afrique

La pratique de l'investissement d'impact n'est pas nouvelle en Afrique, avec un bon nombre d'institutions ayant joué un rôle actif dans le financement d'entreprises qui ont généré des bénéfices sociaux et environnementaux pendant des décennies. Par exemple, le Fonds Aga Khan pour le développement économique a fourni des capitaux d'impact dans la région depuis 1965, et comme indiqué précédemment, les IFD et autres fondations ont des antécédents de déploiement de capitaux sur le continent.

De la même manière que l'intérêt dans le secteur d'investissement d'impact grandi, la demande pour les données sur les quantités et les tendances des actifs sous gestions – AUM grandie également. En particulier, les données exhaustives sur les investissements d'impact en Afrique ne sont pas disponibles. De même qu'il est le cas pour plusieurs rapports publiés sur l'Afrique, les recherches à ce jour séparent l'Afrique sub-saharienne de l'Afrique du Nord ; cette dernière étant généralement regroupée avec le Moyen-Orient pour former une seule région. De ce fait, cette étude ne fournit pas une évaluation complète et détaillée de l'investissement d'impact sur le continent dans son ensemble. Des informations détaillées sur l'investissement d'impact dans la sous-région de l'Afrique de l'Est ont été récemment publiées par le GIIN et l'Open Capital Advisors et précédemment, celles sur l'Afrique de l'Ouest ont été publiées par Dalberg Global Development Advisors. Le GIIN poursuit en ce moment une actualisation de l'étude sur l'Afrique de l'Ouest, et des recherches similaires pour l'Afrique australe se poursuivent dans le but de fournir des niveaux de compréhension plus élevés. Par conséquent, ce mappage se fonde principalement sur une revue de littérature des données actuellement publiées. Cela indique encore l'état bourgeonnant de l'industrie en Afrique et de l'intérêt croissant des investisseurs à comprendre les marchés sous régionaux et continentaux. Etant donné que cet ensemble de connaissances est encore en développement, il est estimé que beaucoup plus d'organisations sont actives dans ce domaine qu'il n'est jusqu'ici identifié.

Selon le sondage du GIIN de 2015 sur l'investissement d'impact porté sur 146 investisseurs, les AUM actuels en Afrique totalisent environ 9 milliards de dollars américain, ce qui représente environ 15% d'AUM collectifs mondiaux[67]. L'Afrique sub-saharienne représente le deuxième plus grand AUM par géographie à 14% après l'Amérique du Nord. Le même sondage a également indiqué que l'Afrique sub-saharienne constitue la région où le plus grand nombre d'investisseurs interrogés ont l'intention à y augmenter des investissements[68]. Autrement dit, l'Afrique subsaharienne est une région importante en termes d'activités actuelles d'investissement d'impact et il semble que sa position continuera à augmenter par rapport à d'autres régions. Comparativement, l'Afrique du Nord représente une très faible part des investissements d'impact, mais compte tenu de son groupe régional avec le Moyen-Orient, il est difficile de déterminer sa contribution précise. La région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) constitue 2% d'AUM[69].

67 Ce pourcentage est calculé en ajoutant le pourcentage total des AUM de l'Afrique subsaharienne (14%) à la moitié du pourcentage total des AUM de Moyen-Orient & de l'Afrique du Nord (1%), en supposant que l'Afrique du Nord représente la moitié d'AUM pour cette région.

68 Saltuk, Y; El idrissi, A; Bouri, A; Mudliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: www.thegiin.org

69 Ibid

©WORLD BANK/John Hogg

L'aperçu suivant d'AUM en Afrique en général, aussi bien que de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest utilise spécifiquement des données issues des sondages de 2013 vu que ceux-ci sont les plus complets. En 2013, environ 7,4 milliards de dollars américain d'actifs sous gestion ont été investis en Afrique[70] selon les réponses de 124 investisseurs interrogés[71]. Il est démontré que 1,6 milliard de dollars américain d'investissements d'impact ont été déboursés en Afrique de l'Est dans la même année, et on estime à 3,2 milliards de dollars américain les investissements d'impact déployés en Afrique de l'Ouest chaque année[72]. Bien que les évaluations de l'activité d'investissement d'impact de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest ont été effectuées en utilisant des méthodologies différentes, et de ce fait, ne peuvent donc pas être agrégées, ces données fournissent une directive globale sur les montants d'investissement d'impact dans chaque sous-région. Les investissements dans les deux sous-régions ont tendance à se concentrer dans l'agriculture, et considérant les antécédents de la sous-région en matière d'innovation dans la provision de services financiers[73], les investissements en Afrique de l'Est se concentrent également sur les services financiers. Contrairement, malgré que des secteurs tels que l'éducation et la santé sont identifiés comme clés pour le développement humain de l'Afrique, ils continuent d'attirer des niveaux relativement faibles d'investissement d'impact. L'éducation, la santé et les biens de consommation étaient les 3 secteurs auxquels les investisseurs affectaient le moins de capitaux actifs en Afrique de l'Est (moins de 100 millions de dollars), et similairement les tendances en Afrique de l'Ouest montrent que l'éducation et la santé n'ont pas reçu d'importants investissements. Ceci est en accord avec les tendances globales de l'investissement d'impact, où les soins de santé possèdent 6%, et l'éducation possède 3% du total d'AUM[74].

70 Cette estimation est calculée en ajoutant le pourcentage total d'AUM de l'Afrique subsaharienne (15%) à la moitié du pourcentage total d'AUM du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (1%), en supposant que l'Afrique du Nord représente la moitié d'AUM pour cette région et en multipliant le totale de l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord (16%) par le total d' AUM rapportés (46 milliards $).

71 Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2014. *Spotlight on the Market: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact investing Network. Disponible au: www.thegiin.org.

72 Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa.* Dalberg Global Development Advisors. Available at: www.assets.rockefellerfoundation.org
The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

73 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/

74 Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2014. *Spotlight on the Market: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact investing Network. Disponible au: www.thegiin.org

Développer des Renseignements sur le Marché de l'Investment d'Impact en Afrique

Comme il est souligné dans ce rapport, la demande croissante de renseignements sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique a entraîné une augmentation récemment les travaux de recherche et la publication des rapports sur les tendances d''investissement sur le continent. En plus de l'étude menée par le GIIN et l'Open Capital Advisors, et Dalberg Global Development Advisors, une autre étude se focalisant sur les tendances de l'investissement d'un groupe ciblé d'investisseurs d'impact en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud a été publiée récemment par le Programme d'impact d'UKAid. D'autres institutions mènent également des activités de recherche pour comprendre la demande d'investissement au sein des entreprises sociales durables en Afrique.

Au-delà des tendances de haut niveau de l'investissement d'impact et les contraintes identifiées dans ce rapport, les recherches ont identifié quelques pays qui ont émergé comme principaux marchés d'investissement d'impact sur le continent. Selon le GIIN et Open Capitals Advisors, le Kenya a été surnommé le centre d'investissement d'impact de l'Afrique de l'Est et attire près de la moitié du capital d'investissement d'impact déployé dans 11 pays de la sous-région[75]. Les investisseurs d'impact ont commencé à s'introduire dans le pays après 2008, et les capitaux investis par les investisseurs d'impact non-DFI de même que les investisseurs DFI ont tendance à se concentrer sur le secteur des services financiers. Les DFI ont un intérêt accru dans le secteur de l'énergie, tel que le Power Africa Initiative de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Il est rapporté que les investisseurs non-DFI investissent de plus en plus en utilisant des instruments de quasi fonds propres pour mieux répondre aux stades embryonnaires des entreprises dans lesquelles ils investissent, tandis que les investissements DFI ont encore tendance à se faire sous forme de dette. L'écosystème du secteur d'investissement d'impact du Kenya est en grande partie composé d'incubateurs et accélérateurs étant donnés la capacité entrepreneuriale de sa population. Néanmoins des travaux de recherche continuent à démontrer la faible disponibilité persistante des données rigoureuses et de la recherche dans le secteur.

Alors qu'une étude approfondie de l'investissement d'impact en Afrique australe n'a pas encore été publié, l'Afrique du Sud reste le plus grand marché de l'investissement d'impact de la sous-région. L'activité d'investissement d'impact dans le pays a traditionnellement été conduite par des investisseurs institutionnels tels que les banques commerciales et les compagnies d'assurance qui à leur tour ont déployé des capitaux dans des fonds d'investissement d'impact gérés par un gestionnaire d'actifs. Il en résulte donc que, historiquement, les investissements ont été réalisés via des fonds de dette. L'investissement d'impact en Afrique du Sud avait tendance à se concentrer sur les impératifs de développement du pays: la création d'emplois, la croissance et la promotion des PME, l'autonomisation économique des groupes historiquement défavorisés et la fourniture de services de base. Le gouvernement sud-africain a été particulièrement actif dans l'élaboration des programmes et des services d'appui au développement de l'entreprise visant à bénéficier aux PME dans son ensemble, et aux entreprises sociales durables indirectement. Cependant, l'efficacité de ces initiatives a été limitée par des contraintes politiques et environnementales réglementaires et des contraintes liées aux fournisseurs d'appui au développement d'entreprises ne possédant pas les qualités appropriées. Des fondations comme la Fondation Rockefeller et l'Omidyar Network ont joué un rôle clé dans le soutien du développement initial de l'infrastructure d'investissement d'impact du pays, y compris la recherche sur le secteur, la promotion des paramètres de de mesure d'impact et des pratiques meilleure, et la mise en place d'un réseau d'investissement d'impact national. Aujourd'hui, un nombre croissant d'intermédiaires tels que des accélérateurs et des bureaux d'études existent ; et un ensemble plus diversifié d'investisseurs ont manifesté leur intérêt dans ce secteur.

La recherche de Dalberg Global Development Advisors sur les tendances d'investissement d'impact en Afrique de l'Ouest a montré que le Ghana, le Nigeria et le Sénégal seront des destinations de premier plan de la sous-région en ce qui concerne le flux des capitaux d'investissement d'impact. La langue parlée dans chaque pays détermine fortement l'origine des investisseurs avec les pays anglophones comme le Nigeria et le Ghana recevant des investissements des investisseurs basés aux Etats-Unis et dans le Royaume-Uni. Les pays francophones reçoivent des capitaux provenant essentiellement de la France et de la Belgique. Les IFD sont les principaux investisseurs dans la sous-région et en particulier par l'intermédiaire du capital-risque et des fonds propres privés au Ghana et au Nigeria. L'agriculture était un secteur privilégié pour l'investissement d'impact dans ces deux pays ; les services financiers se révèlent aussi être un secteur clé, et la plupart des investissements y sont déployés sous forme de dette ou de fonds propres. Certaines fondations notables comme la Fondation Dangote et la Fondation TY Danjuma ont émergé au Nigeria, cependant la Fondation Tony Elumelu continue à être le plus dominant dans le secteur de ce pays, étant donné que les autres fondations y déploient leurs capitaux que sous forme de subventions. La Fondation Tony Elumelu a joué un rôle clé dans la promotion de l'esprit d'entreprise dans le pays - et de plus en plus dans d'autres pays africains - et dans l'élaboration du cadre de la politique d'investissement d'impact du Nigeria[76]. Les tendances ont montré que le Sénégal n'était pas une destination d'investissement aussi populaire pour les gestionnaires des fonds que le Ghana et le Nigéria. Ceci explique le niveau moins élevé de l'activité entrepreneurial du Sénégal par rapport aux deux autres pays. En dépit de cela, les secteurs de microfinance et l'agriculture se sont révélées être des industries préférées pour l'investissement d'impact en partie due aux efforts du gouvernement à créer des politiques et des infrastructures (réseaux de l'industrie, etc.) qui permettent de canaliser les capitaux vers ces secteurs[77].

75 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/

76 Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa.* Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

77 Dalberg Global Development Advisors, 2012. Assessment of Impact Investing Policy in Senegal. Disponible au: http://dalberg.com/

©WORLD BANK/Dominic Chavez

Types d'Investisseurs d'Impact

Les Institutions Financières de Développement (IFD) aujourd'hui sont les principaux investisseurs d'impact en Afrique en termes de proportion des capitaux. D'autres investisseurs seraient les fonds, les fondations privées, les individus possédant une valeur nette élevée et les investisseurs institutionnels comme les établissements diversifiés financiers (banques commerciales), les fonds de pension, les compagnies d'assurance et autres. Les investisseurs peuvent soit être classés en tant que détenteurs de patrimoine ou les gestionnaires de patrimoine. Par exemple, les IFD agissent principalement en tant que détenteurs de patrimoine, et sont classés en tant que tels dans le présent rapport étant donné qu'ils peuvent investir directement dans une entreprise sociale durable et / ou déployer des capitaux é travers des fonds qui à leur tour investissent dans les entreprises. Les fonds sont également classés considérant que les investisseurs, malgré qu'ils soient des gestionnaires de patrimoine et qu'ils investissent les capitaux des détenteurs de patrimoine dans les entreprises[78].

78 La catégorisation des gestionnaires de fonds en tant qu'investisseurs est consistante avec les principaux acteurs d'investissement définie dans les enquêtes du GIIN Annual Impact Investor Surveys. Les catégories d'investisseurs dans ces enquêtes sont: les gestionnaires de fonds; Institutions Financières de Développement; les institutions financières diversifiées/banques, les fondations, les fonds de pension ou les compagnies d'assurance, les entreprises familiales, etc.

Le tableau 1 illustre ces catégories et les principales caractéristiques de chaque type d'investisseurs.

Type d'Investisseur	Produits Financiers Typiques	Secteur Typique cible en Afrique	Intervalle Moyenne de Valeur d'Opération ($)	Exemples
Institutions Financières de Développement	Fonds propres, dette, mezzanine, quasi-fonds propres, garanties et subventions d'assistance technique	Infrastructures, services financiers, agriculture, énergie	5 millions $ - plus millions $ [79, 80]	SFI, CDC, SIFEM, BAD, FMO, Proparco
Les Gestionnaires de Fonds [81]	Subventions pour des entreprises relativement au stade embryonnaire Fonds propres, dette, quasi-fonds propres, inventaire financier Équité pour les entreprises en phase de croissance	Projets d'infrastructure, agriculture, télécommunications, vente au détail, services financiers Accès aux services de base (alimentation, santé, éducation, eau, énergie) et développement social/ humain	Financement au stade embryonnaire: moins de $ 50,000 Le capital-risque et fonds propres privés $500,00 - 1 million $[82, 83]	Abraaj Africa, Phatisa Group, Ariya Capital, Harith, Acumen Fund, LGT philanthropy, Root Capital, Bamboo Finance
Fondations & Investisseurs Privés	Fond propres, dette, subventions, quasi-fonds propres pour le stade embryonnaire et renforcement du marché	Accès aux services de base (nourriture, santé, éducation, développement social)/humaine, et création d'initiatives du marché (associations, accélérateurs, concours, réseaux, etc.)	$500,000- $5 millions[84]	Gatsby Charitable Foundation, Omidyar Network, la Fondation Shell, Africa Enterprise Challenge Fund, Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Tony Elumelu
Investisseurs institutionnels	Investissement direct : fournissant des co-investissements à travers des dettes (banques) ou investir dans des fonds (pensions et fonds d'assurance)	Projets (agriculture, energie, eau, transport, telecommunication etc.) et étape de croissance des services financiers, commerce de détail et l'immobilier		Caisse de retraite des employés du gouvernement d'Afrique du Sud,TIAA-CREF, Equity Bank, JP Morgan

79 Ibid. La taille de l'investissement IFD varie selon le faite qu'ils investissent directement dans une entreprise ou non. Les investissements indirects via les fonds tendent à être de plus en plus petits (5 millions $ ou moins) tandis que les investissements directs ont tendance à être plus élevés (15 millions $ ou plus).

80 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/.

Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa*. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

81 Ceci comprend les gestionnaires de fonds qui investissent dans des entreprises sociales dès leur état embryonnaire jusqu'au stade de croissance en utilisant une variété d'instruments d'investissement.

82 Les données relatives à l'Afrique de l'Ouest indique que 24 pour cent des fonds analysés avaient moyenne de valeur de transactions de plus de 2 millions $. Similairement, les fonds propres privés en Afrique de l'Est possèdent un seuil supérieur de 1 million $

83 Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa*. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa*. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

84 Provenant de la recherche sur l'Afrique de l'Ouest et du rapport trimestriel du LGT Venture Philanthropy .

Dalberg Global Development Advisors. 2011. Impact Investing in West Africa. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. The Landscape for Impact Investing in East Africa. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/.

LGT Venture Philanthropy. 2015. LGT Venture Philanthropy Active Portfolio. Q2 2015. Disponible au: www.lgtvp.com

Institutions Financières de Développement (IFD)

Les IFD ont longtemps joué un rôle crucial dans le développement économique de l'Afrique. Etant donné que leur capital est soutenu par - et donc ils en sont responsables - leurs gouvernements nationaux aussi bien que par les investisseurs commerciaux ; leurs mandats d'investissement auront tendance à s'aligner avec les priorités de développement de ces gouvernements ainsi que le goût au risque de leurs investisseurs. Initialement lancés comme un complément aux programmes d'aide des bailleurs de fonds, les investissements IFD continuent de croître. La Banque mondiale a lancé la Société Financière Internationale (SFI) en 1965 afin de soutenir et d'investir dans le développement du secteur privé, particulièrement dans les pays en développement. Pour cette raison, la SFI a joué un rôle de pionnier dans le développement de l'infrastructure de l'Afrique aussi bien que dans la facilitation des investissements futurs et de l'investissement d'impact sur le continent[85].

Les IFD ont contribué à catalyser le secteur de l'investissement d'impact en Afrique, non seulement grâce à des investissements directs effectués dans les entreprises, mais aussi en investissant dans des fonds, et en fournissant une assistance technique et/ou le financement pour une telle assistance. En raison de la responsabilité fiduciaire envers leurs investisseurs commerciaux, les IFD ont tendance à se concentrer sur des accords qui sont susceptibles de produire des rendements du marché et d'offrir une certaine prévisibilité en matière de réglementation. Pour cette raison les IFD investissent rarement d'une manière directe dans les entreprises sociales durables et ont tendance à concentrer leurs investissements directs dans des grands projets d'infrastructure, d'énergie et des projets d'industries. Les IFD investiront généralement dans des entreprises individuelles par l'intermédiaire de fonds d'investissement d'impact. La taille du portfolio des IFD les rend indispensable dans le secteur de l'investissement d'impact en Afrique. En Afrique de l'Ouest, le capital des IFD compte pour au moins 60% du capital attribué aux investissements d'impact, et en Afrique de l'Est les IFD comptent pour 50% du capital investi dans des fonds d'impact[86].

Compte tenu de leur rôle important en tant que source de capital, et de la croissance de la connaissance que les entreprises sociales durables en phase de projet ont le plus souvent du mal à attirer les investissements, certains IFD investissent spécifiquement dans des fonds ciblant les entreprises se trouvant dans ce stage de croissance. Par exemple, Norfund, l'Institution financière de développement norvégienne, focalise ses investissements dans les petites et moyennes entreprises dans les pays à faible revenu ; dans le but de promouvoir le développement durable du secteur privé et de contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. En Afrique, les principales régions d'investissement du Norfund sont l'Afrique orientale et australe. Leurs activités d'investissement se concentrent principalement dans les secteurs de l'énergie propre, les institutions financières et dans le secteur agroalimentaire. Dans l'Est de l'Afrique ils ont investi dans Fanisi, le premier fonds de capital-risque établi dans la région qui vise à investir au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. Fanisi, avec un capital total de 50 millions USD, a pour but d'investir dans des start-up et des entreprises en phase embryonnaire avec un potentiel de croissance important et fournir également des services de développement des capacités de ses entités émettrices. Norfund a initié Fanisi en 2007; il détient 50% de gestion de la société et est le principal investisseur du Fonds, avec un investissement de 15 millions de dollars[87]. En 2014, le CDC (anciennement la Commonwealth Development Corporation) similairement a commis 31,5 millions de dollars à deux fonds dédiés à la croissance de petites et moyennes entreprises dans le domaine de l'éducation, des produits pharmaceutiques, des services financiers et du secteur agroalimentaire[88].

Les IFD ont également joué un rôle clé dans le rassemblement des capitaux provenant d'autres investisseurs, soit en fournissant des capitaux catalytiques ou soit à travers des partenariats. Par exemple, en 2012, la Banque africaine de développement (BAD) a commis un investissement de 100 millions de dollar américain de fonds pour financer le Fond Agvance Africa du Credit Suisse en tant que premier investisseur en vue d'attirer de nouveaux investissements dans la production agricole en Afrique[89]. Le Private Infrastructure Development Group (PIDG), dont les membres fondateurs sont DfID britannique, le SIDA de la Suède, le Ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS) et Secrétariat d'Etat suisse aux affaires économiques (SECO) a récemment lancé le Fonds Emerging Africa Infrastructure (EAIF). L'EAIF est un fonds de 587 millions de dollars américain, et est structuré comme un partenariat qui vise à fournir des dettes à long terme ou le financement mezzanine sous des conditions commerciales pour financer la construction et le développement de l'infrastructure privée dans 47 pays à travers l'Afrique sub-saharienne. L'EAIF est en mesure de fournir entre 10 millions et 36,5 millions de dollars américain à des projets dans une grande variété de secteurs, notamment la télécommunication, le transport, l'eau et l'énergie, etc.

Fondations et Investisseurs Privés

Les fondations privées et les investisseurs privés tels que les entreprises familiales, les particuliers les plus fortunés et les investisseurs providentiels, ont joué un rôle essentiel dans le développement de l'infrastructure du secteur de l'investissement d'impact, et ont eu tendance à fournir des capitaux plus patient aussi bien que des investissements initiaux nécessaires pour attirer d'autres investisseurs. La Fondation Rockefeller et d'autres acteurs faisaient partie de quelques-unes des institutions pionnières à galvaniser et à normaliser le secteur, et à développer et exposer les meilleures pratiques qui pourraient être répliquées. Ces genres d'institutions peuvent avoir une plus grande flexibilité dans l'interprétation de leur responsabilité fiduciaire - la préservation des actifs de la fondation - dans leur pratique d'investissement, que les investisseurs institutionnels et les investisseurs publics (IFD)[90]. Pourtant, alors même que les fondations privées ont montré un intérêt dans le déploiement de capitaux dans le secteur de l'investissement d'impact, il y a encore de la place pour les fondations à consacrer encore plus de leur dotation à l'industrie[91]. Compte tenu de leur structure et leurs motivations philanthropiques, ils sont bien placés pour innover davantage les stratégies pour utiliser l'investissement dans le but de réaliser les objectifs sociaux.

Globalement, les fondations comme la Fondation Rockefeller, la Fondation Stichting Doen, Fondation Calvert, Fondation Skoll, Omidyar Network, et la Fondation Bill et Melinda Gates sont toujours très actives dans le secteur d'investissement d'impact. Récemment, certaines fondations africaines et les particuliers les plus fortunés, tels que Tony Elumelu au Nigeria sont devenus formellement engagé dans l'investissement d'impact africain, et promettent de développer la pratique d'investissement d'impact sur le continent en utilisant des capitaux africains. En 2014, La Fondation Tony Elumelu (TEF) a engagé 10 millions de dollars américain au financement des 10'000 idées d'entreprise les plus innovatrices des jeunes africains au cours de la prochaine décennie. Ce Programme d'entreprenariat de Tony Elumelu (TEEP) a été lancé en Janvier 2015 et a sélectionné les 10'000 meilleurs entrepreneurs sur un groupe de plus de 20'000 candidats. L'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, l'Ouganda et le Kenya faisaient partie des pays avec la plus forte représentation d'entrepreneurs sélectionnés. Ces start-ups sont attendus à créer 1 million de nouveaux emplois et ajouter 10 milliards de dollars américain au chiffre d'affaires de l'Afrique au cours des 10 prochaines années[92]. Le TEF croit fermement en la nécessité d'un environnement réglementaire qui reconnaît et soutient l'investissement d'impact, et a lancé un processus visant à élaborer un cadre réglementaire pour le secteur. Il est important de mentionner que des activités philanthropiques informelles supplémentaires sont fournies par des fondations d'africains locaux riches, tels que les Fondations Dangote et Motsepe. Cependant, en tant que tel le déploiement des capitaux reste souvent privé et n'est généralement pas sous forme de subventions. Ceux-ci ne sont pas inclus dans le présent rapport.

La plupart des fondations investissent à travers des fonds d'impact, mais certains investissent directement dans des entrepreneurs ou alors elles développent leurs propres fonds. Par exemple, LGT Venture Philanthropy soutient les organisations qui mettent en œuvre une solution efficace à un problème social ou environnemental dans leur phase de croissance et d'expansion. Toutes les organisations que LGT soutient doivent avoir un modèle prouvé, un palmarès établi, et doivent être en mesure de mettre à l'échelle leur impact. LGT Venture Philanthropy investit entre 200'000 et 10 millions de dollars américain par investissement. Le fonds fournit un engagement à long terme, des produits financiers flexibles, et un appui au développement d'entreprise en vue d'optimiser les rendements financiers, sociaux et environnementaux. En Afrique, LGT Venture Philanthropy a engagé 200'000 de dollars américain à Bridge International Academy et a promis 500'000 de dollar américain dans le financement de dette et un autre 37'500 de dollars américain en fonds propres pour le M-Kopa au Kenya[93].

85 Bugg-Levine, A; Emerson, J. 2011. *Impact Investing: Transforming How We Make Money While Making a Difference.* Josey-Bass Publications.
86 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/
87 Norfund: Tous les projets d'investissement. Disponible au: http://www.norfund.no
88 Africa Global Funds. 2014. *CDC backs two Africa funds*. Africa Global Funds. Disponible au: www.africaglobalfunds.com
89 Forum économique mondial: Evaluation du secteur d'investissement d'impact. Ecosystème du secteur d'investissement d'impact : le Paysage actuel. Intégration de l'initiative d'investissement d'impact du Forum économique mondial. Disponible au : www.reports.weforum.org
90 Organisation de coopération et de développement économique (2015). *Social Impact Investment: Building the Evidence Base*. Organisation de coopération et de développement économique. Disponible au: http://www.oecd.org/

De même, la Fondation Bill et Melinda Gates a créé le Fonds global d'investissement en santé (GHIF). Le but principal de GHIF est d'améliorer la qualité de la vie des gens dans les pays à faible revenu par l'éradication des maladies évitables. Ce fonds de 108 millions de dollars américain a été développé par la Fondation Bill & Melinda Gates, en partenariat avec Lion's Head Global Partners et JP Morgan Chase pour catalyser l'activité d'investissement qui peuvent offrir de nouvelles technologies pour traiter les problèmes urgents de santé mondiale en offrant des capitaux de dette pour la recherche et le développement[94]. GHIF a établi une structure d'investissement innovant où la Fondation Gates et l'organisation suédoise de développement (SIDA) ont une position à haut risque à travers un mécanisme de garantie "première perte". Le reste des investisseurs de fonds bénéficient de cette garantie partielle, qui couvre jusqu'à 20% du capital investi et 50% de toutes les pertes subséquentes[95].

Investisseurs Institutionnels

Les investisseurs institutionnels sont des investisseurs très réglementaires qui gèrent de grandes quantités de capitaux et des commerces en valeurs mobilières[96]. Ceux-ci comprennent les banques de détail, les compagnies d'assurance et les fonds de pension. Chaque pays a ses propres cadres réglementaires fournissant des limites en ce qui concerne la stratégie d'investissement que les investisseurs institutionnels peuvent suivre. Ces règlements ont une influence significative sur le niveau de participation des investisseurs institutionnels dans le secteur de l'investissement d'impact. Compte tenu de leur responsabilité fiduciaire envers leurs actionnaires et leurs clients, les investisseurs institutionnels ont tendance à être réticents face au risque et à éviter, d'une manière générale, des petits investissements et des investissements risqués. Par conséquent, les banques globales commerciales et les compagnies d'assurance, tels que TIAA-CREF et Crédit Suisse, participent généralement au secteur d'investissement d'impact africain en investissant par le biais des fonds intermédiaires investis en Afrique - à la fois des fonds propres privés et d'autres fonds qui assurent les investissements d'impact[97]. Crédit Suisse, par exemple, concentre son investissement d'impact dans les secteurs suivants: la microfinance; l'agriculture durable et le commerce équitable; soins de santé; la conservation et dans l'éducation. Crédit Suisse a été impliqué dans le secteur de la microfinance depuis 2001. Ensemble avec d'autres banques, le Crédit Suisse a établi responsAbility Social Investments AG, offrant aux institutions de microfinance (IMF) l'accès aux capitaux ainsi que des investissements dans les secteurs de l'énergie, de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Dans l'ensemble 9,5% des investissements de responsAbility en 2013 ont été réalisés en Afrique sub-saharienne et de ses fonds investissent actuellement dans plus de 350 IMF dans le monde entier et servent plus de 700.000 micro-entrepreneurs. Le Crédit Suisse opère aussi le Microfinance Capacity Building Initiative, en aidant les IMF à renforcer leur capacité de servir les clients du bas de la pyramide[98].

Les investisseurs institutionnels africains souffrent également de leur devoir fiduciaire et, comme les gestionnaires d'actifs d'une partie importante des capitaux africains, leur participation dépend de leur structure organisationnelle. Les banques commerciales, par exemple, jouent des rôles d'investissement multiples. Ils fournissent le financement de dette pour les entreprises sociales durables, les projets et les initiatives gouvernementales, ou alors elles investissent dans des fonds. En outre, certaines banques, comme Ecobank, ont créé des branches séparées à travers lesquelles elles peuvent fournir des financements à haut impact. Plusieurs banques africaines, comme Equity Bank au Kenya, ont également développé des agences dédiées aux activités de microfinance - en partenariat avec diverses organisations de développement.

91 Center for Effective Philanthropy. 2015. Investing and Social Impact: Practices of Private Foundations. Center for Effective Philanthropy. Disponible au: http://www.effective-philanthropy.org/
92 Nshehe, M. 2015. Tony Elumelu Foundation Selects first 100 African Entrepreneurs to receive $5000 grants. Forbes Magazine. Disponible au: www.forbes.com
93 LGT Venture Philanthropy. 2015. *LGT Venture Philanthropy Active Portfolio.* Q2 2015. Disponible au: www.lgtvp.com
94 Bill & Melinda Gates Foundation. 2015. Global Health Investment Fund. Disponible au: www.ghif.com/
95 ibid
96 Disponible au: http://www.investopedia.com/
97 Document de travail d' interviews avec les investisseurs de fonds de pension.
98 Perspectives. Edition 2014. responsAbility. Disponible au : http://www.responsAbility.com

Les compagnies d'assurance et les fonds de pension, d'autre part, investissent généralement dans des fonds ou dans de grands actifs. Selon une enquête récente faite sur les fonds de pension dans 10 pays africains ; de l'Afrique du Sud au le Rwanda et au Nigeria, on estime que les fonds de pension détiennent un actif total de 379 milliards de dollars américain au moins[99]. Cependant, près de 80% des fonds de pension africaine sont dirigées vers les gouvernements et les banques. L'étude estime qu'environ 29 milliards de dollars américain[100] de ces actifs pourraient être investis dans le des fonds propres privés – ce qui ne veut pas dire tout cela constituerait l'investissement d'impact - mais indique que les actifs des fonds de pension africains pourraient être attribuées aux investissements "non cotées" ou aux investissements alternatives, dont certains pourraient contribuer aux priorités de développement du continent. Le Public Investment Corporation (PIC) de l'Afrique du Sud a été l'un des principaux investisseurs de capitaux des fonds de pension dans le pays, gérant les avoirs de la Caisse de retraite des employés du gouvernement (GEPF) d'Afrique du Sud. En 2014, le PIC a souligné "les investissements de développement" - ceux dans l'infrastructure économique, la durabilité environnementale, des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et de micro, petites et moyennes entreprises (PMME) – qui pourraient contribuer aux priorités de développement de du pays. Environ 3,5 millions de dollars américains d'AUM ont été déployés dans ces genres d'investissements de développement qui ont soutenu des projets d'énergie renouvelable et financés 309 PMME[101].

En outre, certains pays, dont l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe ont assisté à des changements de réglementation qui pourraient faciliter l'augmentation des investissements des fonds de pension dans des investissements d'impact ou des investissements "non cotées". Les changements par exemple au règlement 28 de la Loi sur les fonds de pension de l'Afrique du Sud en 2011 exigeant la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la décision sur l'investissement des fonds de pension ont été accueillis avec enthousiasme par l'investissement d'impact et les secteurs d'investissement et leurs responsables. De combien ce changement affectera les pratiques d'investissement d'impact, cela reste à voir ; considérant que dans l'ensemble, les investisseurs institutionnels africains sont encore très réticents à investir dans des fonds propres africains et les fonds d'impact.

Les Gestionnaires de Fonds

Tous les investisseurs mentionnés jusqu'ici ont et continuent à déployer des capitaux directement dans les entreprises aussi bien que par l'intermédiaire de fonds d'investissement d'impact. Ces fonds fournissent alors des capitaux aux entreprises sociales durables sous forme de dette, de fonds propres, de quasi-fonds propres, et sous forme d'autres instruments hybrides. Les capitaux de dette tendent à être investis dans les entreprises où il existe un flux de trésorerie prévisible afin que les investisseurs soient assurés de recevoir des paiements d'intérêts réguliers. Pour cette raison, les fonds de dette dans le secteur de l'investissement d'impact ont tendance à se concentrer sur les entreprises sociales durables en pleine croissance plutôt que sur celles au stade embryonnaire. En Afrique aussi, les fonds de dette ont été investis principalement dans des entreprises qui ont démontré avoir des modèles plus établis et une disponibilité des données pour évaluer les performances.

Pendant que le focus du secteur sur la plupart des fonds de dette est agnostique, il existe un certain centrage sur les services financiers (en particulier de microfinance), l'énergie, l'agriculture et le développement des petites et moyennes entreprises. A titre d'exemple, le Fonds Global Impact TriLinc fournit des prêts et le financement des échanges commerciaux aux PME dans les marchés où l'accès abordable au capital est limité. En Juillet 2015, le Fonds a approuvé 16,6 millions de dollars américain en terme de prêt et de financement des échanges commerciaux aux PME en Afrique du Sud, en Zambie, au Namibie et au Nigeria[102]. Le Fonds prévoit que le fait de cibler les PME africaines dans leurs stades de croissance générera des emplois de qualité. Ce Fonds utilise le GIIN's Impact Reporting and Investment Standards (IRIS) pour rapporter sur l'impact qu'il produit. D'autres fonds de dette tels que Oiko Credit USA, MCE Capital Social et le Fonds Medical Credit ont un focus sectoriel plus grande qui s'étend dans les soins de santé et l'éducation[103].

99 Ashiagbor, D; Casy, M; Satyamurthy, N. 2014. *Pension Funds and Private Equity: Unlocking Africa's Potential*. Banque africaine de Développement. Disponible au: www.mfw4a.org
100 Ibid
101 Public Investment Corporation. 2014. *Public Investment Corporation Integrated Annual Report 2014*. Public Investment Corporation. Disponible au: http://www.nationalgovernment.co.za/
102 Africa Global Funds. 2015. *TriLinc invests $16.6 million in African SMEs*. Africa Global Funds. Disponible au: www.africaglobalfunds.com
103 ImpactAssets. 2014. *ImpactAssets50. Liste des top 50 gestionnaires d'actifs dans l'investissement*. ImpactAssets Disponible au: http://www.impactassets.org

©WORLD BANK/Scott Wallace

Les Fonds peuvent également investir en prenant les fonds propres dans une entreprise sociale durable. En prenant les fonds propres, les Fonds deviennent propriétaires partielles de l'entreprise et ils ont normalement droit à une part des bénéfices. Les investisseurs de fonds propres auront aussi normalement certains droits de vote et peuvent prendre un siège au conseil d'administration de la société ou se réserver le droit de nommer des membres du conseil d'administration. Prendre des fonds propres d'une entreprise est généralement plus risqué pour les investisseurs car il n'y a pas de remboursements réguliers requises et pour générer un revenu, ils seront obligés de trouver une sortie. En conséquence, les Fonds qui prennent des fonds propres dans une entreprise ont tendance à fournir des services de développement d'entreprises et/ou des services d'assistance technique avant et après l'investissement. Compte tenu de l'état naissant de la plupart des entreprises sociales durables de l'Afrique, les fonds propres ont été considérées comme étant le modèle le plus approprié. En effet des études récentes sur les tendances d'investissement d'impact dans les sous-régions de l'Afrique reflètent également une tendance générale à déployer des fonds propres plutôt que les fonds de dette, et démontre une certaine préférence sur les entreprises sociales durables en stade initial de développement[104]. Un exemple de ce genre de Fonds est le Novastar Ventures, axée sur le développement des entreprises de pointe qui peuvent transformer les marchés de consommateurs à la base de la pyramide en Afrique de l'Est. Leur focus sectoriel comprend l'accès à des soins de santé, les services agricoles, les services d'énergie, le logement, l'éducation et l'eau potable. Ce fonds vise à supporter 2 millions de personnes au Kenya et en Ethiopie au cours des dix prochaines années[105]. Après leur deuxième clôture en Mars 2015, Novastar Ventures East Africa avait recueilli plus de 75 millions de dollars américain du capital engagé à investir dans des entreprises en phase de démarrage[106]. De plus, un certain nombre de fonds ont commencé à développer des structures hybrides et des structures quasi-fonds propres pour prendre en compte le stade de croissance des entreprises sociales durables en Afrique.

Le Fonds Venture Capital social (SOVEC) similairement offre des financements à un stade précoce aux entreprises durables sociaux et aux PME en Afrique, notamment au Ghana, au Kenya et au Zimbabwe. Il offre des capitaux à long terme aux entreprises sous forme de fonds propres et de dette, par le biais des montants de transaction allant de 100.000 à 2 millions de dollars américain. Il se concentre sur les secteurs qui sont économiquement viables aussi bien sur les secteurs capables de livrer un impact social élevé, surtout ceux qu'il décrit comme «services essentiels » (éducation, logement, santé) et cherche à s'impliquer dans le secteur de l'énergie propre. L'un des principaux investissements du SOVEC se concentre dans le logement GHS, une entreprise de construction à Accra, au Ghana, qui vise à fournir des logements de qualité aux familles à faible et moyen revenu. SOVEC investi dans le GHS dans leur stade précoce, permettant à la compagnie d'acquérir des terres et de l'équipement supplémentaire et de mettre à l'échelle ses activités de manière à se lancer dans le développement de 2000 maisons nouvelles à Accra. GHS a connu une croissance rapide et emploie aujourd'hui plus de 100 travailleurs permanents[107].

Les fonds propres privés d'autre part, ont tendance à investir dans des entreprises en phase de croissance où il existe une plus grande chance d'obtenir des rendements proportionnels à ceux du marché. Les investisseurs des fonds propres privés d'Afrique sont généralement des IFD et aussi des investisseurs institutionnels qui ont une préférence pour le maintien des rendements supérieurs à celui du marché et un risque bas. Les investissements de fonds propres en Afrique ont connu une croissance constante au cours des dernières années. En 2014, il est noté que 8,1 milliards de dollars américain ont été investis dans 149 offres à travers l'Afrique. Ce chiffre représente une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente[108]. Les investisseurs de fonds propres privés ont également élargi leur champ géographique et sont maintenant à la recherche d'opportunités dans les pays africains comme l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria[109].

104 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/
DfID Impact Programme 2015. *Survey of the impact investment markets 2014: Challenges and opportunities in sub-Saharan Africa & South Asia*. Disponible au: http://www.theimpactprogramme.org.uk
105 Matsilele; T. 2014. *Start-ups in East Africa Receive $20 million Boost*. CNBC Africa. Disponible au: www.cnbcafrica.com
106 Disponible au: www.novastarventures.com
107 Social Venture Capital Fund (SOVEC) – Portfeuille. Disponible au at: http://www.sovec.nl/
108 Ernst & Young Global Limited. 2015. *Ernst & Young Private Equity Round-up Africa*. Ernst & Young Global Limited. Disponible au: www.ey.com
109 Investisseurs et Partenaires. 2015. *Investir dans les Petits et Moyennes Enterprises en Afrique: Une introduction au capital investissements en Afrique.* Investisseurs et Partenaires. Disponible au: http://www.investinginafricansmes.com/

Les investissements de fonds propres privés en Afrique sont traditionnellement dirigés vers les PME en stade de croissance, avec des investissements allant d'environ 500'000 à 50 millions de dollars américain. D'une part, les modèles d'investissement de fonds propres privés peuvent potentiellement être bien adaptés aux entreprises sociales durables africaines où beaucoup exigerait des financements à long terme pour se développer. La durée moyenne d'investissement de fonds propres privés est de 5 à 10 ans avec un retour sur investissement attendu de 15 à 20 %. Cependant, une grande partie de fonds propres privés sur le continent est concentrée dans un petit nombre de marchés plus importants à savoir - l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya - et est rarement investi dans des entreprises sociales durables car il se concentre sur des grands projets dans des secteurs tels que les ressources naturelles et l'énergie[110]. Il est important de noter que tous les investissements de fonds propres privés placés dans des PME ou dans des secteurs clés tels que la télécommunication et autres infrastructures ne peuvent être considérés comme des investissements d'impact. Pour qu'on puisse classer un investissement de fonds comme tel, il faut qu'un impact social et/ou environnemental soit au centre des décisions et des pratiques d'investissement.

Le Groupe Abraaj joue un rôle de plus en plus important dans le secteur de l'investissement d'impact en Afrique et a mis en place un centre régional à Nairobi, au Kenya. Investissements du Groupe centre sur l'énergie, les secteurs financiers, la consommation, la santé et les services publics et l'impact est mesuré en fonction de leur indice de durabilité. Le groupe a mis un accent particulier sur l'investissement d'impact dans le domaine de santé, visant à faire des investissements qui soutiennent les modèles de soins de santé évolutifs et durables pour desservir les groupes à revenus faibles et moyens. Leur accent est mis sur la création de l'impact selon trois dimensions : l'accessibilité, l'abordabilité et la qualité. Un exemple de leurs investissements de soins de santé en Afrique est le Lily Hospitals, un fournisseur de soins de santé privé basé à Warri, au Nigeria. L'hôpital est un centre régional pour un certain nombre de services spécialisés tels que les traitements de fertilité, les soins pédiatriques, les soins prénatals, l'obstétrique, la chirurgie ambulatoire et la médecine du travail. Le Groupe Abraaj a fait des investissements dans le but d'aider Lily Haspitals à étendre sur d'autres zones géographiques[111].

Des nouveaux intérêts et de nouveaux capitaux sont entrain de pénétrer le secteur de d'investissement d'impact en Afrique, provenant d'investisseurs institutionnels internationaux, des institutions publiques locales, des investisseurs commerciaux, etc. Vu que les services financiers africains, les infrastructures, et marchés de la technologie se développent et se professionnalisent - de nouvelles possibilités pour l'établissement de financement à travers la chaîne de valeur de l'entreprise se posent. Ces nouvelles ressources, au côté du développement économique durable, réduisent les risques d'investissement et d'accroissent les chances des investisseurs à atteindre un impact durable et rentable.

110 Ibid
111 Lily Hospital. 2015. *Lily Hospitals and Healthcare*. Lily Hospital. Disponible au: http://www.lilyhospitals.com

©WORLD BANK/Leggelo-Padilla

2 Principaux Obstacles à un Secteur des In vestissements d'Impact Dynamique en Af rique

En dépit du potentiel de croissance du secteur de l'investissement d'impact en Afrique, un certain nombre de défis fondamentaux existent qui ont ralenti l'activité d'investissement. Centrale à bon nombre de ces défis est un manque de prise de conscience et la compréhension de l'impact d'investissement, des décideurs et autres acteurs clés de l'écosystème, contribuant à la contrainte fondamentale d'un investissement d'impact écosystème du secteur de soutien sous-développé. Afin de développer le secteur, devraient être abordées à partir de tous les points de vue de l'écosystème du secteur obstacles.

2.1 Défis des Investisseurs

Difficulté d'Identification des Investissements Viables qui Répondent à la fois aux Objectifs Financiers et Sociaux / Environnementaux

Les flux d'opérations dans le marché de l'investissement d'impact sont considérablement entravés par un nombre limité d'options d'investissement viables qui sont capables de fournir des rendements financiers suffisants ainsi que démontrer l'impact social et environnemental. Particulièrement difficile est le faible volume des entités potentielles émettrices d'impact qui sont en mesure de démontrer des antécédents suffisants et un développement des capacités qui permet à s'aligner avec le goût du risque des investisseurs Ceci est problématique, non seulement en Afrique mais dans le monde entier ; dans le sondage publié par le GIIN en 2015 qui a ciblé 146 investisseurs d'impact, ce manque d'opportunités adéquates d'investissement à antécédents suffisants a été mise en évidence comme étant le second défi le plus critique pour la croissance de l'industrie d'investissement d'impact[112].

Un faible volume d'options d'investissement viables est un obstacle particulier pour les investisseurs institutionnels traditionnels, tels que les fonds de pension et les fonds souverains, qui privilégient les rendements financiers. Les investisseurs institutionnels ont une obligation fiduciaire de prendre des décisions prudentes de placement afin de protéger les intérêts financiers de leurs clients. Les investissements sont donc évalués selon des critères restreints de risque et de rendement, en utilisant des repères qui privilégient souvent la performance à court terme et les possibilités classiques d'investissement normalisés[113]. Cela signifie que les opportunités potentielles d'investissement d'impact sont négligées, en raison de leur incapacité à démontrer une feuille de route établie, ou sont considérés comme un investissement innovateur ou «niche» et donc trop risqué[114].

La difficulté d'approvisionnement d'investissements d'impact viables découle également des mesurages et des rapports inadéquats sur les résultats sociaux et environnementaux. Ceci est un obstacle supplémentaire sur la capacité des investisseurs à approvisionner des investissements d'impact viables. Le suivi de l'impact n'est pas consistant à travers le secteur ; malgré que certains systèmes métriques et instruments standardisés existent, ils n'ont pas encore été adoptés universellement. Certains investisseurs préfèrent utiliser ces instruments standardisés, tels que le IRIS et le Global Impact Investing System (GIIRS), tandis que d'autres investisseurs ont développé les leurs[115]. Des approches normalisées à la mesure d'impact permettraient une comparaison plus facile à travers les investissements et fourniraient un langage commun pour communiquer l'impact, cependant il existe une grande diversité entre les préférences des investisseurs et leurs priorités, aussi bien qu'entre le cadre des entreprises émettrices d'impacts et les activités des entreprises émettrices d'impact[116]. Ceci est par conséquent un défi de pouvoir développer un système de mesure qui serait applicable universellement et de pouvoir identifier ces entreprises de développement durable qui possèdent une pratique forte de mesure d'impact.

112 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance et le Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

113 Huppe, G; Silva, M. 2013. *Overcoming Barriers to Scale: Institutional impact investments in low-income and developing countries*. L'Institut Internationale du Développement Durable (IISD). Disponible au: http://www.iisd.org/

114 ibid

Les facteurs environnementaux aussi affectent la capacité des entreprises sociales durable à prospérer correctement, réduisant ainsi le nombre d'options viables d'investissement d'impact pour les investisseurs. Le sous-développement général de l'écosystème du secteur de l'investissement d'impact en Afrique montre qu'il existe des structures insuffisantes de soutien qui peuvent favoriser et maintenir un entrepreneuriat social fructueux. Accroître le nombre d'entreprises sociales durables dans un contexte donné demande également qu'il existe un niveau adéquat d'activité d'entrepreneuriale, qui est généralement influencée par plusieurs facteurs dans son environnement favorable, à savoir la politique et la réglementation. Ainsi, dans l'ensemble, la difficulté à laquelle font face les investisseurs en ce qui concerne l'approvisionnement d'investissement viables pointe vers le besoin, en général, à développer l'écosystème du secteur d'investissement d'impact et en particulier, à renforcer la capacité des entreprises sociales durables[117] .

Fonds d'Innovation et Structures d'Offre Limités

Les investisseurs d'impact ont du mal à trouver des fonds et des offres qui répondent aux exigences du risque et du rendement. Les investisseurs institutionnels et autres investisseurs commerciaux trouvent particulièrement difficile de trouver des fonds et des offres qui peuvent promettre d'égaler les rendements requis du marché étant donné la disponibilité limitée des antécédents de plusieurs fonds en Afrique. Les gestionnaires de fonds à leur tour ont des difficultés à approvisionner suffisamment d'offres qui égaleront les exigences du risque ainsi que celles du rendement. Ceci démontre qu'au cœur de ces deux contraintes se trouve un nombre limité de structures de fonds – comme par exemple : garanties « de première perte », partage de risque, etc. – et des instruments mixtes de financement qui sont conçus de manière à encourager les investisseurs commerciaux à pouvoir déployer des capitaux dans des fonds et des entreprises qui, autrement, pourraient être considérées comme trop risquées à y investir. D'une manière générale, les institutions financières de développement - IFD et en d'autre cas les fondations ont joué le rôle de fournisseur de "première couche" de capitaux catalytiques sous forme de garanties et même de subventions de financement de base en un fonds qui investit dans des offres plus risquées en vue de presser et réduire le risque pour des investisseurs additionnels. Les IFD en particulier ont réussi à utiliser leurs forts antécédents pour fournir cette forme d'investissement, cependant ces types de fonds en couche restent trop rares. Une étude récente du DfID et UKAid retraçant les tendances d'investissement d'impact en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud a fait écho de cette nécessité. L'échantillon d'investisseurs d'impact étudié a insisté que l'une des solutions clés au problème courant de nombre limité et de gamme d'investissements dans le marché d'investissement d'impact est de développer des fonds et des structures d'offre qui influencent des formes de capitaux différentes, et où le secteur public pourrait fournir des investissements initiaux pour attirer d'autres investisseurs[118]. En plus de ceci, l'étude sur l'Afrique de L'Est du GIIN et Open Capital Advisors avait identifié la nécessité d'avoir un gamme plus large d'instruments d'investissement au-delà du traditionnel dette et équité considérant qu'il existe une opportunité pour mieux adapter les investissements aux entreprises en stade initial de développement dans la sous-région. Vu que l'industrie d'investissement d'impact africaine mûrit, plusieurs de ces types de structures d'offre et de fonds émergerons étant donné que les investisseurs recherchent des mécanismes créatifs à travers lesquels ils investiront.

La case suivante décrit une initiative émergeante développée par le Forum économique mondial (FEM) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en vue d'utiliser le financement mixte pour financer la réalisation des objectifs de développement. Sans pour autant être synonyme à l'investissement d'impact, la prémisse et les instruments du financement mixte peuvent être utilisés pour investir dans des entreprises sociales durables qui offrent des solutions fondées sur le marché au défi de développement de l'Afrique.

115 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance et le Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

116 Thornley, B; Dailey, C. 2010. *Building Scale in Community Impact Investing through Nonfinancial Performance Measurement. Community Development Investment Review.* 6(1) Banque fédérale de réserve de San Francisco. Disponible au: http://www.frbsf.org/

117 Monitor Group. 2009. *Paths to Prosperity: Promoting Entrepreneurship in the 21st Century*. Monitor Group. Disponible au: http://icma.org/

118 The Impact Programme. 2015. *Survey of the Impact Investment Markets 2014: Challenges and Opportunities in sub-Saharan Africa and South Asia*. DfID &UKAid. Disponible au: http://www.theimpactprogramme.org.uk

Financement Mixte

Financement mixte – Défini par le FEM et l'OCDE comme étant l'utilisation stratégique du financement de développement et des fonds philanthropiques pour mobiliser les flux des capitaux vers des marchés émergeants et des marchés frontières – réunit les investisseurs du secteur privé et du secteur public afin de créer des investissements qui résulteront en des rendements financiers et qui stimuleront un progrès social, environnemental et économique.

Les premières expériences avec les approches du financement mixte par le Redesigning Development Finance Initiative (RDFI) ont impliqué les donneurs, les IFD, et les fondations qui investissent dans des secteurs comme l'infrastructure, le soin de santé, l'agriculture, les services financières et la résilience climatique. Les bailleurs de fonds de développement fourniront normalement des « mécanismes de soutien » tels que l'assistance technique, la souscription des risques en vue de protéger les investisseurs et/ou les incitations telles que des garanties de prix pour encourager des investissements de départ provenant des investisseurs privés. Les instruments financiers additionnels qui peuvent être employés dans une structure de financement mixte incluent : l'équité de catégorie junior dans laquelle les partenaires pourraient occuper des positions de sorte à prendre les premières pertes d'un investissement en acceptant un risque élevé pour un rendement inférieur ; une dette concessionnelle qui permet des termes ou des taux favorables pour l'emprunteur ; et une dette au taux du marché dans laquelle les taux et termes sont déterminés par les prix du marché des capitaux mais qui peuvent être subalternes aux dettes de catégorie senior[119].

Il existe une opportunité d'utiliser une approche plus holistique dans la structuration des transactions du financement mixte en vue d'incorporer et de cibler des bénéfices sociaux et environnementaux pour les communautés locales, y compris à travers un financement pour des projets inclusifs d'infrastructure.

Difficulté à Mettre Fin à des Investissements

Il existe quelques options conventionnelles de sortie pour les investissements d'impact d'équité en Afrique, qui agissent comme une force de dissuasion critique pour l'investissement dans les entreprises sociales durables sur le continent et par conséquent entrave l'offre des capitaux aux entités émettrices d'impact. Ce nombre limité de voies de sortie profitables et variées pour les investissements d'impact est principalement un résultat de l'état naissant du marché des capitaux – et de l'ensemble de l'industrie d'investissement d'impact – en Afrique[120].

Les investissements d'impact ont tendance à être relativement illiquides, étant donné que la plupart des investissements sont effectués sous forme de capitaux propres privés ou sous forme de dette privée. Selon l'enquête du GIIN de 2015 sur les investisseurs, à peu près 80% d'investissements d'impact se retrouvent dans ces catégories, avec 33% des actifs sous gestion investis à travers des capitaux propres privés[121]. Normalement à la fin d'une période d'investissement initial dans le marché traditionnel, les capitaux propres privés et les investissements des capitaux de risque cherchent à gagner de la valeur en vendant leurs parts dans une entreprise, ce qui peut se faire à travers des Offres publiques initiales (IPO) ; cependant, cette option est à peine disponible aux investisseurs en Afrique étant donné que les marchés des capitaux ne sont pas suffisamment établis[122]. Des 10 régions étudiées par le GIIN en 2015, l'Afrique a affiché le deuxième nombre le plus élevé de sorties d'investissement d'impact (17%), malgré qu'aucune de celles-ci n'a été réalisée via un IPO[123]. Seule une instance d'un échantillon de 77 sorties a été effectuée au travers d'une IPO, ceci s'est déroulé en Asie du Sud[124]. La firme de Conseil en services financiers Ernst & Young prédit une augmentation des IPO dans le moyen terme du faite de la croissance de certaines entités émettrices africaines[125]. Malgré qu'elles peuvent fournir la liquidité nécessaire, les IPO ont été critiquées comme option de sortie pour les investissements d'impact vu qu'elles peuvent bénéficier des intérêts des actionnaires au lieu des objectifs d'impact[126].

119 Organisation de coopération et de développement économique & Forum économique mondial (2015). *Blended Finance Volume 1: A Primer for Development Finance and Philanthropic Funders*. Organisation de coopération et de développement économique & Forum économique mondial. Disponible au: http://www.weforum.org/

120 Bridges Ventures. 2014. *Investing for Impact: A Strategy of Choice for African Policymakers*. Bridges Ventures and the African Private Equity and Venture Capital Association Disponible au: http://www.bridgesventures.com/

121 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance et Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

122 Huppe, G; Silva, M. 2013. *Overcoming Barriers to Scale: Institutional impact investments in low-income and developing countries*. L'Institut Internationale du Développement Durable (IISD). Disponible au: https://www.iisd.org/

123 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

La sortie d'investissements d'impact en Afrique est aussi contrainte par le nombre limité des exemples réussis de sortie ; sans antécédents de sorties réussies, il peut être difficile pour les investisseurs d'impact de continuer à réunir des fonds[127]. Les méthodes communes de sortie pour les investisseurs d'impact représentent les ventes de l'ensemble du secteur à un acheteur stratégique tel qu'à travers les fusions et acquisitions, ou pour un entrepreneur afin de regagner possession à travers la possibilité de rachat de capitaux propres[128, 129]. L'enquête du GIIN de 2015 a démontré que la majorité de sorties d'investissements d'impact étaient effectuées à travers les ventes aux acheteurs stratégiques, et en Afrique principalement par des investisseurs qui recherchaient des rendements inférieurs au taux du marché (plus près de rendements du marché). Par contre, les sorties effectuées dans les marchés européens les plus développés étaient principalement faites par des investisseurs à la recherche de rendements au taux du marché[130].

Des options de sorties inadéquates et un nombre limité d'exemples réussis de sorties représentent un défi considérable pour les investisseurs vu qu'ils doivent le plus souvent opérer sous les termes de leurs propres investisseurs, qui offrent des fonds avec une période de temps spécifique[131]. Les attentes autour des rendements sur investissement signifient que les investisseurs normalement négocient les termes de sortie avant que l'investissement ne soit établi, mettant en évidence le risque présenté par des telles options limitées de liquidité. Ceci démontre la nécessité de créer et de renforcer des marchés boursiers publics en Afrique, en vue d'encourager de plus en plus d'investissement dans le secteur. Les entités émettrices d'impact et les investisseurs doivent aussi considérer l'implication potentielle que toute sortie pourrait avoir pour leurs objectifs d'impact, et dans quelle mesure ils souhaitent atténuer la «dérive de mission» sur la sortie[132]. Ceci représente un autre défi dans l'amélioration des options de liquidité.

Pendant que les marchés boursiers en Afrique luttent pour faciliter les sorties d'investissement d'impact en raison de leurs faiblesses et barrières relatives telles que les exigences de capitalisation, il y a eu quelques dynamismes autour de la création des bourses sociales[133, 134]. Une étude de cas de l'initiative Nexii pour l'établissement d'une bourse sociale en Afrique démontre qu'une telle aventure présente ses défis propres, tels que des contraintes de ressources, des questions d'approbation réglementaire et de « pipelines» autour de la disponibilité d'options viables d'investissement[135]. Les entreprises sociales durables ont mis en évidence un certain nombre d'obstacles à l'écoute sur le Nexii tels que le coût élevé des services consultatifs, les exigences de rapport, et la mise en évidence d'impact social[136]. Le cadre ci-dessous illustre des exemples d'autres bourses sociale et plates-formes.

124 ibid
125 EY Global Private Equity Center, 2014. *Private equity roundup Africa.* Ernst and Young.Disponible au: http://www.ey.com/
126 Huppe, G; Silva, M. 2013. *Overcoming Barriers to Scale: Institutional impact investments in low-income and developing countries*. L'Institut Internationale du Développement Durable (IISD). Disponible au: https://www.iisd.org/
127 ibid
128 ibid
129 EY Global Private Equity Center, 2014. *Private equity roundup Africa*. Ernst and Young. Disponible au: http://www.ey.com/
130 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance et Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/
131 Investisseurs et Partenaires (2015). *Investir dans les Petits et Moyennes Enterprises en Afrique: Une introduction au capital investissements en Afrique*. Investisseurs et Partenaires. Disponible au: http://www.investinginafricansmes.com/
132 Bridges Ventures. 2014. Investing for Impact: A Strategy of Choice for African Policymakers. Bridges Ventures and the African Private Equity and Venture Capital Association Disponible au: http://www.bridgesventures.com/
133 Dalberg Global Development Advisors, 2012. *Assessment of Impact Investing Policy in Senegal*. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: http://dalberg.com/
134 Hoffman, L., and Notcutt, K., 2013. *Creating the Nexus for Impact Investing: A Case Study*. The Impact Trust. Disponible au: http://www.impacttrust.org.za/
135 ibid
136 ibid

Exemples de Plateformes et Bourses Sociales :

Fonds des Nations Unies pour l'impact social (UNSIF) http://www.unsef.org/
UNIF est un fonds nouveau et de développement d'investissement d'impact social soutenu par les Nations Unies. Il a été établi en 2015 à l'issue d'un partenariat entre le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). Il vise à réaliser une valeur financière, sociale et/ou environnementale « mixte » à travers d'une approche au développement fondée sur le marché, qui utilise la puissance du marché commercial pour mesurer l'impact social durable. Il facilite l'incubation et la viabilité des entreprises sociales durables à travers la fusion des sources de financement publiques, privées, bi- et multilatérales. Les capitaux sons déployés sous forme de subventions, de dette, de fonds propres et de quasi-fonds propres. Le fonds est actuellement actif en Asie, et pourrait présenter un exemple prometteur pour d'autres marchés y compris l'Afrique.

BRIIX http://www.briix.com.br
BRIXX est le Change brésilien d'investissement d'impact, lancé en 2014. Il permet aux investisseurs de chercher, comparer, contrôler et investir dans des entreprises qui délivrent un impact social et environnemental. BRIIX a pour but d'augmenter le flux de capitaux vers les entreprises à impact plus élevé, d'aborder les problèmes auxquels font face les investisseurs en ce qui concerne l'approvisionnement d'investissements d'impact viables et d'analyser les rendements sociaux et environnementaux attendu.

Canada Social Venture Connection (SVX) http://www.svx.ca
Le SVX est une plateforme d'impact qui connecte des projets démontrant un impact social ou environnemental aux investisseurs, leurs permettant d'accéder autant de capitaux nécessaires. SVX fonctionne au Canada et a été envisagé en 2007 comme étant une plateforme pour la canalisation des ressources financières vers des projets sociaux qui sont axés sur la réduction de la pauvreté. L'idée avait été approuvée par le Gouvernement d'Ontario en 2008 comme faisant partie de sa Stratégie de réduction de la pauvreté et s'est développée jusqu' à atteindre son modèle actuel.

Convergence http://www.dalberg.com
Convergence est une plateforme d'approvisionnement d'affaire pour les marchés émergeants qui offre des options de « financement mixte » provenant des capitaux privés, publics et philanthropiques pour des projets qui délivrent un impact social et environnemental. Elle a été lancée en 2015 à la suite d'un partenariat entre le Département canadienne des affaires étrangères, le Trade and Development (DFATD), le Forum économique mondial, Dalberg Global Development Advisors et le Global Development Incubator.

Impact Investment Exchange Asia (IIX) http://www.impactexchange.asiaiix.com
IIX accueille un ensemble de plateformes pour accroitre la capacité du secteur d'investissement d'impact, y compris les opérations de change répondant au même objectif que l'investissement d'impact, la première plateforme commerciale publique mondiale qui connecte les entreprises sociales durables aux investisseurs qui cherchent à des investissements alignés à leur mission. Il est géré conjointement avec la Bourse de l'Ile Maurice. IIX, basé au Singapour, est responsable du dépistage et du control d'entreprises émettrices potentielles et leurs obligations sociales/environnementales.

Mission Markets http://www.missionmarkets.com
Mission Markets est une plateforme d'investissement d'impact basée à New York fondée en 2009 qui se décrit comme un marché des capitaux et un réseau communautaire. Avec le but d'attirer des capitaux pour les investissements qui ont un impact positif social ou environnemental, elle opère un site internet permettant aux investisseurs de discuter, de s'approvisionner, de créer et de contrôler les investissements.

MyC4 http://www.myc4.com
MyC4 est un marché virtuel qui met en relations lesinvestisseurs et lesentrepreneurs africains via une plateforme numérique. Son quartier général se trouve à Copenhague, au Danemark et il possède un bureau régional à Nairobi, au Kenya. MyC4 évalue les entreprises et les propositions des entrepreneurs avant de les mettre sur la plateforme, où des investisseurs potentiels pourraient voir ces propositions. Les investisseurs décident ainsi combien ils peuvent prêter et à quel taux d'intérêt. Le processus fonctionne comme une vente aux enchères où les investisseurs qui offrent des taux d'intérêt les plus bas se voient accorder l'investissement.

La Bourse sociale http://ww.socialstockexchange.com
La bourse sociale est basée à Londres et elle opère dans la Surface économique européenne. Elle a été fondée en 2013 et elle existe en tant que plateforme d'information pour les investisseurs qui recherchent des opportunités d'investissement d'impact, avec l'intention de débloquer des capitaux pour les projets à impact les plus élevés. Les compagnies membres doivent entreprendre processus indépendante de déclaration d'impact, attestant de leur impact social et environnemental en faveur des investisseurs potentiels.

2.2 Défis pour les Entreprises Sociales Durables

Capacité Limitée des Entreprises Sociales Durables et des Entrepreneurs

La faculté des entreprises se trouvant à un stade initial de développement à devenir prêt à recevoir et à attirer des capitaux leurs permettant de grandir en des entreprises en stade de croissance est entravée par un besoin de développement de capacité. Tandis que le financement est un besoin impérieux pour ce genre d'entreprises afin de s'innover et de se développer, il existe un besoin égal de créer des compétences nécessaires pour faire croître une entreprise, telles que l'utilisation constructive des capitaux, la capacité de gestion et la gouvernance efficace[137]. Les recherches ont démontré que le fait d'investir dans des PME à forte croissance – des entreprises à croissance rapide qui ont un fort potentiel de créer de l'emploie - dans leur stade initial de développement, augmente leur potentiel à contribuer à la création d'emploie et au développement économique plus large – deux objectifs clés pour l'Afrique. Pour que ces entreprises grandissent au delà du stade initial et qu'elles atteignent leur potentiel de création d'emploie. Elles nécessitent une gamme des soutiens y compris un environnement politique et réglementaire approprié et favorable, une formation et un coaching en gestion, ainsi que l'accès aux capitaux[138]. Cependant, offrir ce genre de soutien s'avère coûteux aux investisseurs, ce qui crée un dilemme. Sans soutien, les entreprises en stade initial de développement ne peuvent pas atteindre le niveau de croissance nécessaire pour attirer les investisseurs ; mais fournir ce soutien à haut risque, les entreprises en stade initial de développement deviennent trop coûteuses pour la plupart des investisseurs. Par conséquent, des interventions en vu d'augmenter la capacité des entreprises et de réduire le risque du coût d'investissements dans ces entreprises sont nécessaires[139]. Selon le rapport du Global Entrepreneurship Monitor de 2014, l'Afrique affiche généralement une attitude positive forte envers l'entreprenariat comme un choix de carrière, aussi bien qu'une positivité autour des opportunités d'affaires[140]. Cependant, cet optimisme n'est pas égalé par des niveaux adéquats d'innovation ou de soutien structural, et le taux d'arrêt pour des projets nouveaux reste élevé[141, 142].

En Afrique, les entreprises en stade initial de développement ont tendance à être porté par juste un seul entrepreneur qui est l'actionnaire unique ou bien majoritaire, ou conjointement avec les membres de la famille ou des amis. Ceci signifie qu'il est appelé à effectuer tous les rôles dans l'entreprise[143]. Souvent, les entrepreneurs ne sont pas conscients de l'importance d'une forte gouvernance et en tant que tel il existe un niveau insuffisant de structures de gouvernance efficaces et formalisées dans ces genres d'entreprises. Ceci entrave la capacité à prendre des décisions judicieuses qui s'équilibreraient avec la participation d'autres acteurs, et par conséquent constitue une force de dissuasion pour les investisseurs potentiels[144]. De plus, les projets d'entreprise en Afrique ont souvent besoin d'assistance de formalisation en vue d'atteindre les exigences légales et fiscales suffisantes pour les investissements potentiels. Ceci va de pair avec le développement des procédures de gestion efficaces en vue de fournir des données fiables pour la prise de décision[145].

Même dans un cas où une entreprise en stade initial pourrait obtenir le financement dont elles ont besoins, elles n'ont pas toujours la capacité de canaliser efficacement ce financement pour atteindre une croissance maximale. Le développement de capacité en stratégie et gestion financière devient ainsi un besoin généralisé[146]. La capacité à approvisionner professionnels talentueux est une contrainte clé, et dans le cas où ils sont disponibles, les entreprises en stade initial ont du mal à payer le nécessaire pour ces niveaux de compétence[147]. Au cas où une entreprise expérimente une forte phase de croissance, cela peut créer beaucoup de pression sur l'organisation à pouvoir adapter et acquérir rapidement des compétences nouvelles, et si elle est poussée au-delà de sa capacité, l'entreprise risque de faire des erreurs critiques[148].

En tant que tel, une bonne capacité de gestion et opérationnelle est nécessaire pour naviguer vers une croissance d'une manière durable. Dans un écosystème du secteur d'investissement d'impact sous-développé, l'assistance technique pour combler ces écarts n'est pas toujours disponibles ou accessibles immédiatement. L'assistance technique pour les entreprises en stade initial de développement peut potentiellement être incorporée dans les approches de financement hybrides, fournies par des investisseurs d'impact, des bailleurs de fonds ou via des programmes du gouvernement.

137 Kuzbanksy, M; Cooper, A; Barbary, V. 2011. *Promise and Progress: Market-Based Solutions to poverty in Africa*. Monitor Group. Disponible au: http://www.thegiin.org/
138 SiMODiSA. 2014. *Accelerating growth of small and medium enterprises in South Africa: Policy recommendations for enhancing the start-up / SME ecosystem in South Africa*. SiMODiSA. Disponible au: http://impacttrust.org.za/
139 Ibid
140 Singer, S; Ernesto Amoros, J; Moska, D. 2014. *Global Entrepreneurship Monitor Global Report 2014.* Global Entrepreneurship Monitor. Disponible au: http://www.gemconsortium.org/

Mauvaise Visibilité et Crédibilité en l'Absence d'un « label », d'un Statut Légal ou d'une Certification des Entreprises Sociales Durables

Actuellement, la plupart d'entreprises sociales durables en Afrique opèrent sans un « label », sans un statut légal ou sans une certification qui leur fournit une identification externe contre une définition convenue et standard d'entreprises sociales durables. Pendant que des certifications de l'industrie comme le BLab existent et sont utilisées par des investisseurs et des entreprises sociales durables sur le continent, il n'existe actuellement aucun « label » d'entreprises sociales durable universellement endossé ; aucun statut légal et aucune certification disponible à travers l'Afrique qui pourrait remplir cette fonction importante dans le but d'offrir une légitimité et une crédibilité aux entreprises sociales durables, étant donné le confort des investisseurs et des clients autour de la protection de la mission et de création des valeurs sociales et en retour, des valeurs qui permettront aux entreprises sociales durables d'attirer l'investissement et la clientèle.

Le manque de consensus et de cohérence autour des définitions des entreprises sociales durables sème la confusion entre les entreprises sociales durables elles-mêmes, mais également, il génère une résistance chez d'autres partenaires potentiels, entre autre le secteur public, le gouvernement ou les secteurs d'entreprises qui ne se sont pas retrouvés dans cette jungle de terminologie et qui ont ainsi préférés ignorer complètement la terminologie des entreprises sociales durables[149].

Dans un premier temps, il est important d'arriver à une définition cohérente, largement applicable et inclusive qui permet d'adopter une variété d'expressions de l'entreprise sociale durable dans des contextes locaux, particulièrement des entreprises se trouvant dans leur stade initial de développement. Le « pipeline » suffisant de propositions investissables est un défi régulièrement cité pour le secteur d'investissement d'impact, tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle africaine. Par conséquent, il est important de renforcer le nombre d'entreprises sociales durables qui pénètrent et mûrissent dans le marché, ceci nécessite une définition inclusive centrée sur les principes clés autour d'une intention démontrée et autour d'un but plutôt que de limiter l'échelle potentielle du secteur en introduisant des définitions restrictives et des exigences rigoureuses qui peuvent ne pas traduire ou être pertinentes à travers les juridictions africaines.

En outre, imposer des exigences rigoureuses comme par exemple la constitution légale ou bien les verrous juridiques d'actifs pourrait bien dissuader : 1) d'éventuelles entreprises sociales durables (étant donné que plus d'exigences = plus de conformité) de profiter des exigences de prestation de services en Afrique qui se traduisent en opportunités importantes du marché (examinés au chapitre 1 et 2) ; des investisseurs d'impact qui préfèrent probablement accéder à une gamme diverse d'opportunités à travers le risque, le rendement et le spectre d'impact lors de la construction de leurs portefeuilles d'investissement d'impact.

141 Ibid
142 SiMODiSA. 2014. *Accelerating growth of small and medium enterprises in South Africa: Policy recommendations for enhancing the start-up / SME ecosystem in South Africa*. SiMODiSA. Disponible au: http://impacttrust.org.za/
143 Investisseurs et Partenaires (2015). *Investir dans les Petits et Moyennes Enterprises en Afrique: Une introduction au capital investissements en Afrique.* Investisseurs et Partenaires. Disponible au: http://www.investinginafricansmes.com/
144 Ibid
145 Ibid
146 Ibid
147 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/
148 Ibid
149 Varga, É. 2012. *NESsT Policy Position Paper: European Union, Trade-offs Between Regulation and Fostering of Social Enterprise: the Case of EU Policies*. (Ed) Etchart, N. NESsT. Disponible au: http://www.nesst.org/

Dans ce contexte, il existe un besoin critique pour que les entreprises sociales durables puissent accéder aux certifications d'assurance volontaires de tierces parties ou des « labelling » volontaires en vue de fournir aux éventuels investisseurs et clients (des clients d'approvisionnement du secteur public ainsi que le public en général) qui ont confiance dans la nature d'impact et dans le but des entreprises sociales durables certifiées. Celles-ci pourraient être qualifiées en tant que fournisseurs de service en termes de procédures de marchés publics visant ou préférant des entreprises sociales durables ; aussi bien que, dans certains cas, recevant des allégements fiscaux ou des traitements fiscaux préférentiels. Philadelphie est devenue la première ville des Etats-Unis à adopter une loi visant à fournir aux « entreprises durables » certifiées des allégements fiscaux avec un programme pilote qui a pris effet en 2012. Les B Corps sont les seules certifications reconnues capable de satisfaire aux exigences des « entreprises durables » requises pour être qualifiés pour les 4000$ de crédit en reconnaissance de leurs contributions à la préservation de l'environnement, au renforcement de la communauté à servir les desservis et à créer des emplois de qualité[150].

L'entrepreneuriat social, un sous-ensemble de l'entrepreneuriat fait face à des défis encore plus grands que ce dernier, sous forme d'une question de crédibilité et de légitimité, aussi bien que de défis à pouvoir trouver des modèles d'entreprise viables et évolutifs en vue de soutenir les défis sociaux et/ou environnementaux qu'ils cherchent à aborder. Une certification ou un « label » servirait à accroître la visibilité de ces genres d'entreprises, mais également cela servirait à promouvoir le concept et les modèles d'entreprises sociales durables.

Exemples d'Entreprises Sociales Durables Innovatrices Existantes à Statut Légal, Certifications ou « label »

Social Entreprise Mark

Social Entreprise Mark CIC est l'autorité de certification pour l'entreprise sociale dans le Royaume Uni. Le Social Entreprise Mark est attribué aux entreprises sur base d'un processus d'évaluation robuste et indépendant, conçu pour démontrer quand une entreprise aligne les gens et la planète aux cotes du profit.

« Notre recherche nous montre que les gens préfèrent acheter d'une compagnie qui redonne aussi à la société »

www.socialenterprisemark.org.uk

Basé sur demande des titulaires du Social Entreprise Mark, l'organisation a développé le Social Entreprise Gold Mark, une accréditation améliorée pour les titulaires du Social Entreprise Mark qui peuvent démontrer des pratiques meilleures à travers les secteurs de la gouvernance, de l'éthique des affaires et de la transparence financière.

B Corp

B Corp est une certification volontaire agréée par la société non lucrative B Lab (qui est aussi la société non lucrative derrière le Global Impact Investment Rating Standards (GIIRs)). B Lab s'assure que les certifications agréées B Corps répondent à des normes rigoureuses de performance sociale et environnementale, de responsabilité et de transparence.

« B Corp est pour les entreprises ce que la certification au commerce équitable est pour le café ou ce que la certification USDA Organic est pour le lait. »

www.bcorporation.net

150 B Lab. 2011. *Philadelphia creates first B Corp Tax Break*. B Corporation 2011 Annual Report. Disponible au: www.bcorporation.net

Offre de Capital Limitée à Travers le Spectre du Risque/Rendement

Sur le plan mondial, les entreprises sociales durables et particulièrement celles d'Afrique ont du mal à accéder au financement sous une forme adaptée à leur phase de développement et à leurs besoins[151]. Il existe un écart important en matière de financement des entreprises au cours de leurs phases initiales de développement. Dans le secteur des investissements d'impact, les investisseurs affichent un goût bas du risque et une réticence à investir dans des entreprises en phase de démarrage. Cet écart de financement participe du faible volume de PME et des entreprises sociales durables établies. Cette situation est très souvent appelée le « chaînon manquant».

Les entreprises en phase de démarrage ont été mises en évidence comme segment du marché de l'investissement d'impact ; ce marché a essentiellement besoin de plus grandes options de financement. Bien qu'il existe certainement des capitaux disponibles pour des investissements potentiels, on remarque un écart manifeste entre les besoins de financement des entreprises en phase de démarrage et la nature du financement que les investisseurs sont prêt à offrir[152]. Il existe une certaine réticence à financer les dettes des entreprises en phase d'amorçage et de démarrage en raison du défaut d'information, et souvent en raison des modèles d'affaires n'ayant pas encore faits leurs preuves. Ceci est particulièrement important pour les entreprises en phase de démarrage en Afrique. Les investisseurs institutionnels et plus souvent les banques commerciales prescrivent des taux d'intérêt plus élevés que ceux des entreprises bien établies, à cause des facteurs de risque que présentent les entreprises en phase de démarrage et comme tel, le financement des dettes tend à avoir un coût prohibitif[153]. Cela laisse des options alternatives de financement comme par exemple les fonds propres, qui peuvent être utiles pour les entreprises en phase de démarrage[154]. Ces entreprises sont par essence classées à haut risque et sont susceptibles de produire de faibles rendements à court terme ; cependant, la majorité d'investisseurs cherchent en grande partie, des options mieux établies.

L'enquête du GIIN de 2015 effectuée sur 146 investisseurs d'impact dans le monde, révèle que seulement 9% des capitaux ont été déployés dans projets d'entreprise ou dans des entreprises en phase de démarrage[155]. La majorité des actifs a été engagé pour accélérer la maturation des entreprises privées (52%) et celle des entreprises déjà en phase de croissance (28%), avec une somme minimale investie dans des entreprises publiques matures (11%) ; ceci démontre l'hésitation des investisseurs en ce qui concerne le risque que représentent les entreprises en phase de démarrage. Cela souligne la nécessité d'établir un « pipeline » solide d'entreprises prêtes à recevoir des investissements dans le secteur de l'investissement d'impact, en soutenant le développement des entreprises en phase de démarrage au cours de leur période critique de croissance. L'investissement à ce stade précoce, peut alors augmenter la probabilité d'un investissement de suivi provenant des investisseurs initiaux, et potentiellement élargir la portée de participation d'autres acteurs plus importants comme les banques commerciales dont le principal intérêt en ce qui concerne la réalisation des rendements des taux de marché, les empêche souvent de s'engager dans des projets d'investissement d'impact, qui comportent un risque[156] plus élevé.

Pour les investisseurs institutionnels, capturer le capital disponible est particulièrement important pour la mise à l'échelle du secteur de l'investissement d'impact, étant donné que le volume du capital qu'ils gèrent et l'influence qui s'ensuit est substantielle[157]. Aussi, en injectant un financement important dans le marché d'investissement d'impact, ils ont la capacité d'attirer dans le secteur d'investissement d'impact des portefeuilles d'investissement plus traditionnels et d'encourager de nouveaux investissements. Comme souligné dans le chapitre 1, les défis ont joué et peuvent continuer à jouer un rôle de catalyseur important en attirant des investisseurs institutionnels afin qu'ils influencent les financements et les accords en matière d'investissement d'impact.

151 Harji, K; Jackson, T. 2012. *Accelerating Impact: Achievements, challenges and what's next in building the impact investing industry*. Rockefeller Foundation. Disponible au: https://www.rockefellerfoundation.org

152 ibid

153 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/

154 Kuzbanksy, M; Cooper, A; Barbary, V. 2011. *Promise and Progress: Market-Based Solutions to poverty in Africa*. Monitor Group: Disponible au: http://www.thegiin.org/

155 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

156 Investisseurs et Partenaires. 2015. *Investing in Africa's Small and Growing Businesses: An introduction to private equity in Africa*. Investisseurs et Partenaires. Disponible au: http://financerlespmeenafrique.com/

157 Wood, D; Thornley, B; Grace, K. 2012. *Impact at Scale: Policy innovation for institutional investment with social and environmental benefit*. Insight at Pacific Community Ventures and the Initiative for Responsible Investment, Harvard. Disponible au: https://www.rockefellerfoundation.org/

©WORLD BANK/John Hogg

La réserve de capital aux sociétés potentielles d'impact est limitée non seulement par le goût du risque des investisseurs, mais aussi par un certain nombre d'autres attentes des investisseurs tels que les délais de temps, les retours sur investissement et les secteurs dans lesquels les investissements d'impact sont faits. Alors que plusieurs entreprises en phase de démarrage nécessitent des financements à long terme, les investisseurs sont moins enclin à les financer pour la simple raison qu'il n'y a aucune attente d'un retour sur investissement dans le court terme[158]. L'insuffisance de données financières et non financières sur le rendement des investissements d'impact, rend difficile l'évaluation soigneuse par les investisseurs de la viabilité d'un investissement potentiel et l'estimation d'un taux de retour approprié[159]. Le domaine de l'investissement d'impact est relativement jeune et de ce fait beaucoup de projets n'ont pas eu le temps de mûrir et de démontrer des résultats; de même, il existe un manque d'informations publiques nécessaires à l'établissement d'une référence pour de telles données[160]. De plus, il apparaît qu'un nombre limité de secteurs comme celui de l'agriculture et celui des services financiers dominent en tant que principales cibles d'investissement d'impact en Afrique. La diversification des secteurs des bénéficiaires serait nécessaire[161] pour intensifier l'investissement d'impact.

De ce fait, il est nécessaire d'avoir une plus grande disponibilité du «capital patient », qui offre des conditions plus souples et des délais plus longs. Il est prévu que des structures de financement «en couche» ou «mixtes» pourraient être utiles tout en utilisant une combinaison de fonds philanthropiques et commerciaux, où l'innovation et le développement sont financés et catalysés par un capital philanthropique ou capital mou, et l'investissement commercial peut alors faciliter la mise à échelle de l'entreprise[162]. De cette façon, différents types d'investisseurs peuvent s'impliquer en fonction de leur goût du risque et leurs préférences pour l'impact ou le rendement financier. Peu à peu, certains investisseurs ont commencé à offrir des produits financiers flexibles y compris dette, fonds propres, crédits mezzanine, ou encore financements mixtes. L'innovation est nécessaire pour apporter des solutions aux différents besoins de l'entreprise. Par exemple, Root Capital offre un crédit de capital d'inventaire pour les agro-industries afin de leur permettre de payer les agriculteurs à l'avance. Toutefois, l'accès fondamental au capital en particulier pour les entreprises à un stade précoce reste un défi.

158 Investisseurs et Partenaires. 2015. *Investing in Africa's Small and Growing Businesses: An introduction to private equity in Africa.* Investisseurs et Partenaires. Disponible au: http://financerlespmeenafrique.com/

159 Harji, K; Jackson, T. 2012. *Accelerating Impact: Achievements, challenges and what's next in building the impact investing industry.* Rockefeller Foundation. Disponible au : https://www.rockefellerfoundation.org/

160 ibid

161 ibid

162 Milligan, K; Schoning, M. 2011. T*aking a Realistic Approach to Impact Investing: Observations from the World Economic Forum's Global Agenda Council on Social Innovation. Innovations*. MIT Press Journals. Disponible au: http://www.weforum.org/

2.3 Défis pour l'Ecosystème du Secteur

Un Contexte Réglementaire Incertain et Incohérent

Créer un contexte réglementaire et une politique qui favoriseraient la croissance des entreprises en général serait crucial pour permettre à l'Afrique de développer le secteur de l'investissement d'impact. Les investisseurs sont généralement plus confiants à placer des capitaux dans des environnements dans lesquels l'activité économique et l'activité entrepreneuriale sont encouragées et où leurs droits seront protégés. Cela signifie par essence que la stabilité des secteurs clés, y compris la politique macroéconomique et de performance, le système financier local et la stabilité politique globale sont des moteurs importants de l'investissement. En outre, les facteurs influençant la facilité de faire des affaires tels que la prévisibilité et la cohérence de l'application des cadres juridiques, le coût d'enregistrement de propriété et autres règlements régissant les droits de propriété, la « paperasserie » et la bureaucratie sont tous des facteurs déterminants de l'activité entrepreneuriale et par conséquent de l'investissement.

Dans le passé, l'Afrique a toujours obtenu des résultats médiocres dans la plupart de ces domaines et la plupart des pays ont eu du mal à attirer les investissements dont ils avaient besoin. Le continent a récemment démontré des signes d'amélioration dans ces domaines néanmoins, la création d'un climat entrepreneurial et d'investissement favorable demeure un défi. La performance macroéconomique et les tendances de la plupart des pays africains ont été caractérisées par la fluctuation d'inflation et des taux de change et les cycles de croissance de courte durée. La croissance depuis la crise financière de 2008/2009 s'est montrée plus durable en partie grâce à la forte politique macroéconomique et la réduction de l'instabilité politique[163]. Il reste à voir si les taux de croissance actuels sur le continent tiendront.

De même les pays africains se trouvent généralement dans la première phase de stabilisation des marchés financiers locaux et de l'amélioration des facteurs clés, liés à la facilité de faire des affaires. Selon le rapport de la Banque mondiale de 2015 intitulé Doing Business Report[164], les pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré le plus grand nombre de réformes règlementaires en 2013 et 2014, visant à améliorer les institutions juridiques et à réduire les coûts de gestion d'entreprises[165]. De même les systèmes financiers africains ont vu une amélioration progressive après la crise de 2008/2009 largement sous-tendue par les changements dans les politiques et plus particulièrement dans la politique macroéconomique. Ces progrès dans les marchés financiers locaux sont toujours menacés par des changements imprévisibles de la valeur des monnaies africaines ainsi que des changements de la politique gouvernementale[166].

Les investissements d'impact sont affectés par les tendances ci-dessus ainsi que d'autres contraintes spécifiques. Les règlements qui limitent ou interdisent l'utilisation des capitaux d'investisseurs institutionnels en matière d'investissement d'impact ont été l'un des principaux obstacles réglementaires auxquels les investisseurs ont fait face sur le continent[167]. En outre, en raison de la connaissance générale limitée des décideurs africains de l'industrie de l'investissement d'impact, l'analyse nécessaire des politiques existantes et la façon dont ils peuvent encourager ou entraver l'investissement n'a pas eu lieu sur une échelle suffisamment grande, pour surmonter de manière significative les obstacles réglementaires. Comprendre comment les politiques existantes affectent les flux de capitaux sur les entreprises sociales durables pourrait guider les gouvernements dans la conception de mesures réglementaires appropriées, telles que les incitations fiscales et les subventions. Etant donné que les contextes réglementaires de chaque pays africain sont différents les uns des autres, des mesures spécifiques peuvent ne pas convenir à tous les contextes.

163 Giugale, M; Hostland, D. 2013. *Africa's Macroeconomic Story*. The World Bank Group. Disponible au: www.wds.worldbank.org
164 "Le rapport « Doing Business » mesure les réglementations applicables aux affaires qui affectent les petites et moyennes entreprises nationales dans 11 régions à travers 189 systèmes économique. » Il mesure les facteurs suivants: le démarrage d'une entreprise; l'obtention des permis de construction; l'accès à l'électricité; l'enregistrement de propriété; le fait de payer les impôts; le commerce transfrontalier; l'accès au crédit; le fait de protéger les investisseurs minoritaires; l'exécution des contrats; la résolution de l'insolvabilité; la réglementation du marché du travail. The World Bank. 2015. Doing Business. The World Bank Group. Disponible au: www.doingbusiness.org
165 Ibid
166 Allen, F; Otchere, I; Senbet, L. 2010. *African Financial Markets: A Review*. The Wharton School, University of Pennsylvania. Disponible au: www.fic.wharton.upenn.edu
167 Dalberg Global Development Advisors. 2011. *Impact Investing in West Africa*. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

©WORLD BANK/John Hogg

Le Manque de Relations Entre les Entreprises Sociales Durables, les Entrepreneurs, les Investisseurs et les Réseaux d'Innovation

Un défi important pour le secteur de l'investissement d'impact en Afrique réside dans l'inadéquation du réseau de services qui relie et informe les entreprises sociales durables, les investisseurs et autres acteurs de l'industrie. Grâce à ses recherches sur les solutions fondées sur le marché pour (éradiquer) la pauvreté en Afrique, Monitor Group souligne que la nature du marché de l'investissement global en Afrique subsaharienne est peu développée et mal comprise[168]. L'écosystème du secteur est généralement fragmenté et sous-développé avec peu d'options d'espaces centraux établis pour mettre en contact les investisseurs et les bénéficiaires d'investissements.

Pour les investisseurs, c'est un problème car ceci complique la recherche d'opportunités d'investissement viables. Sans des associations professionnelles adéquates et des réseaux formels pour les entreprises sociales durables, les bases de données exhaustives des bénéficiaires d'investissements potentiels sont difficiles à trouver[169]. En tant que tel, les investisseurs ou les intermédiaires doivent consacrer du temps et des ressources à l'identification et l'examen des investissements d'impact potentiels ces frais de recherche et de transaction peuvent être coûteux[170]. Les investisseurs rencontrent également des difficultés telles que le manque de ressources d'appui qui existe dans les marchés plus traditionnels d'investissement commercial et qui permettent d'évaluer les investissements et de donner des conseils sur les placements. Ces ressources d'appui sont par exemple : les réseaux de courtiers, les cabinets d'avocats et les banques d'investissement. Les investisseurs ont également des difficultés à trouver des sources d'information telles que des publications d'industrie qui leur permettraient de comprendre et d'analyser le potentiel du marché. Les réseaux régionaux et sous-régionaux tels que le Southern African Impact Investing Network – le Réseau de l'investissement d'impact d'Afrique australe, qui joue un rôle de défense, de renforcement des capacités et de convocation dans le secteur, sera d'une importance cruciale pour donner le ton au niveau continental afin de faciliter la conclusion des marchés et l'apprentissage. Ce manque de données et de renseignements sur l'industrie de l'investissement d'impact commence lentement à changer à mesure que les institutions du domaine de l'industrie et d'autres intermédiaires tels que le GIIN commencent à produire des recherches et des études plus détaillées sur l'activité d'investissement d'impact.

En outre, puisqu'il n'existe pas de «label» ou de structure juridique commune pour les entreprises sociales durables, et que les activités et les objectifs des entreprises qui se qualifient comme bénéficiaires d'investissement d'impact sont très diversifiés, cela peut être un défi de donner une même définition ou structure au secteur[171]. Cela signifie que pour le moment, il n'y a pas de forme indépendante fiable de certification ou de vérification à laquelle les investisseurs d'impact peuvent faire confiance lors de la prise de décisions d'investissement. Bien que difficile à instaurer dans la pratique, une telle étiquette donnerait aussi aux investisseurs une visibilité en matière d'entreprises sociales durables et leur donnerait les moyens de vérifier et de communiquer leur crédibilité. La nature fragmentaire du secteur de l'investissement d'impact démontre que les entreprises sociales durables disposent de très peu d'opportunités de contact avec les investisseurs potentiels et ont de ce fait très peu d'opportunités en matière d'appui et de renforcement des capacités. Les réseaux et incubateurs robustes ont la capacité de faciliter les mécanismes de développement des entrepreneurs par des concours des business plans et des programmes de bourses, afin d'entretenir les entreprises prometteuses[172]. Les incubateurs et accélérateurs existent certes, mais ils ne sont pas encore très répandus. .

168 Kuzbanksy, M; Cooper, A; Barbary, V. 2011. Promise and Progress: Market-Based Solutions to poverty in Africa. Monitor Group. Available at: http://www.mim.monitor.com/
169 Dalberg Global Development Advisors, 2012. Assessment of Impact Investing Policy in Senegal. Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: http://dalberg.com/
170 Harji, K; Jackson, T. 2012. *Accelerating Impact: Achievements, challenges and what's next in building the impact investing industry*. Rockefeller Foundation. Disponible au: https://www.rockefellerfoundation.org/
171 ibid
172 ibid

L'Afrique a encore besoin d'établir des liens solides entre les organisations qui stimulent l'innovation et l'entretiennent, telles que les institutions académiques, les organisations de recherche et de développement (R&D) du gouvernement, les initiatives d'incubation et « les groupements ». On a consacré beaucoup d'attention au modèle classique appelé « Silicon Valley»,où l'innovation technologique stimulée par la recherche académique est commercialisée avec le soutien des investissements en capital risque[173].Toutefois, ce modèle repose sur l'existence d'instituts de recherche de haute qualité bénéficiant d'un bon financement, sur la disponibilité et la proximité des investisseurs potentiels et sur une relation étroite entre les universités et les entreprises ayant pour but l'appui de la recherche et du développement - R & D[174]. Dans le contexte africain, ces facteurs sont particulièrement faibles. Encourager le développement de groupements d'industries qui réunissent les institutions, les innovateurs et les entrepreneurs d'une industrie spécifique en vue de partager les connaissances et l'expertise, a été souligné comme un moyen efficace pour favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise, et pour établir un lien entre les acteurs évoluant dans le domaine de l'investissement d'impact[175].

Une Pratique d' Évaluation de l'Impact Incohérente et Médiocre

Bien que la notion d'investissement de l'impact désigne clairement un engagement à générer des résultats sociaux ou environnementaux positifs, la définition adéquate de l'évaluation et de l'établissement de rapport de cet impact continue d'être un défi pour la croissance du secteur en Afrique[176]. Actuellement, les entreprises évaluent et rendent compte de l'impact de leurs activités de manière incohérente. Bien qu'un certain nombre de mesures et de cadres normalisés existent, il n'y a aucune approche dominante d'évaluation de l'impact qui est universellement utilisée et acceptée par les investisseurs et les entreprises à l'échelle mondiale ou en Afrique[177]. Cet état des choses rend difficile le processus d'évaluation de la performance par rapport aux critères d'ensemble de l'impact, et entrave la capacité des investisseurs à comparer et évaluer les investissements potentiels. Cette absence de langage commun autour de l'impact empêche également l'établissement d'une communication claire et transparente au sujet des résultats sociaux et environnementaux, entre les entreprises, les investisseurs et autres parties prenantes.

Les enquêtes menées par JP Morgan et la GIIN à l'échelle mondiale, et spécifiquement la GIIN d'Afrique de l'Est indiquent que la grande majorité des investisseurs évaluent l'impact social et environnemental de leurs investissements et ont tendance à utiliser des indicateurs et des outils existants tels qu'IRIS ou GIIRS, ou encore des systèmes de mesures brevetées pour évaluer l'impact[178, 179]. IRIS, géré par la GIIN, propose un catalogue d'indicateurs de performance qui peuvent être appliqués de façon sélective aux investissements d'impact. GIIRS quant à lui, fournit en outre un outil de notation systématique de la performance sociale et environnementale, et il est fondé sur la taxonomie d'indicateurs d'IRIS[180, 181].

Cependant, utiliser des outils et des systèmes métriques normalisés et universellement valables pour la mesure de l'impact est un défi en soi. Les entreprises qui se qualifient comme potentielles entreprises bénéficiaires d'investissement d'impact varient considérablement en fonction de leur portée et de leurs activités. De même, chaque investisseur évalue et définit ses priorités différemment pour les rendements non financiers[182]. Cette diversité à la fois dans l'objectif et l'ampleur des activités des bénéficiaires d'investissement et dans celles des préférences d'impact des investisseurs, signifie que la mesure normalisée est problématique et dans certains cas, ne peut même être ni bénéfiques ni souhaitable[183]. Alors que les systèmes métriques personnalisés donnent la souplesse nécessaire pour naviguer dans cette diversité, la prolifération des approches d'évaluation individualisées contraint visiblement la capacité de faire des comparaisons entre les investissements. Du côté des entreprises également, la conception des méthodologies et des outils d'impact peut être coûteuse et prendre beaucoup de temps, car l'on utiliserait des ressources qui auraient pu être employées pour d'autres activités afin de booster la croissance de l'entreprise[184].

173 Monitor Group. 2009. *Paths to Prosperity: Promoting Entrepreneurship in the 21st Century*. Monitor Group. Disponible au: http://icma.org/
174 Ibid
175 SiMODiSA. 2014. *Accelerating growth of small and medium enterprises in South Africa: Policy recommendations for enhancing the start-up / SME ecosystem in South Africa.* SiMODi-SA. Disponible au: http://impacttrust.org.za/
176 Bridges Ventures. 2014. *Investing for Impact: A Strategy of Choice for African Policymakers*. Bridges Ventures and the African Private Equity and Venture Capital Association. Disponible au: http://www.bridgesventures.com/
177 Huppe, G; Silva, M. 2013. *Overcoming Barriers to Scale: Institutional impact investments in low-income and developing countries*. L'Institut Internationale du Développement Durable (IISD). Disponible au: https://www.iisd.org/
178 Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2015. *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey*. J.P. Morgan Social Finance et Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/
179 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/
180 Impact Reporting and Investment Standards (IRIS) https://iris.thegiin.org/

Un autre défi que l'on rencontre en particulier dans les pays en développement est que les données tierces, disponibles et fiables sur la performance sociale et environnementale sont limitées[185]. Ces données sont nécessaires afin de développer des références servant à évaluer toutes données de mesure de la performance ; elles permettraient une meilleure appréciation de l'impact car les résultats pourraient être vérifiés à travers des standard et /ou des normes respectifs[186]. En outre, il existe un nombre insuffisant de tiers intermédiaires qui soient en mesure de valider les pratiques et les données d'évaluation d'impact.

La mise en œuvre de l'évaluation de l'impact est également un défi pour le secteur qui souligne la nécessité de davantage clarifier le but et les objectifs d'évaluation de l'impact. Une recherche menée par JP Morgan a souligné que la mesure de l'impact n'est pas un processus linéaire, mais plutôt un processus itératif pour les investisseurs et les entreprises bénéficiaires d'investissement, et que l'on raffine au fil du temps[187]. L'évolution des pratiques d'évaluation dépend donc en partie des intentions qui motivent la nécessité d'évaluation. Il existe une tension entre l'idée selon laquelle le but de poursuivre des résultats sociaux et environnementaux est principalement de démontrer l'impact, et la conception plus large selon laquelle évaluer l'impact est une entreprise indispensable qui génère des données pouvant être utilisés par les entreprises pour affiner et améliorer les modèles en vue d'obtenir des résultats sociaux et environnementaux[188]. En outre, au niveau de la mise en œuvre, de nombreuses entreprises en phase de démarrage font des expériences avec de nouveaux modèles d'affaires, ont des systèmes de gestion de données interne sous-développés et en tant que telle font face à des difficultés quant à l'évaluation officielle de leur performance[189].

©WORLD BANK/Trevor Samson

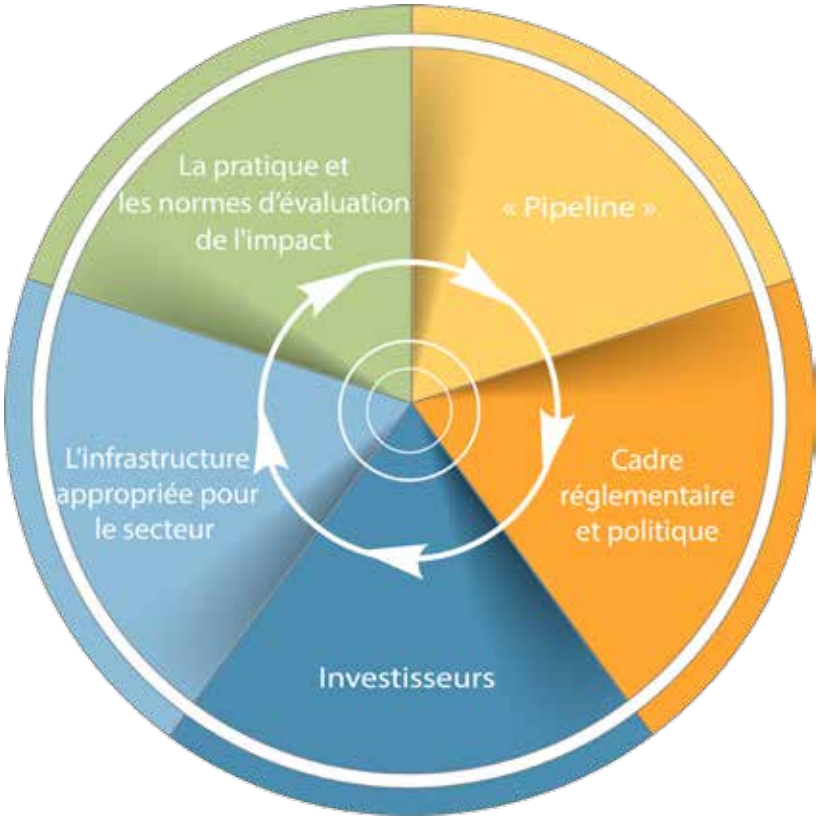
181 Global Impact Investing Rating System (GIIRS) http://b-analytics.net/giirs-ratings
182 Thornley, B; Dailey, C. 2010. *Building Scale in Community Impact Investing through Nonfinancial Performance Measurement. Community Development Investment Review.* 6(1). Banque fédérale de réserve de San Francisco. Disponible au: http://www et.frbsf.org/
183 ibid
184 The GIIN and Open Capital Advisors. 2015. *The Landscape for Impact Investing in East Africa*. The Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/
185 Huppe, G; Silva, M. 2013. *Overcoming Barriers to Scale: Institutional impact investments in low-income and developing countries.* . L'Institut Internationale du Développement Durable (IISD). Disponible au: https://www.iisd.org/publications/
186 Saltuk, Y; El Idrissi, A. 2015. *Impact Assessment in Practice.* J.P. Morgan Social Finance. Disponible au: https://iris.thegiin.org/
187 ibid
188 Harji, K; Jackson, T. 2012. *Accelerating Impact: Achievements, challenges and what's next in building the impact investing industry*. Rockefeller Foundation. Disponible au: https://www.rockefellerfoundation.org/
189 Edens, G; Lall, S. 2014. *The State of Measurement Practice in the SGB Sector*. Aspen Network of Development Entrepreneurs. Disponible au: http://www.aspeninstitute.org/

3 Vers un Secteur d'Investissement d'Impact Vibrant en Afrique

Alors que le secteur de l'investissement d'impact en Afrique a continué de progresser et de grandir, il reste largement en proie à des obstacles et des défis importants qui empêchent la maturation et l'expansion complète du secteur et des pratiques de l'investissement d'impact et de ce fait, la réalisation du potentiel de l'investissement d'impact qui est de produire des rendements socio-économiques et environnementaux à l'échelle. Basé sur l'analyse des écarts et des défis qui existent dans le secteur de l'investissement d'impact en Afrique comme présenté dans le présent rapport, ce chapitre discute des recommandations de haut niveau pour établir un plan d'action en vue de surmonter ces obstacles et apporter de l'appui à la réalisation d'un secteur de l'investissement d'impact vibrant en Afrique.

Comme indiqué dans le présent rapport, l'écosystème du secteur est complexe et, contribuer à un écosystème du secteur dynamique est une entreprise difficile et à multiples facettes, impliquant une série de stratégies et de tâches qui exigent la participation des acteurs de l'écosystème du secteur à tous les niveaux. Par conséquent, ce chapitre résume les principales recommandations de haut niveau relatives aux acteurs de l'écosystème du secteur de l'investissement d'impact ainsi que les rôles qu'ils peuvent remplir.

En réponse aux défis identifiés en ce qui concerne l'investissement d'impact en Afrique, les recommandations présentées dans le tableau 2 ci-dessous s'appuient sur les principaux domaines suivants:



Source: Illustration de l'auteur

Figure 4. Aperçu des Principaux Domaines de Recommandation

Ces domaines se traduisent plus précisément dans des recommandations de haut niveau en vue de catalyser et d'améliorer l'écosystème du secteur de l'investissement d'impact en Afrique, y compris :

1. **Renforcer les « pipelines » d'investissement d'impact viables potentiels qui sont en mesure de satisfaire à la fois les objectifs environnementaux / sociaux et financiers des investisseurs d'impact.**
2. **Créer un environnement réglementaire et politique favorable dans lequel l'investissement d'impact peut prospérer.**
3. **Renforcer les capacités et la pratique des investisseurs d'impact.**
4. **Développer et favoriser des infrastructures appropriées pour le secteur de l'investissement d'impact.**
5. **Améliorer et développer la pratique et les normes d'évaluation de l'impact.**

Comme mentionné ci-dessus, mettre ces recommandations en pratique est un processus complexe qui nécessite l'engagement et l'action de tous les acteurs de l'écosystème du secteur. En outre, à cause de la nature relativement naissante du secteur de l'investissement d'impact, les efforts pour catalyser sa croissance ne peuvent pas être considérés isolément, c'est-à-dire séparément des secteurs qui fonctionnent en parallèle et de manière interconnectée et qui se chevauchent. Cela présente à la fois un défi sur le plan de la coordination d'un large éventail d'acteurs et d'industries, mais également une opportunité en termes de possibilité de tirer parti des efforts, des politiques et programmes existants dans des domaines complémentaires.

Par exemple, les actions visant à renforcer le réseau d'entreprises sociales viables et durables peuvent tirer parti des initiatives existantes qui stimulent l'esprit d'entreprise, le «chaînon manquant» des PME et les entreprises à forte croissance, ainsi que les systèmes de R & D et d'innovation dans de nombreux pays en Afrique. De même, de nombreux efforts pour résoudre les problèmes réglementaires qui limitent la mise en œuvre des investissements providentiels, du capital-risque et du capital privé bénéficieraient de manière significative aux investissements d'impact. Par conséquent, toute initiative visant à catalyser et à stimuler davantage l'investissement d'impact devrait envisager de mettre à profit les efforts existants dans ces domaines complémentaires.

Dans le tableau 2 ci-dessous, des recommandations spécifiques pour le secteur de l'investissement d'impact sont examinées par type d'acteur et domaines d'activité :

Tableau 2. Écosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en A

Acteur	« Pipeline »	Cadre Politique et Réglementaire
Réseaux Régionaux	• Développer/appuyer le développement d'un « label » intercontinental en vue de reconnaitre les entreprises sociales durables africaines et permettre la commercialisation (et éventuellement l'éligibilité aux programmes et incitations) à travers le continent. • Faciliter l'organisation des acteurs de l'écosystème de secteur, permettant d'augmenter la visibilité des entreprises sociales durables et l'accès à l'information relative aux principaux acteurs d'écosystèmes de secteur.	• Entreprendre une campagne de sensibilisation sur l'investissement d'impact comme concept et sur la pratique de l'investissement parmi les décideurs régionaux et panafricains du secteur public. • Recommander et mettre à disposition un mécanisme efficace pour les praticiens dans l'industrie de l'investissement d'impact (les entreprises sociales durables, les investisseurs et les intermédiaires) dans le cadre des affaires publiques et à des niveaux différents, allant des décideurs locaux jusqu'aux décideurs panafricains. • Améliorer le contrôle des informations statistiques sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique afin de permettre une prise de décision réceptive, fondée sur des données probantes.
Gouvernements Nationaux	• Rehausser/encourager tous efforts existants du gouvernement sous forme de stratégies, politiques et programmes qui ont été conçus pour développer et améliorer l'entrepreunariat, les PME, les entreprises à forte croissance, la recherche et le développement et les systèmes d'innovation. • Développer des politiques et des infrastructures pour soutenir des incubateurs privés, des accélérateurs et autres services de développement des entreprises, conçus pour soutenir les entreprises sociales durables. • Créer et soutenir le développement et l'amélioration des universités, instituts de recherche et parcs scientifiques en appui à la fréquence accrue de la recherche et du développement de l'innovation et de la commercialisation de la propriété intellectuelle qui pourra générer des rendements sociaux, environnementaux et financiers. • Soutenir la recherche en matière de « pipeline», de besoins et de capacité d'absorption des entreprises sociales durables en Afrique.	• S'assurer que les politiques macro-économiques encouragent les investissements et le fonctionnement des marchés financiers qui contribuent également à accroitre la confiance des investisseurs. • Des efforts continuels pour « faciliter la pratique des affaires » au sein et parmi les pays africains, y compris les processus et l'efficacité de l'enregistrement, de la gestion et du développement des entreprises (Il faut également tenir compte des barrières actuelles aux investissements transfrontaliers à travers le marché africain.). • Fournir des incitations fiscales afin d'encourager d'une manière générale les investissements d'impact. Fournir également des incitations pour encourager les investissements d'impact dans les secteurs et les domaines prioritaires. • Développer des systèmes d'avantages fiscaux et des mesures d'assistance pour appuyer et encourager la croissance et le développement d'entreprises sociales durables en dégageant le cash-flow nécessaire. • Identifier les champions inter- départementaux dans les gouvernements nationaux, pour mettre en œuvre les politiques et les pratiques relatives aux investissements d'impact à travers les départements des gouvernements.

frique : Recommandations par Catégorie d'Action et secteur d'Activité

Capacité et Pratique de l'Investisseur	Infrastructure de l'Industrie	Mesure, Pratique et Normes
• Travailler en collaboration avec les investisseurs, les décideurs, les entrepreneurs et d'autres acteurs importants de l'écosystème de secteur, dans le but de clairement définir la pratique de l'investissement d'impact la plus appropriée aux priorités de développement régionales et panafricaines. • Promouvoir et fournir l'accès aux normes et pratiques industrielles (ceci pourrait inclure des initiatives de formation et d'appui). • Favoriser et entreprendre des recherches dans le domaine de la pratique de l'investissement afin d'influencer des efforts de renforcement des capacités. • Développer/soutenir l'élaboration d'un « label» intercontinental en vue de reconnaitre les financements et les plateformes des investissements d'impact (« marchés ») qui respectent les mêmes caractéristiques. • Former des professionnels de l'investissement et développer des forums d'apprentissage afin de démontrer les modèles de bonnes pratiques.	• Recommander et mettre à disposition un mécanisme efficace pour les praticiens de l'industrie de l'investissement d'impact sur les besoins du secteur relatifs au développement approprié des infrastructures.	• Développer/approuver une pratique et des normes cohérentes de l'évaluation d'impact (telles que l'approbation d'un cadre de résultats, comme le « Business Call to Action Results Reporting Framework » - le Cadre du rapport sur les résultats de l'appel à action du secteur privé). • Travailler continuellement afin d'affiner et d'améliorer les normes et les directives (constantes) d'élaboration des rapports mis à la disposition des entreprises sociales durables et des investisseurs d'impact. • Diriger /soutenir la recherche et l'étalonnage industriels rigoureux et réguliers des normes et de la pratique de l'évaluation de l'impact.
• Le cas échéant, développer des modèles de financement novateurs, ainsi que des innovations en vue d'attirer les capitaux du secteur privé ainsi que des aptitudes servant à impacter l'investissement (spécialement, tenir compte de l'entrée des aptitudes et des capitaux dans les domaines nécessiteux clef, mobiliser les investisseurs providentiels et les entreprises capital-risque en soutien aux toutes nouvelles entreprises).	• Le cas échéant, soutenir et créer conjointement avec le secteur privé, une gamme d'instruments financiers (tels que les garanties, les provisions pour premières pertes et autres mécanismes de protections pour pertes, et explorer la nécessité et l'opportunité d'avoir des instruments additionnels de marché tels que les crédits mezzanine et les quasi -fonds propres, etc.).	• Encourager la pratique et l'application des normes d'évaluation de l'impact, favorisées par les réseaux régionaux et le cas échéant les incorporer au sein des conditions des programmes du gouvernement, afin de s'assurer une rationalisation des rapports et de l'information. • Soutenir et contribuer à la recherche et l'étalonnage industriel rigoureux et régulierdes normes et de la pratique de l'évaluation de l'impact.

Acteur	« Pipeline »	Cadre Politique et Réglementaire
Partenaires de Développement	• Mettre à profit les programmes existants qui sont conçus/élaborés pour développer et améliorer l'entrepreneuriat, les PME, les entreprises à croissance rapide, les systèmes d'innovation et de recherche et développement. • Développer et soutenir les incubateurs privés, les accélérateurs et autres services de développement des affaires, conçus en vue d'appuyer l'entreprise sociale durable. • Diriger la recherche et y apporter de l'appui en matière de « pipeline », de besoins et de capacité d'absorption des entreprises sociales durables en Afrique. • Développer et soutenir l'élaboration d'un « label » intercontinental en vue de reconnaitre les entreprises sociales durables africaines et de favoriser la commercialisation (et éventuellement l'éligibilité aux programmes et incitations à travers le continent).	• Recommander des politiques et des structures d'habilitation en vue d'améliorer la confiance des investisseurs, la facilité dans la pratique des affaires, et favoriser les investissements transfrontaliers. • Améliorer le contrôle des informations statistiques sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique, afin de permettre une prise de décision réceptive, fondée sur des données probantes.
Investisseurs	• Utiliser les dons philanthropiques tels que CSI/CSR pour contribuer au renforcement des capacités des entreprises sociales durables, et construire une filière de perspectives d'investissement d'impact.	• Contribuer à la recherche et à l'acquisition des connaissances relatives aux informations statistiques sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique afin de promouvoir une prise de décision réceptive basée sur des données probantes.
Entreprises Sociales Durables	• Accéder aux opportunités de renforcement des capacités fournies par des participants aux autres écosystèmes de secteur. • Contribuer à la connaissance, et à l'information sur l'ampleur, les besoins et la capacité d'absorption des entreprises sociales durables en Afrique, afin de promouvoir des actions éclairées et des efforts dans le cadre du développement de secteur.	• Contribuer à la recherche et à l'acquisition des connaissances relatives aux informations statistiques sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique, afin de promouvoir une prise de décision réceptive basée sur des données probantes.

Capacité et Pratique de l'Investisseur	Infrastructure de l'Industrie	Mesure, Pratique et Normes
• Préconiser des motivations destinées aux investisseurs et une politique globale d'habilitation et un environnement réglementaire. • Développer/appuyer les incitations et modèles financiers novateurs, afin d'attirer les capitaux et aptitudes privés en vue d'influencer l'investissement (tenir compte en particulier de regrouper les aptitudes et le capital dans les principaux domaines de besoin – mobiliser les investisseurs providentiels et les détenteurs de capital risque afin qu'ils soutiennent les toutes nouvelles entreprises). • Développer et soutenir les programmes et les formations conçus pour renforcer le lot de capacités et d'aptitudes relatives aux gestionnaires de fonds d'investissements d'impact en Afrique.	• Recommander/soutenir/ développer une gamme composée de plateformes privées, appropriées et visibles d'investissement d'impact (visant spécifiquement les nouvelles entreprises sociales durables afin d'élaborer un bilan en matière d'entreprises sociales durables en vue de les côter dans une bourse publique). • Partager l'expérience des bonnes pratiques et leçons apprises basées sur l'expérience et les parcours d'essais des partenaires de développement ou sur des plateformes soutenues d'investissement d'impact telles que le Fonds social d'impact des Nations Unies (UNSIF). • Recommander, soutenir et développer une gamme d'instruments financiers africains, (tels que des garanties, des réserves pour premières pertes, d'autres systèmes de protection pour perte ainsi que des structures hybrides et/ou de quasi-fonds propres).	• Encourager, pratiquer et respecter les normes d'évaluation de l'investissement d'impact, encouragées par les réseaux régionaux, et agissant comme un investisseur, s'intégrer dans la pratique d'évaluation. • Soutenir et contribuer à la recherche industrielle régulière et rigoureuse ainsi qu'à l'étalonnage concurrentiel de la pratique et du respect des normes de l'évaluation d'impact.
• Travailler dans le sens de l'amélioration des aptitudes et des capacités en vue de mettre en pratique l'investissement d'impact (participation aux formations, réseaux et partage des connaissances).	• Créer conjointement avec les gouvernements et les partenaires de développement une gamme d'instruments financiers (tels que les garanties, les réserves pour premières perte et autres systèmes de protection pour perte).	• S'engager à mettre en pratique l'évaluation de l'impact et à respecter ses normes conformément aux directives de bonnes pratiques et aux mesures disponibles de vérification et de certification. • Participer à la recherche industrielle et l'étalonnage concurrentiel réguliers et rigoureux de l'évaluation de la pratique et des normes de l'impact.
	• Collaborer avec les réseaux de membres représentatifs; participer aux programmes d'accélérateurs et d'incubateurs y relatif.	• S'engager à mettre en pratique l'évaluation de l'impact et à respecter ses normes conformément aux directives de bonnes pratiques et aux mesures disponibles de vérification et de certification. • Entreprendre une recherche industrielle et un étalonnage concurrentiel réguliers et rigoureux de l'évaluation de la pratique et des normes de l'impact. • Partager l'expérience et les méthodes relatives aux bonnes pratiques dans le domaine de l'investissement d'impact.

Acteur	« Pipeline »	Cadre Politique et Réglementaire
Intermédiaires[190]	• Concevoir et adapter des incubateurs, des accélérateurs et des programmes de soutien au développement des affaires afin de renforcer les capacités des entreprises sociales durables pour qu'elles puissent produire un triple rendement et mettre en œuvre les modèles de bonnes pratiques relatives aux solutions fondées sur le marché et créer des valeurs pour les bénéficiaires. • Développer/soutenir l'élaboration d'un « label » intercontinental pour reconnaitre les entreprises sociales durables africaines et permettre la commercialisation (et éventuellement l'éligibilité aux programmes et incitations) à travers le continent.	• Contribuer à la recherche et à l'acquisition/ renforcement des connaissances relatives aux informations statistiques sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique afin de promouvoir une prise de décision réceptive basée sur des données probantes. • Prendre part aux initiatives et réseaux régionaux afin de contribuer à une politique de développement réceptive et favorable.
Instituts de recherche et Universités	• Inclure un objectif proactif sur la recherche et le développement, sur le développement de la propriété intellectuelle ainsi que sur la commercialisation de produits et services, afin que soient abordés les défis sociaux et environnementaux. • Diriger la recherche sur l'ampleur, les besoins et la capacité d'absorption des entreprises sociales durables afin de permettre des actions éclairées et des efforts dans le développement de secteur.	• Entreprendre des recherches en vue de fournir des informations statistiques détaillées et régulières sur le marché de l'investissement d'impact en Afrique, pour favoriser des prises de décisions réceptives fondées sur des données probantes.

©WORLD BANK/John Hogg

190 Cette catégorie comprend des cabinets de conseil, des organes d'appui au développement d'entreprise tels que des incubateurs, des accélérateurs et autres.

Capacité et Pratique de l'Investisseur	Infrastructure de l'Industrie	Mesure, Pratique et Normes
• Développer des programmes et des formations pour renforcer les capacités et les aptitudes des gestionnaires de fonds du domaine de l'investissement d'impact en Afrique.	• Contribuer à la création conjointe et aux efforts de recherche dans le cadre des plateformes de l'investissement d'impact et des instruments financiers.	• Participer à la recherche industrielle et l'étalonnage concurrentiel réguliers et rigoureux de l'évaluation de la pratique et des normes de l'impact. • Inclure l'évaluation de l'impact au sein des services de développement d'entreprise.
• Publier les informations relatives aux bonnes pratiques appliquées dans le domaine de l'investissement d'impact pour contribuer aux ressources disponibles sur le renforcement des capacités, mises à la disposition des investisseurs d'impact. • Développer des programmes et des formations conçues pour renforcer les capacités et les aptitudes des gestionnaires de fonds du domaine de l'investissement d'impact en Afrique.	• Entreprendre des recherches sur les instruments financiers novateurs et sur les plateformes qui pourraient être utiles au marché africain.	• Entreprendre une recherche industrielle et un étalonnage concurrentiel réguliers et rigoureux de l'évaluation de la pratique et des normes de l'impact.

4 Un Appel à l'Action

Les décideurs politiques et le secteur des affaires en Afrique ont une opportunité unique de renforcer et de développer la pratique de l'investissement d'impact sur le continent. La ratification des Objectifs de développement durable et la troisième Conférence sur le Financement pour le développement d'Addis-Abeba, ont rallié la communauté internationale autour de la construction d'un avenir durable pour les populations les plus vulnérables au monde. Partant des engagements pris de combiner des sources de financement publiques et privées pour financer le développement, les pays africains peuvent stimuler cet élan afin d'atteindre les objectifs de CUA (Agenda 2063), et s'assurer que les priorités de l'Afrique par rapport aux objectifs de développement durable soient remplies. On estime avoir besoin de 2,5 trillions de dollars pour financer la réalisation des Objectifs de développement durable dans les pays en développement [191]. Alors que l'investissement d'impact n'est pas la panacée pour les défis de développement de l'Afrique, la mise en œuvre de solutions basées sur le marché pour aborder les principaux besoins sociaux et environnementaux du continent peut contribuer à la croissance économique du continent et améliorer le développement humain. Avec la croissance de l'intérêt pour l'investissement et les capitaux provenant de sources étrangères et nationales, il est temps pour les dirigeants africains de développer un environnement favorable et de faciliter, à travers des politiques innovantes et des programmes ciblés, les flux de capitaux privés nécessaires pour répondre aux objectifs et priorités ainsi articulés.

Il est nécessaire que l'Afrique fasse de grands efforts pour que la croissance inclusive et le développement durable deviennent une réalité.

Des politiques novatrices et des programmes ciblés, une collaboration et une coordination sont nécessaires pour tirer parti des activités de tous les acteurs aux niveaux national, régional et international.

Les pays africains devraient exploiter le dynamisme mondial de l'investissement d'impact et la ratification des Objectifs de développement durable pour mobiliser des capitaux d'impact nationaux et externe et mettre en œuvre les objectifs de transformation de l'agenda 2063

Sur la base des contraintes et des opportunités présentées dans ce rapport, les recommandations fondamentales de haut niveau en vue, de soutenir le développement du secteur de l'investissement d'impact africain s'énoncent comme suit:

1 **Convoquer une plate-forme de dialogue public-privé (PPD)** pour garantir l'engagement des décideurs et investisseurs africains de faire progresser le secteur de l'investissement d'impact en Afrique, à travers un plan d'action «Investissement d'impact en Afrique » et une feuille de route y relative. Ce PPD devrait également envisager la définition actuelle et les meilleures pratiques de l'investissement d'impact, et discuter des paramètres d'une définition complémentaire pour l'investissement d'impact qui soit pertinente et applicable au contexte africain.

191 Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (2014). *World Investment Report. Investing in the SGDs: An Action Plan*. Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement. Disponible au: http://unctad.org/

2 **Créer un réseau de praticiens d'investissement d'impact africains et décideurs politiques,** afin de plaider en faveur d'une « étiquette » novatrice de l'investissement d'impact, d'un statut juridique et d'une certification pour l'Afrique; de promouvoir le professionnalisme, la formation et les normes en vue d'influencer les réseaux d'investissement d'impact sous régionaux existants. Ceci aidera à promouvoir la collaboration, les meilleures pratiques et le plaidoyer collectif pour des intérêts communs.

3 **Soutenir le développement de l'écosystème du secteur de l'investissement d'impact** dans chaque pays et sous-région, en comprenant les principales lacunes dans chaque contexte et en élaborant des politiques fondées sur des preuves, des programmes et d'autres mesures appropriées, pour faciliter le rôle de chaque acteur dans l'appui à l'écosystème du secteur.

4 **Créer des fonds continentaux ou des fonds pour appuyer les activités ci-dessus**, sur la base de modèles similaires ayant eu du succès dans d'autres régions. Des considérations devraient être faites pour l'extension d'une partie de ces fonds aux fonds de l'investissement d'impact.

5 **Les gouvernements nationaux africains doivent faire des efforts pour créer un environnement politique et réglementaire favorable** afin de faciliter l'avancement de l'investissement d'impact. Cela implique de continuer à travailler en vue d'améliorer en général, la facilité de faire des affaires et également d'améliorer le fonctionnement des marchés financiers. Les gouvernements doivent aussi fournir des incitations et des avantages fondés sur des preuves, non seulement pour encourager l'investissement d'impact dans des zones clés, mais aussi pour soutenir la croissance des entreprises sociales durables et des entreprises inclusives.

6 **Les gouvernements africains sont également encouragés à travailler avec le secteur privé** le cas échéant, en vue de privatiser la provision des services de développement des affaires pour les entreprises sociales durables, et de tirer parti des compétences, des connaissances et du capital du secteur privé, en vue d'appuyer la croissance des entreprises sociales durables.

7 **Les réseaux régionaux d'investissement d'impact** peuvent jouer un rôle fondamental dans la construction de l'infrastructure de cet industrie et de l'ensemble des connaissances, en facilitant le partage des meilleures pratiques et/ou en entreprenant des recherches y relatives. Les réseaux sont également essentiels à la recherche d'une définition du terme «entreprise sociale durable » qui soit pertinente pour le contexte africain, et ils doivent réunir et/ou soutenir le développement d'un –label intercontinental pour l'entreprise sociale durable.

8 **Les partenaires de développement seront principalement appelés à jouer un rôle de plaidoyer et de facilitateur** dans le développement de l'écosystème du secteur d'investissement d'impact en Afrique. Ils seront particulièrement appelés à soutenir le développement d'un label intercontinental de l'entreprise sociale durable et de l'ensemble de la recherche, des connaissances et des meilleures pratiques dans l'industrie. Les partenaires au développement sont également encouragés à soutenir et influencer les programmes existants, afin d'améliorer la capacité des entreprises sociales durables/ entreprises bénéficiaires et de plaider pour un environnement réglementaire et politique favorable et amélioré, dans lequel les entreprises sociales durables fonctionneraient. Dans les milieux où les partenaires de développement ont collaboré pour développer ou soutenir les plateformes d'investissement d'impact et les mécanismes d'investissement connexes, tels que l'UNSIF en Asie, les leçons et les meilleures pratiques devraient y être partagées avec les autres régions dans le but de reproduire des modèles de réussite en Afrique.

9 **Au-delà de leur rôle de faire des investissements dans des entreprises sociales durables, les investisseurs peuvent développer le secteur en travaillant avec d'autres acteurs de l'écosystème du secteur** – notamment les réseaux régionaux et/ou nationaux – en vue d'alimenter la recherche dans le secteur et le développement des meilleures pratiques d'investissement, des mesures d'impact et d'autres domaines. En outre, il est recommandé aux investisseurs de stimuler davantage le déploiement de capitaux d'investissement d'impact en collaborant avec d'autres acteurs pour construire le « pipeline » d'entreprises sociales durables prêtes pour l'investissement et pour développer des instruments d'investissement appropriés, adaptées aux entreprises sociales durables en Afrique.

10 **Dans l'ensemble, les entreprises sociales durables devraient collaborer avec les investisseurs,** régionaux et/ou des réseaux de membres et des intermédiaires en vue de contribuer à enrichir l'ensemble des connaissances et la recherche sur leurs capacités, besoins, défis et meilleures pratiques.

11 **Le rôle principal des intermédiaires est de fournir aux investisseurs et entreprises sociales durables, des connaissances techniques, un encadrement et d'autres soutiens directs.** Il est donc recommandé aux intermédiaires de fournir l'appui technique nécessaire à travers des formations et autres programmes de soutien, et d'entreprendre ou de faire avancer la recherche dans le secteur.

12 **De même, les institutions académiques et de recherche devraient développer principalement l'intelligence nécessaire pour créer un environnement politique et règlementaire approprié,** afin de permettre de faire des investissements appropriés et de commercialiser des produits et services qui répondent aux principaux défis sociaux et/ou environnementaux.

L'investissement d'impact offre une opportunité pour compléter les efforts du secteur public dans la lutte contre les problèmes humains, sociaux et environnementaux. Alors que le marché de l'investissement d'impact en Afrique devient progressivement dynamique, le leadership, la coordination et l'action concertée sont nécessaires à la croissance durable du secteur. Le leadership des gouvernements est en particulier nécessaire pour éliminer les obstacles, renforcer les capacités, catalyser l'activité d'investissement et exploiter la puissance des marchés financiers pour relever les défis sociaux essentiels. L'appui à la mise en œuvre à travers l'assistance technique et les subventions pour cibler les bénéficiaires tels que les PME (en particulier celles qui sont dirigées par les femmes et les jeunes) est une question d'urgence. Collaborer avec le secteur privé, le secteur public et les acteurs sociaux pourrait véritablement améliorer la vie en Afrique.

©WORLD BANK/Georgina Goodwin

5 Annexe 1: Glossaire des Principaux Termes

Le secteur de l'investissement d'impact est par définition assailli par des défis aussi bien au niveau international qu'au niveau africain. Ce rapport comporte la terminologie la plus utilisée afin d'éviter toute confusion dans la mesure du possible. Ci-dessous se trouve la liste des principaux termes utilisés, accompagnée des définitions correspondantes, employées uniquement dans le cadre de ce rapport :

Accélérateurs

Les accélérateurs d'entreprises partagent certaines des caractéristiques des incubateurs d'entreprises, à la différence qu'ils ont tendance à fonctionner sur un calendrier plus intense et plus concentré avec pour objectif de réduire le temps de mise sur marché des produits et services. Ceci signifie que la participation dans des accélérateurs accélère et concentre les délais, avec une participation généralement plus courte (s'étalant souvent sur plusieurs mois) que la participation aux programmes des incubateurs qui dure d'habitude quelques années. En contrepartie de l'expertise et du soutien apportés, les accélérateurs ou leurs parrains prennent une participation minoritaire dans le capital des entreprises participantes. La participation aux programmes d'accélérateurs d'entreprise se termine souvent par une opportunité de présentation aux investisseurs en capital-risque afin d'assurer le prochain financement[192].

> *« Les incubateurs d'entreprises accompagnent les entreprises au cours de leur enfance, tandis que les accélérateurs d'entreprises les accompagnent de l'adolescence jusqu'à l'âge adulte.»*

Fernando Sepulveda, Directeur général de Impulsa, Accélérateur d'entreprise [193]

Financement par Endettement

> *« …Investissement dans l'attente d'un remboursement. Le financement par endettement se fait en général sous forme de prêts garantis ou prêts non garantis, ainsi que sous forme de découvert ou de mécanismes de secours. En général, ceci nécessite que l'emprunteur repaie le montant emprunté avec une forme d'intérêts et quelques fois avec des honoraires agréés.»*

Big Society Capital [194]

Écosystème[195]

> *« L'écosystème implique un réseau complexe de systèmes d'éléments ou d'organismes étroitement liés, qui interagissent continuellement et idéalement se renforcent mutuellement de manière positive.»*

SiMODiSA[196]

192 Linton, I. 2015. *Business Accelerator vs. Business Incubator.* Hearst Newspapers, LLC. Disponible au: http://smallbusiness.chron.com/
193 Sepulveda, F. 2012. *The Difference Between a Business Accelerator and a Business Incubator?* Inc.com Disponible au: http://www.inc.com/
194 Big Society Capital. Glossaire. Disponible au: http://www.bigsocietycapital.com
195 Veuillez s'il vous plait consulter le « Inclusive Business Sector ecosystem- l'écosystème du secteur des entreprises inclusives » pour la définition que donne le PNUD d'un écosystème de secteur, conçu pour soutenir le développement de l'entreprise inclusive.
196 SiMODiSA. 2014. *Accelerating growth of small and medium enterprises in South Africa: Policy recommendations for enhancing the start-up / SME ecosystem in South Africa.* SiMODi-SA, Disponible au: www.savca.co.za

Capitaux ou Fonds Propres

« Participation dans les capitaux propres d'une entreprise. Ceci signifie également, la valeur résiduelle monétaire (dollar) d'un compte d'exploitation d'opérations à terme, étant entendu que sa liquidation s'aligne sur les prix de négociation en cours...les capitaux propres c'est aussi une façon abrégée de désigner le marché des investissements.»

NASDAQ[197]

Garantie

« Présomption d'une responsabilité de paiement de dette ou d'obligation si le débiteur ne respecte pas ses engagements.»

NASDAQ[198]

Entreprises à Croissance Rapide

« Toute entreprise présentant une croissance moyenne annualisée supérieure à 20% par an sur une période de 3 ans, et comprenant 10 salariés ou plus en début de période d'observation. La croissance est alors mesurée en fonction du nombre de salarié et du chiffre d'affaires.»

Commission européenne / OCDE[199]

Entreprises Bénéficiaires d'Investissement d'Impact

Entreprises, organisations et fonds qui ont bénéficié des investissements d'impact en vue de générer activement des rendements sociaux, environnementaux et financiers.

Dans le cadre de ce rapport, nous avons fait référence aux entreprises et organisations qui peuvent être considérées comme des bénéficiaires d'impact comme étant des entreprises sociales durables. Ceci est un terme collectif largement utilisé dans le secteur et qui renvoie à la notion d'entité à but lucratif, non lucratif ou encore hybride. Les bénéficiaires d'impact qui sont financés en premier lieu effectueront aussi en fin de compte des investissements dans les portefeuilles sous-jacents d'autres entreprises qui constitueront à terme des entreprises sociales durables. Une définition plus détaillé de l'entreprise sociale durable est donnée ci-dessous.

197 Glossaire d'investissement du NASDAC. Capitaux propres. Disponible au: http://www.nasdaq.com
198 Glossaire d'investissement du NASDAC. Garantie. Disponible au: http://www.nasdaq.com
199 Organisation de coopération et de développement économique; Commission européenne; Eurostat (2007). *Eurostat – OECD Manual on Business Demography Statistics.* Eurostat Methodologies and working papers. Organisation de coopération et de développement économique; Commission européenne; Eurostat. Disponible au: http://ec.europa.eu/

Investissement d'Impact

« Les investissements d'impact sont des investissements faits dans des organisations, des entreprises et des fonds en vue de générer un impact environnemental et social mesurables en plus des rendements financiers. Les investissements d'impact peuvent être réalisés dans des marchés émergeants et dans des marchés en développement. Ils visent une gamme de rendements allant des taux inférieurs du marché au taux en cours, dépendant des circonstances… »

« Les investissements d'impact peuvent être réalisés à travers des catégories d'actifs y compris les quasi-espèces, les revenus fixes, les capitaux-risque et les capitaux privés ; cette liste n'est pas exhaustive».

The Global Impact Investing Network (GIIN-Le Réseau mondial des investissements d'impact)[200]

Selon le GIIN[201], la pratique d"investissement d'impact est davantage définie par les caractéristiques fondamentales suivantes :

L'Intentionnalité

L'intention fondamentale et explicite est une composante importante nécessaire à la création d'un impact positif social et environnemental c'est-à-dire, qui produit des effets bénéfiques dans la société.

L'Investissement dans l'Attente d'un Rendement

Les investissements d'impact peuvent produire des rendements financiers en plus des rendements sociaux et/ou environnementaux, et un minimum de retour sur capital. Les retours sur investissements d'impact varient des taux inférieurs du marché aux taux de marché ajustés aux risques.

L'Évaluation de l'impact

L'engagement de l'investisseur à mesurer et établir un rapport sur les progrès et performances sociaux et/ou environnementaux des investissements sous-jacents est essentiel pour définir l'investissement d'impact. Mesurer la réalisation des objectifs sociaux et/ou environnementaux aide à assurer la transparence et la responsabilité et, est essentiel pour influencer la pratique.

Financement Mezzanin

« …combine les éléments du capital emprunt et du capital-risque et représentent une alternative financière pratique au cas où le capital emprunt ou le capital-risque n'est pas applicable. L'échéance des intérêts peut être liée aux bénéfices de l'entreprise, tandis que le montant total est repayé après une certaine période ou alors est converti en capital-risque. »

Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social [202]

200 Global Impact Investing Network. 2009 – 2014. *About Impact Investing.* Global Impact Investing Network (GIIN) Disponible au: http://www.thegiin.org
201 Ibid.
202 Schwab Foundation for Social Entrepreneurship. 2013. *Social Investment Manual. An Introduction for Social Entrepreneurs.* Schwab Foundation for Social Entrepreneurship. Disponible au: http://www.weforum.org/

Capitaux Privés/Fonds Propres

Les capitaux privés ou fonds propres sont des dotations du capital-risque par les investisseurs financiers (sur le moyen ou le long terme) aux entreprises qui ne sont pas cotées sur les marchés boursiers publics, en vue de développer les opportunités commerciales et de créer des valeurs. Les investisseurs en fonds propres visent les entreprises à potentiel de croissance élevé [203].

Quasi Fonds Propres

« C'est un investissement hybride de fonds propres et d'emprunt. L'investissement à fonds propre ne serait pas possible si une organisation n'est pas structurée pour émettre des actions. Un investissement à quasi fonds propres permet à l'investisseur de bénéficier des recettes futures d'une organisation, à travers un paiement de redevances qui est un pourcentage fixe des recettes. Ceci est similaire à un investissement à fonds propres conventionnel mais ne nécessitant pas qu'une organisation émette des actions.»

Big Society Capital[204]

Entreprise Responsable

« L'entreprise responsable » est une approche à l'entreprise qui adopte des pratiques commerciales fondées sur l'éthique et la transparence, quant à ses employés, l'environnement et la communauté. Une entreprise responsable s'engage à minimiser tout impact négatif que la pratique pourrait avoir sur l'environnement et la communauté, et intègre la durabilité au sein du fonctionnement de ses affaires[205]. L'entreprise responsable est souvent utilisée parmi des termes similaires tels que la Responsabilité sociale des entreprises (CSR), l'entreprise durable, une approche dite du triple résultat et enfin l'entreprise citoyenne[206].

Investissement Responsable

« L'investissement responsable est une approche à l'investissement qui reconnait explicitement la pertinence/la relation/l'intérêt pour les investisseurs des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ainsi que de la stabilité et de la santé des marchés sur le long terme. Il reconnait que la génération de rendements durables sur le long terme dépend de systèmes sociaux, environnementaux et économiques stables, qui fonctionnent correctement et qui sont bien administrés».

Principes pour l'Investissement Responsable, Nations Unies (UNPRI)[207]

Goût du Risque

« . . . Le goût du risque peut être défini comme la quantité/degré de risque en général qu'une organisation est disposée à prendre dans la poursuite de ses valeurs. En d'autres termes, c'est la quantité totale de l'impact du risque qu'une organisation est disposée à accepter dans la poursuite de ses objectifs stratégiques ».

KPMG[208]

203 European Venture Capital & Private Equity Association (EVCA). 2007. *Guide on Venture Capital and Private Equity for Entrepreneurs: an EVCA Special Report*. November 2007. Disponible au: http://www.evca.eu/
204 Ibid
205 Cranfield University School of Management. *Defining Corporate Responsibility*. Disponible au: http://www.som.cranfield.ac.uk/
206 ibid

Petites et Moyennes Entreprises (PME)

C'est la Commission européenne qui a pour la première fois utilisé l'expression « petites et moyennes entreprises » (PME), et en 1996 a défini une PME comme une organisation employant moins de 250 salariés[209]. Aujourd'hui, l'expression est souvent employée en fonction du contexte national par laquelle les entreprises sont définies en fonction du nombre total de salariés, du chiffre d'affaire ou encore du bilan. Le niveau/la limite/le plafond appliqué pour définir les PME varie énormément au niveau spécifique des pays et à travers les institutions qui ont besoin/nécessitent de définir le terme pour des raisons opérationnelles, telles que les institutions multilatérales. Certains acteurs réduisent davantage la définition en appliquant des limites minimales afin de distinguer les PME des micro-entreprises, qui ont tendance à présenter des caractéristiques différentes.

Finance Sociale

Des mécanismes novateurs pour structurer et utiliser les finances en vue d'aborder un défi social et/ou environnemental et de créer un impact positif. La finance sociale peut comprendre des types de financement sans attente de retour sur investissement tel que des fonds philanthropiques, et peut être constituée entre autres de subventions, de micro-emprunts et d'investissements socialement responsables.

Obligations d'Impact Social

« Une obligation d'impact social est un mécanisme financier dans lequel les investisseurs paient pour une série d'interventions afin d'améliorer un résultat social qui est d'un intérêt social et/ou financier pour un commissaire du gouvernement. Si le résultat social s'améliore, le commissaire du gouvernement repaie les investisseurs pour le montant de leur investissement initial, en plus d'un retour sur capital investi pour le risque financier qu'ils ont pris. Si les résultats sociaux ne sont pas réalisés/satisfaisants, les investisseurs risquent de perdre leurs investissements.

Les obligations d'impact social fournissent des investissements afin d'aborder les problèmes sociaux et cherchent à financer des interventions préventives. Comme telles, elles présentent une opportunité pour apporter du soutien afin d'alléger la pression exercée sur les services d'urgence ».

Finance Sociale UK[210]

Bourse Sociales

Les bourses sociales sont des plateformes commerciales qui permettent aux entreprises sociales de mobiliser des fonds en attirant des investisseurs socialement conscients, et en les convainquant d'investir dans des marchés de capitaux niches[211].

Note de Succès Social

« La note de succès social est un mécanisme financier de rémunération au rendement pour les entreprises sociales, afin d'attirer un capital-investissement important, tout en maitrisant l'échange entre l'impact social et le rendement financier ».

La Fondation Rockefeller[212]

207 PRI Association. No date. *Introducing Responsible Investment.* PRI Association. Disponible au: http://www.unpri.org/
208 KPMG. 2008. *Understanding and articulating risk appetite.* Disponible au: https://www.kpmg.com/
209 Burns, P. 2010. *Entrepreneurship & small business: start-up, growth & maturity. Third edition*. Palgrave Macmillian.
210 Social Finance UK: Services. Social Impact Bonds. Disponible au: www.socialfinance.org.uk
211 Chhichhia, B. 2012. *Social Stock Exchanges: A new instrument in the international development toolkit?* Devex. Disponible au: https://www.devex.com/
212 The Rockefeller Foundation; Our Work. Initiative: Innovative Finance. Disponible au: www.rockefellerfoundation.org

Investissement Socialement Responsable (ISR)

« L'ISR renvoie à des investissements faits à travers une gamme d'industries qui n'endommagent pas la société ou l'environnement. Ils sont identifiés par l'exclusion (« sélection négative ») des entreprises ou industries qui dans le passé, ont fait preuve de mauvaise protection de l'environnement, celles qui ont enregistrées une discrimination entre les employés/salariés, ou encore celles qui vendent des produits aux impacts sociaux négatifs tels que les armes à feu, l'alcool et le tabac ».

Centre pour le Développement Mondial [213]

Développement Durable

Le développement durable a été défini de plusieurs manières, mais la définition la plus utilisée est tirée de l'article : « Our Common Future », également connu sous le nom de Rapport Brundtland[214]:

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Le développement durable comprend deux concepts fondamentaux:

- *le concept de besoin, en particulier, les besoins essentiels de la population mondiale pauvre auxquels une priorité primordiale doit être donnée; et*
- *l'idée de limitations imposées par l'état de la technologie et de l'organisation sociale sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins présents et futurs ».*

L'entreprise Sociale Durable

Les entreprises sociales durables sont des organisations ayant clairement exprimées un objectif fondamental en vue de générer des impacts sociaux et/ou environnementaux positifs et mesurables avec leur rendements financiers. Elles se distinguent par l'usage d'une approche professionnelle dans la réalisation de leurs objectifs sociaux ou environnementaux, elles rapportent/gagnent généralement au moins la majorité de leur revenus, elles ne dépendent structurellement pas des subventions et enfin elles créent des emplois de bonne qualité. Plusieurs d'entre elles utilisent des modèles d'affaire inclusifs afin de réaliser leur impact social. Les entreprises sociales durables peuvent être des organismes à but lucratif, ou non lucratif, ou encore des organismes hybrides qui comprennent en général des mécanismes ou mesures servant à assurer la protection de leur mission[215].

Capital-risque

« Le capital-risque est un sous-ensemble du capital privé ou fonds propres et renvoie aux placements en actions effectués pour le lancement, les premières phases de développent ou l'expansion d'une entreprise. Il met un accent particulier sur les entreprises entrepreneuriales plutôt que sur les entreprises matures ».

Association européenne pour le capital risque[216]

213 Barmeier, J. and Simon, J. 2010. *More than Money: Impact investing for development*. Center for Global Development. Disponible au: http://www.cgdev.org/
214 Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU (1987). *Notre Avenir a Tous*. Oxford: Oxford University Press. Disponible au: http://www.diplomatie.gouv.fr/
215 Adapté de The Impact Trust. 2013. *Recommendations For Amendments to the South Africa Tax Policy and regulatory framework for Small and Medium Enterprises and Social Businesses in South Africa*. The Impact Trust. Disponible au: http://impacttrust.org.za/
216 Ibid

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Une liste préliminaire d'investisseurs, d'intermédiaires et de catalyseurs de marchés est présentée ci-dessous ; elle constitue une partie de l'écosystème du secteur des investissements d'impact en Afrique. Cette liste n'est ni exhaustive ni complète mais elle constitue un premier pas vers l'identification des parties prenantes afin de contribuer à une recherche plus spécifique et plus détaillée des acteurs de l'écosystème de secteur.

Critères de sélection des investisseurs, basés sur les informations contenues dans les sites internet à la disposition du public:

1. **Faire des investissements en Afrique**

2. **Faire des investissements qui produisent des rendements financiers, sociaux et/ou environnementaux.**

3. **Démontrer un engagement vis à vis de l'impact social et/ou environnemental en suivant des mesures d'impact social et/ou environnemental claires, par exemple en utilisant les taux GIIRS, le système métrique IRIS ou d'autres indicateurs/normes.**

Les investisseurs et les acteurs des secteurs d'écosystèmes sont généralement classifiés selon la méthode contenue dans cette annexe.

Principaux Investisseurs Détenteurs d'Actifs

- Institutions financières de développement (IFD)
- Institutions/banques financières diversifiées
- Fondations
- Investisseurs institutionnels (fonds de retraite, sociétés d'assurance)

Gestionnaires d'Actifs

Donner des moyens aux acteurs environnementaux/valeur ajoutée : Académies, instituts de recherche, réseaux, services de conseil non-financiers, incubateurs, accélérateurs, services de vérification et de mesure de l'impact, autorités de régulation et cadres politiques.

©WORLD BANK/John Hogg

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Institutions Financières de Développement (IFD)				
Banque Africaine de Développement (BAD)	La BAD est une institution financière de développement multilatérale qui a été créée dans le but de contribuer au développement économique et au progrès social des pays africains. La BAD est composée de 3 entités : la Banque Africaine de développement, le Fonds Africain de Développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigéria.	La BAD mobilise et alloue à ses pays membres, des ressources destinées à l'investissement, afin de lutter contre la pauvreté à travers le développement économique et le progrès social. Elle fournit également des conseils politiques et de l'assistance technique aux initiatives de développement.	Les opérations de la BAD s'étalent sur plusieurs secteurs : • L'agriculture & l'agro-industrie • Les changements climatiques • La gouvernance économique et financière • L'éducation • L'énergie & électricité • L'environnement • Le genre • La santé • Le développement du capital humain • L'information & la communication technologique • Les infrastructures • Le secteur privé • Le transport • L'approvisionnement en eau et l'assainissement	www.afdb.org
CDC Group plc	Le groupe CDC est l'institution financière de développement du Royaume-Uni, qui dépend du Département pour le Développement International (DFID). Le groupe CDC investit principalement dans les entreprises en Afrique et en Asie du Sud-est. En outre, il apporte son soutien à toute entreprise quelle que soit sa taille c'est-à-dire des entreprises de petite taille aux grosses entreprises.	La CDC fournit le capital sous forme de créance et de capitaux actions. Les investissements sont faits directement et au travers de gestionnaires de fonds, dont les objectifs sont conformes à ceux de la CDC.	La CDC a pour objectif d'investir là où la création d'emploi peut avoir un impact important y compris dans les secteurs suivants: • La manufacture • L'agro-industrie • Les infrastructures • Les institutions financières • La construction • La santé • L'éducation	www.cdcgroup.com

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Institutions Financières de Développement (IFD)				
La Banque européenne d'investissement (BEI)	La BEI est la banque de l'Union européenne. Elle apporte son soutien principalement aux projets qui contribuent à la croissance et à la création d'emploi en Europe. Bien qu'elle opère également dans les autres parties du monde y compris en Afrique.	La BEI offre des capitaux sous forme de prêts, capital-risque, capitaux actions et micro financement.	Les activités de la BEI visent 4 domaines principaux : • Les innovations et les compétences • L'accès au financement pour les petites entreprises • L'action sur le climat • Les infrastructures stratégiques	http://www.eib.europa.eu/
Agence néerlandaise de financement au développement (FMO)	La FMO est une banque néerlandaise de financement au développement qui offre des services financiers aux entreprises, projets et institutions financières en ce qui concerne le développement des marchés.	La FMO offre des financements sous forme de : • Divers types de prêts • Des capitaux actions. • Des garanties Elle offre également, de l'assistance technique et des formations de renforcement des capacités.	Les investissements de la FMO sont principalement axés sur : • Les institutions financières • L'énergie • L'agro-industrie • L'alimentation • L'eau	http://www.fmo.nl/
Le Fonds d'investissement norvégien pour les pays en développement (Norfund)	Le Norfund est le Département norvégien pour le développement international. Il investit dans les entreprises des pays à faible revenu pour promouvoir le développement de l'entreprise et contribuer ainsi à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Le Norfund opère sur le plan géographique en Afrique de l'est et australe, ainsi que dans certains pays spécifiques d'Asie et d'Amérique centrale. Il a pour objectif d'apporter du soutien aux petites et moyennes entreprises.	Le Norfund offre des financements principalement sous forme de capitaux actions, mais aussi sous forme de divers types de prêts. Les investissements ont en général une durée de 5 à 10 ans.	Les secteurs de priorité d'investissement du Norfund sont les suivants : • Les énergies renouvelables • Les institutions financières • L'agro-industrie	http://www.norfund.no/

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Institutions Financières de Développement (IFD)				
Proparco	La Proparco est l'agence française de développement international. Elle investit dans les pays émergents et les pays en développement ainsi que dans certaines parties de l'hémisphère sud.	Les investissements de la Proparco sont sous forme : • D'investissements en capitaux actions • D'une large gamme de prêts • De garanties Elle offre également de l'assistance technique et des formations de renforcement des capacités.	Les investissements de la Proparco sont axés sur : • Les infrastructures à énergies renouvelables • L'agro-industrie • Le secteur financier • La santé • L'éducation	http://www.proparco.fr/site/proparco/Accueil_PROPARCO
Le Fonds d'investissement suisse pour les marchés émergents (SIFEM)	Le SIFEM est l'agence suisse de développement international. Il a pour mission de promouvoir une croissance considérable, durable et à long terme dans les pays en développement et dans les pays émergents. Il est exclusivement axé sur les économies en développement et en transition et n'investit que dans les pays où le Revenu national brut par habitant est en dessous du seuil de graduation de la Banque Mondiale (BIRD).	Le SIFEM investit à travers : • Des fonds de capitaux risque (capitaux -actions à long terme, placés dans des fonds qui contribuent aux PME locales et aux entreprises à croissance rapide) • Des prêts octroyés principalement aux institutions financières telles que les banques locales, les entreprises de crédit-bail, et les entreprises de micro finance. • Des contributions directes aux institutions financières.	Les directives pour les investissements du SIFEM donnent la priorité aux indicateurs suivants: • L'emploi • L'égalité de genre • La formation • La mobilisation du capital local et de l'épargne • La diversification du secteur financier • La diversification du crédit • La construction des institutions • La croissance et l'amélioration de l'entreprise	http://www.sifem.ch/
La Société financière internationale (SFI)	La SFI investit dans les entreprises de finance inclusive. Dans le cadre de cette initiative, elle a mis en place une société de gestion d'actifs. En outre, elle a développé des normes environnementales, sociales et de gouvernance auxquelles doivent se conformer tous ses investissements d'impact.	La SFI investit par le biais de : • Prêts, • Capitaux actions • Financement du commerce • Finance structurée	L'objectif est mis sur les entreprises de finance inclusive avec un accent particulier sur l'accès au financement.	http://www.ifc.org

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Institutions Financières Diversifiées/ Banques				
Le Crédit Suisse	Le Crédit Suisse est une société internationale de services financiers spécialisée dans les opérations bancaires privées, dans la gestion des richesses ainsi que dans la banque d'investissement. Il dispose d'une branche qui offre des services et produits durables sur les thèmes environnementaux et sociaux.	Les services du crédit Suisse varient de la philanthropie aux investissements durables. Les services de philanthropie comprennent les services de conseils sur la stratégie de donation et la gestion de fondations de charité. Le travail effectué dans le cadre de ses investissements d'impact a pour objectif de générer des rendements financiers ainsi que des rendements sociaux et environnementaux. Les services d'investissements durables de la banque comprennent l'identification d'opportunités d'investissement durables à travers des critères ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance).	Pour les investissements d'impact : • La micro finance • L'agriculture durable et le commerce équitable • Les entreprises sociales durables dans les domaines de la santé et de l'éducation • Le financement à la conservation • L'éducation supérieure	https://www.credit-suisse.com/
JP Morgan Chase & Co	JP Morgan est un cabinet international de services financiers spécialisé dans les opérations bancaires commerciales d'investissement, ainsi que dans la gestion d'actifs. Il dispose d'un département financier social dont l'objectif est mis sur les investissements d'impact.	JP Morgan offre des services de conseil en finance et des services bancaires classiques impactant les organisations: • Structurer les investissements d'impact et les valeurs • Placer des fonds d'investissement d'impacts auprès des clients (des personnes privées, des fondations et des investisseurs institutionnels.)	Les investissements d'impact ont pour cible : • Les populations à faibles revenus et les populations exclues • L'agriculture • Les services financiers • La santé	http://www.jpmorganchase.com/

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Fondations				
La Fondation Bill et Melinda Gates Bill	La Fondation Gates est une grande organisation internationale qui a pour but d'améliorer la qualité de vie dans les pays en développement et aux USA.	La fondation offre du soutien financier aux entreprises à caractère social durable, ainsi qu'aux initiatives de développement social par le biais de subventions et d'investissements.	La Fondation vise une large gamme de secteurs en Afrique spécialement : • L'agriculture • Le planning familial • Les services financiers • Le VIH, le paludisme et la polio • L'administration de vaccins	http://www.gatesfoundation.org/
La Fondation Calvert	La Fondation Calvert est une institution financière de développement communautaire qui permet aux investisseurs privés d'effectuer des investissements sociaux et environnementaux. Elle fait des prêts en vue de mettre en place des organisations telles que des fonds d'emprunts, des institutions de micro-finance et des entreprises sociales durables.	La Fondation offre des financements avant le développement ainsi que des prêts pour une durée maximum de 5 ans.	Les priorités de la fondation s'articulent sur les domaines suivants: • L'habitation accessible • L'éducation • La protection de l'environnement • Le commerce équitable • La finance inclusive • Des communautés en bonne santé • La création d'emploi • L'autonomisation des femmes	http://www.calvertfoundation.org/
La Fondation DOEN	DOEN est une organisation qui fournit du financement principalement aux entreprises en phase de démarrage, à travers des subventions, des participations, des prêts et des garanties. La fondation DOEN est active sur le plan international et est engagé dans quelques investissements en Afrique.	La fondation DOEN en général fait des investissements directs sous forme de prêts convertibles. Elle investit également par le biais de fonds d'investissements.	Les domaines prioritaires de la fondation DOEN sont : • La cohésion sociale • Le développement de la coopération • Les droits de l'Homme • La nature et l'environnement	http://www.doen.nl/web/home-1.htm

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Fondations				
La Fondation LGT entreprise philanthropique	C'est un investisseur d'impact, en majorité financé par la famille princière du Liechtenstein, qui apporte son appui aux organisations ayant un impact social et environnemental positif, à travers un capital financier sous forme de capital-actions, crédits ou allocations, de capital intellectuel à travers un soutien étroit et de capital social en favorisant l'accès aux réseaux concernés. La Fondation possède des investissements au Kenya, et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne dans les domaines tels que l'éducation, la santé et l'assainissement, l'agriculture et les forêts, les ressources renouvelables et les TIC.	En majorité les prêts et le capital-actions. Les subventions sont utilisées seulement dans les cas où les modèles basés sur le profit ne sont ni possibles ni raisonnables.	De nombreux secteurs y compris : • Les énergies renouvelables • L'éducation	www.lgtvp.com
La Fondation Lundin	La Fondation Lundin est une fondation privée qui investit dans les PME et entreprises sociales durables variables et accorde des subventions pour permettre aux entreprises et innovations en phase de démarrage de valider les concepts et raffiner les modèles économiques. Ils fonctionnent essentiellement en Afrique, y compris au Botswana, au Burkina Faso, en République centrafricaine en Côte-d'Ivoire, en République Démocratique du Congo, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Mali, en Mauritanie, au Niger et en Zambie.	La Fondation investit du capital risque dans les entreprises sociales durables variables et fournit des subventions d'accélérateurs d'entreprises aux entrepreneurs en phase de démarrage. Elle apporte aussi de l'assistance technique en matière de gestion, de finance, de comptabilité et gouvernance.	La Fondation donne la priorité d'investissement aux secteurs d'activité suivants : • L'agriculture et secteur de la pêche • La finance inclusive • L'accès à l'énergie • La conservation	www.lundinfoundation.org

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Fondations				
Le Réseau Omidyar	Le Réseau Omidyar cherche à promouvoir l'entreprenariat afin de créer des biens pour la collectivité. Il fonctionne comme un investisseur d'impact actif, fournissant de l'appui financier et non-financier aux entreprises émergeantes ainsi qu'aux organismes à but non lucratif.	Le Réseau utilise un modèle flexible de capital qui comprend les investissements d'impact et les subventions.	Le service internet et de téléphonie mobile destinés au consommateur • L'éducation • La finance inclusive • La gouvernance et engagement des citoyens • Les droits de propriété	https://www.omidyar.com
La Fondation Rockefeller	La Fondation Rockefeller est une organisation pionnière dans le domaine de l'investissement d'impact. Elle s'active à développer des infrastructures pour le compte du domaine de l'investissement d'impact. Elle explore les modèles de financement novateurs pour le secteur en vue de pousser les investisseurs institutionnels à investir davantage.	La Fondation octroie des capitaux-risque et travaille sur la base d'un modèle « d'entreprise philanthropique » afin de soutenir les innovations en phase de démarrage. Elle s'active actuellement à développer et à augmenter les obligations d'impact social.	Le travail de la Fondation dans le domaine de l'investissement d'impact a pour objectif l'innovation et la mise en place du secteur de l'écosystème de secteur. Elle est engagée dans une large gamme de domaine d'intervention que sont : • La santé • L'agriculture • Le genre/sexospécificité • L'énergie	https://www.rockefellerfoundation.org
La Fondation Skoll	La Fondation Skoll entretient l'entreprenariat social avec pour objectif d'utiliser des modèles qui peuvent déclencher des changements à grande échelle. Elle s'engage également dans le développement et le renforcement du domaine de l'entrepreneuriat social.	La Fondation offre des subventions afin de soutenir les entrepreneurs sociaux qui ont le potentiel d'augmenter leurs impacts. Elle fournit également « des investissements liés à des programmes » qui octroient des capitaux à un taux inférieur à celui du marché, en utilisant des véhicules d'investissements tels que les emprunts, les garanties et les capitaux-actions.	Les domaines de priorité de la Fondation sont les suivants : • La viabilité environnementale • L'éducation • La santé • Les opportunités économiques • La paix et les Droits de l'Homme • La durabilité des marchés	http://www.skollfoundation.org/

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Principaux Investisseurs				
Fondations				
La Fondation Tony Elumelu	La Fondation Tony Elumelu est une organisation philanthropique africaine qui vise l'appui de l'entrepreneuriat sur le continent en rehaussant la compétitivité du secteur privé. La Fondation est engagée dans les domaines ci-après : l'investissement d'impact, l'octroi de subventions et enfin l'élaboration des politiques.	La Fondation offre un programme d'entrepreneuriat aux start-up africaines. Cette formation comprend le parrainage, la formation professionnelle et l'accès au capital initial. Elle a également mis en place un fond pour l'attribution de subventions et faciliter les investissements au Nigéria et dans les communautés environnantes.	La Fondation apporte de l'appui aux entrepreneurs dans de nombreux domaines que sont : • L'agriculture • Les TIC • Le logement • Les média • L'éducation • Le transport • L'industrie textile • L'industrie de transformation	http://tonyelumelufoundation.org
Gestionnaires d'actifs				
Abraaj Group	Le groupe Abraaj est un investisseur privé en capitaux propres dans les marchés porteurs ; le centre régional du groupe se trouve à Nairobi.	Des transactions de grande envergure en capitaux propres.	Industries à croissance rapide telles que : • Le secteur de la consommation • L'énergie • La finance • Les soins de santé • Le service public	www.abraaj.com
Accion International	Accion est une organisation internationale à but non lucratif dont la vision est de bâtir un monde de finance inclusive. Il investit à travers les programmes suivants: le Accion Gateway Fund, le Accion's Bridge Guarantee Program et le Venture Lab and Frontier Investments Group.	Capitaux propres initiaux, les financements en quasi-fonds propres et les garanties d'emprunt faits à travers son Fonds privé de capitaux propres et son programme de garanties d'emprunts.	Effectue des investissements dans les institutions de micro finance (MFI) et dans les entreprises offrant des produits et services aux marchés situés au bas de la pyramide économique.	www.accion.org/investments
Acumen Fund	Un fond à but non lucratif qui fait des investissements dans des entreprises motivées par la réalisation d'un impact et en phase de démarrage, et recycle les rendements dans de nouveaux investissements. Le Fond a ses activités en Afrique de l'Est et de l'Ouest.	Investissement en dette ou en capitaux propres	Organisations qui donnent un accès abordable aux services suivants : • L'agriculture • L'éducation • L'énergie • La santé • Le logement • L'eau	www.acumenfund.org

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Agri-Vie	Un Fond d'investissement de capitaux privés axé sur l'alimentation et l'agro-industrie en Afrique subsaharienne.	Capitaux privés	Investit en priorité dans les secteurs ci-après : • L'alimentation • L'agro-industrie	www.agrivie.com
AlphaMundi Group Ltd	Investissement d'impact dans des entreprises variables des secteurs du développement humain durable en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie et au Malawi.	Emprunts, capitaux mezzanine et capitaux actions.	• La micro finance • L'éducation accessible • Le commerce équitable • L'agriculture • Les énergies renouvelables	www.alphamundi.ch/index.php/en
Ariya Capital	L'Ariya Capital est une entreprise de capitaux privés et de capital-risque qui vise les investissements durables dans les marchés frontière et les petites et moyennes opportunités de marché. Elle n'investit pas dans les start-up mais peut prendre en considération les investissements dans les entreprises en phase de démarrage.	Capital-risque et capitaux privés	• Les technologies propres • Les télécommunications • Les TIC • L'énergie • Les institutions de micro finance	www.ariyacapital.com
Bamboo Finance	Une entreprise commerciale de capitaux privés spécialisée dans l'investissement dans des modèles économiques dont bénéficient les communautés à faible revenus des marchés émergents.	Capital-risque et capitaux privés	Micro finance et finance inclusive	www.bamboofinance.com

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
BlueOrchard Impact Investment Managers	BlueOrchard gère un Fond de micro finance qui investit dans les institutions de micro finance des marchés frontières et des marchés émergents en vue d'aider les IMF à étendre leurs actions, améliorer la qualité de leurs services financiers et encourager le développement de nouveaux produits tels que l'épargne, l'assurance et les services de paiement.	Emprunts	• Institutions de micro finance	www.blueorchard.com
Catalyst Principal Partners	Catalyst Principal Partners gère un Fond est-africain de capitaux privés qui investit dans les entreprises régionales en pleine croissance. Il effectue également et de manière active, des investissements de remplacement de capital qui sont une solution pour les actionnaires actuels en quête de liquidités.	Il offre des finances mezzanine, des capitaux publics et privés et des emprunts publics à travers plusieurs industries.	Plusieurs secteurs concernés que sont : • Les biens de consommation et le commerce de détail • Les services financiers et commerciaux • Le traitement de produits industriels, transformés et à valeur ajoutée. • La technologie et les télécommunications	www.catalystprincipal.com
Developing World Markets (DWM)	Gestionnaire d'actions et banque d'investissement		Les Institutions de finance inclusive (IFIN) y compris: • Les institutions de micro finance • Les institutions créancières de PME • Les institutions prêteuses de financement pour logements accessibles • Les institutions prêteuses de financement pour éducation • Les fournisseurs de services de banque mobiles	www.dwmarkets.com

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
DOB Equity	DOB Equity investit le capital de croissance dans des entreprises africaines durables en matière de financement.	Capitaux	Plusieurs secteurs y compris : • L'agro-industrie et l'alimentation • Les ressources naturelles • La vente au détail et la distribution • Les déchets • L'eau • L'énergie • Les services de distribution de téléphonie mobile • Le transport • Les médicaments vétérinaires • L'énergie propre	www.dobequity.nl
Gawa Capital	GAWA Capital apporte du conseil à deux fonds: le GAWA Microfinance Fund et le Global Financial Inclusion Fund, qui gèrent les capitaux en vue de soutenir la croissance des entreprises sociales durables dans les marchés sous-servis. Il compte neuf investissements en Amérique latine, en Aise et en Afrique subsaharienne dont l'un des pays concerné est le Ghana.	Emprunts	Services de finance inclusive.	www.gawacapital.com
Good Capital LLC	Good Capital gère le Fond de développement pour les entreprises sociales durables qui fournit du capital de croissance et de l'expertise aux entreprises sociales durables en phase de développement. Il fournit du capital humain et du capital financier aux organisations à but non lucratif et aux organisations à but lucratif à travers le monde.	Capital risque	Plusieurs secteurs concernés que sont : • Le commerce équitable • Les soins de santé • L'éducation • La finance inclusive	www.goodcap.org

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Grassroots Business Fund	Un modèle hybride de structure à but lucratif et non lucratif, s'associant avec des enterprises afin de leur fournir du capital-investissement à long terme et des services de conseil en économie.	Capitaux, capitaux mezzanine, emprunts mezzanine et investissements d'emprunts directs.	Les investissements en Afrique comprennent : • L'agriculture • L'agro-industrie • L'énergie	www.gbfund.org
Gray Ghost Ventures (GGV)	GGV a pour but d'apporter ses services aux communautés à revenu faible des pays en développement, à travers des investissements à but lucratif dans des entreprises en exploitation, le développement de l'écosystème de secteur et le renforcement des capacités.	Le capital-risque et les capitaux privés gérés à travers trois Fonds pour investir le capital-risque dans des entreprises en phase de démarrage dans des marchés émergents.	Plusieurs secteurs concernés y compris : • Les TIC • Les technologies propres • Les autres technologies ayant fait leurs preuves	www.grayghostventures.com
GroFin	GroFin est une entreprise de développement et de financement de PME qui offre une combinaison d'assistance en capitaux-risque et en développement d'entreprise aux petites entreprises en pleine croissance d'Afrique et du Moyen-Orient.	Capitaux privés	Une série de secteurs concernés y compris : • L'agriculture • Le logement	www.grofin.com
Heart Capital	Heart Capital est une entreprise d'investissement d'impact qui forme des centres d'innovations sociales. L'entreprise est active dans les municipalités d'Afrique du Sud.	Capital-risque et capital initial destiné aux entreprises sociales durables à croissance rapide et dont l'impact est élevé.	Plusieurs secteurs concernés y compris : • L'entrepreneuriat • La sécurité alimentaire • L'autonomisation économique • La protection de l'environnement	www.heartcapital.co.za

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Ignite Fund	The IGNITE Fund investit dans des petites entreprises en phase de croissance (PECs) dans les États fragile affectés par les conflits. Le Fonds est actif au Burundi, en Côte-d'Ivoire, en Lybie, au Libéria, au Mali, au Rwanda, au Sud-Soudan et en Somalie.	Il fournit de petits emprunts commerciaux, soutenus par sa garantie de risque partielle et ses investissements conjoints, à travers les institutions de financement local; fournit également des services de conseil et d'incubation d'entreprises.	Une série de secteurs y compris: • Les soins de santé • L'agriculture • Le tourisme • La vente au détail	www.ignite-fund.org
Injaro Agricultural Capital Holdings Ltd.	Injaro effectue des investissements dans des petites et moyennes entreprises, le long de la chaine de valeur agricole, dans des pays précis d'Afrique de l'Ouest. Injaro est une entreprise privée constituée selon la réglementation de l'État de l'île Maurice et est dirigée par Injaro Investments Limited ("IIL").	Emprunt, quasi-fonds propres et fonds propres.	• L'agriculture • L'agro- industrie	www.iachl.com
International Housing Solutions (IHS)	IHS est une organisation de capitaux privés axée sur le développement de logements résidentiels. L'entreprise investit dans des projets de logement accessibles financièrement, centrés sur les communautés en Afrique du Sud et dans les pays voisins.	IHS est le gestionnaire de fonds d'un Fond de capitaux privés datant de 10 ans, valant plus de R1.9 milliards, qui est actif depuis 2007. IHS est associé aux institutions financières, à des promoteurs immobiliers, à des groups de capitaux privés et à des autorités des gouvernements locaux afin de promouvoir des financements en fonds propres pour les projets résidentiels.	• Logements financièrement abordables	www.ihsinvestments.co.za
Invested Development	Invested Development est un organisme de gestion d'investissement d'impact qui vise les entreprises sociales durables à but lucratif et en phase initiale, possédant une solution technologique novatrice pour les populations sous-servies. Il est actif en Afrique subsaharienne.	Son Fond BSP est un fond de capitaux à stade initial.	Une série de secteurs concernés y compris : • Les TIC/Mobile • Les énergies alternatives • La technologie agricole	www.investeddevelopment.co

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Investisseurs & Partenaires (I&P)	I&P est un groupe d'investissement d'impact destiné aux petites et moyennes entreprises, en Afrique subsaharienne. Depuis sa création, I&P a investi dans plus de 50 entreprises dans 15 pays Africains.	Fournit des financements, des conseils et de l'assistance technique.	Petites et moyennes entreprises orientées vers la croissance.	www.ietp.com
LeapFrog Investments	Un fonds à but lucratif qui investit dans les entreprises orientées vers les services financiers pour le consommateur des marchés émergents en Afrique et en Asie.	Capital emprunt	Investit dans les entreprises de services financiers, surtout dans des entreprises fournisseuses d'assurance. Il s'intéresse aux entreprises qui tombent dans l'un de ces trois groupes d'entreprises : a) les institutions financières, b) les distributeurs de produits financiers ou alors c) les facilitateurs de services financiers tels que des plateformes d'administrateurs ou de technologie.	www.leapfroginvest.com
Mergence Investment Managers	Mergence est une entreprise de gestion d'actifs qui offre des services de gestion d'actifs à des clients situés en Afrique du Sud. Ces services sont par exemple : des fonds de retraite, les agences du gouvernement, les fonds des gestionnaires de fonds. Elle vise les investissements socialement responsables et les investissements d'impact.	Mergence aborde les questions d'ESG dans leurs investissements. Elle est classée comme GIIRS et intègre l'évaluation de l'impact dans ses processus d'investissement.	Plusieurs secteurs concernés y compris : • Les propriétés d'infrastructure dans les zones rurales. • Le logement • L'énergie renouvelable • La création d'emploi • L'entreprise de développement • Le transport	http://www.mergence.co.za/

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
MicroCredit Enterprises	Cet unique modèle garant de MicroCredit Enterprises utilise le capital financier et un bon crédit d'individus et d'institutions fortunés pour garantir les microcrédits menant ainsi aux communautés durables. Il a émis des emprunts aux IMF sur 4 continents	Les garanties d'emprunt	• Les institutions de micro finance	www.mcenterprises.org
Microvest Capital Management	Microvest Capital Management est un intermédiaire de mobilisation du capital pour les institutions financières à faible revenus, y compris les institutions de micro finance. Il investit des capitaux dans les marchés où les populations ne bénéficient pas ou peu de services bancaires, et donne l'accès aux services financiers pour promouvoir les communautés de classe moyenne.	Emprunts privés et capitaux propres	Les institutions financières qui servent les micros, les petites et les moyennes entreprises.	www.microvestfund.com
Moringa Partnership	Le Moringa Partnership est le conseiller d'investissement de Moringa SICAR, SCA (le Fond Moringa.)	Investissements en capitaux et en quasi-fonds propres ainsi qu'assistance technique.	• L'agroforesterie	www.moringapartnership.com

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Novastar Ventures Limited	Novastar est un catalyseur d'entreprises qui assiste les entrepreneurs qui conçoivent et exécutent des modèles d'innovation économique afin de servir de manière bénéfique, le marché de masse potentiel de l'Afrique de l'Est.	Capital risque	Plusieurs secteurs concernés y compris : • Les TIC • L'agriculture • Les énergies renouvelables • L'éducation • Les produits des artisans	www.novastarventures.com
Oikocredit	Oikocredit est une coopérative internationale et un investisseur social fournissant des financements au secteur de la micro finance, aux organisations de commerce équitable, aux coopératives, aux coopératives agricoles et aux petites et moyennes entreprises.	Emprunts et capitaux propres	Plusieurs secteurs concernés y compris : • La micro finance • Le commerce équitable • L'agriculture	www.oikocredit.coop
Pearl Capital Partners	Une entreprise spécialisée dans les investissements agricoles qui investit dans les agro-industries de petite et moyenne taille en île Maurice, en Ouganda, et au Kenya. Il comprend deux fonds que sont : l'African Agricultural Capital Fund et le African Seed Investment Fund.	Capitaux, quasi-fonds propres, Investissements en fonds propres et investissements d'emprunts.	• L'agriculture	www.pearlcapital.net
Persistent Energy Partners	PEC investit dans des entreprises d'incubateurs avec une approche commerciale qui est de fournir des services propres d'énergie de base, aux clients à revenus faibles d'Afrique subsaharienne.	Fonds propres et assistance technique.	• L'énergie proper	www. persistentenergypartners.com

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Phatisa Fund Managers Limited	Phatisa est un gestionnaire de fonds de capitaux privés qui investit à travers l'Afrique subsaharienne. Il gère deux fonds de secteurs spécifiques que sont : l'African Agriculture Fund (AAF) et le Pan African Housing Fund (PAHF).	Capitaux privés	• L'agriculture • Le logement	www.phatisa.com
Photovoltaic Market Transformation Initiative (PVMTI)	Financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et dirigé par la Société Financière Internationale (SFI) le PVMTI est une initiative de 30 millions de dollar, conçue pour accélérer la commercialisation durable et la durabilité financière des services de l'énergie basés sur la technologie électrique solaire en Inde, au Kenya et au Maroc.	Emprunts, capitaux propres, garanties et assistance technique.	• L'énergie renouvelable • Les TIC	http://www.ifc.org/wps/wcm/
REGMIFA (Régional Micro SME Investment Fund for SSA)	REGMIFA est un véhicule financier qui favorise les micros, petites et moyennes entreprises (MSMEs) dans 18 pays de l'Afrique sub-saharienne.	Financement par endettement, plans de garantie et support technique.	Refinancement, institutions de micro finance réglementées et non réglementées, banques commerciales locales et autres institutions de financement qui servent les MSMEs.	www.regmifa.com

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
responsAbility Investments AG	responsAbility est une entreprise d'investissement social qui octroie du financement aux entreprises non cotées disposant de modèles économiques, qui visent les populations dont les revenus sont les plus bas. Les gestionnaires d'actif sont spécialisés dans les secteurs de développement des économies émergentes y compris la finance, l'agriculture, l'énergie les soins de santé et l'éducation.	Emprunts et fonds propres	Plusieurs secteurs concernés que sont : • La micro finance • Le financement des PME • Le commerce équitable • Les média indépendants	www.responsability.com
Root Capital	Un fonds d'investissement social à but non lucratif qui génère la prospérité rurale dans les régions pauvres et vulnérables sur le plan environnemental, d'Afrique et d'Amérique latine. Root Capital a commencé ses activités en Afrique en 2005 en octroyant des crédits à plusieurs coopératives dans le domaine de la culture du café. L'Afrique de l'Est constitue aujourd'hui le plus grand portefeuille de Root Capital en Afrique avec des clients dans le domaine du café et dans d'autres domaines en pleine croissance, y compris celui du cacao, des noix, du miel des légumes frais et des épices.	Prêts de capital, formations financière et renforcement des connections de marché pour les petites entreprises agricoles en phase de croissance.	L'agro-industrie.	www.rootcapital.org
Sarona Asset Management	Sarona est une entreprise de capitaux privés associée aux gestionnaires de fonds locaux, en vue d'étendre le capital de croissance aux entreprises en phase d'expansion dans les marchés de frontière et émergents.	Capitaux privés	Il investit dans les entreprises de taille moyenne à travers l'Afrique, visant principalement les secteurs qui serviront la classe moyenne en pleine croissance.	www.saronafund.com

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Social Venture Capital Fund (SOVEC)	SOVEC est un fond qui investit dans l'entrepreneuriat local et dans les PME. Ses activités sont concentrées dans les pays ci-après : le Ghana, le Zimbabwe et le Kenya.	Capital-risque	Plusieurs secteurs concernés que sont : • Le logement • La santé • L'éducation • L'énergie durable	www.sovec.nl
Symbiotics	Symbiotics, est une société d'investissement spécialisée dans la finance émergente, durable et inclusive et qui offre des services de recherche de marché, conseils en placement et de gestion d'actifs. Symbiotics est spécialisée dans l'investissement de la micro-finance et des services d'investissement d'impact pour les PME.	Investissement en micro finance y compris Fonds à Revenu Fixe investis en titres de créance Fonds mixtes investis dans la dette et les capitaux propres Fonds d'actions investis dans des instruments et Des garanties actions. Gestionnaire de fonds du Fonds d'investissement REGMIFA MSME	• La microfinance • L'alimentation & agriculture • Le logement • L'énergie	www.symbioticsgroup.com
Terra Global Investment Management	Terra Global facilite les marchés et l'approche au paiement basée sur le résultat en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effets de serre des forêts et des exploitations agricoles, bénéfiques pour les communautés. Il offre des analyses des émissions de gaz à effet de serre des forêts et des exploitations agricoles, des conseils, de la finance de l'expertise technique et de l'investissement de capital.	Le Fond Terra Bella est un fond de frontière de capitaux privés qui fournit du capital de financement aux projets en phase de démarrage.	Environnement et énergie verte. Investit dans les communautés des pays en développement où les projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre des forêts et des exploitations agricoles ont un grand impact.	www.terraglobalcapital.com
The Investment Fund For Health In Africa	Un fond de capitaux privés dédié aux petits et moyens investissements des sociétés privées de soins de santé en Afrique.	Capitaux propres	Sociétés de soins de santé	www.ifhafund.com

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Treetops Capital	Le Treetops Capital est un gestionnaire mondial d'investissements d'actifs agricoles et d'immobilier écologique. Le Treetops dirige aussi conjointement un Fonds.	Emprunts, financement en fonds propres et financement mezzanine.	Plusieurs secteurs concernés que sont : • L'agriculture durable • L'immobilier écologique • La micro finance	www.treetopscapital.com
Triodos Investment Management	Triodos Investment Management dirige 18 fonds d'investissements durables.	Financement par endettement et financement en fonds propres.	Plusieurs secteurs concernés que sont : • Le climat et l'énergie • La micro finance • Le commerce durable • L'alimentation et l'agriculture durables • Les arts et la culture • La viabilité immobilière	www.triodos.com/en/investment-management
UFF Management	UFF est une entreprise de gestion d'investissements axé sur le développement de l'agriculture en Afrique. UFF agit comme le conseiller en investissement consacré à Futuregrowth Asset Management pour le Fond Old Mutual African Agricultural Fund et le Futuregrowth Agri-Fund (SA). Le Old Mutual African Agricultural Fund (SICAV) investit dans les terres arables et les infrastructures y relatives.	Non spécifié	Plusieurs secteurs concernés que sont : • Le développement et la conservation des terres • L'emploi • La propriété de la Communauté • L'éducation • Les soins de santé • Le logement, • La sécurité alimentaire • Les reformes environnementales	www.uff.co.za
Unique Venture Capital (UVC) Management Company Limited	UVC est une entreprise privée d'investissement de capital risque visant les PME, mise en place par 5 banques nigérianes principales. Elle dirige deux fonds et octroie du financement et des conseils aux PME du Nigéria, du Libéria et de la Sierra Leone.	Capital risque	Plusieurs secteurs concernés que sont : • L'agriculture • Les mouvements des liquidités • Les loisirs et le tourisme • L'industrie de la transformation	www.uvcmc.com

6 Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Gestionnaires d'actifs				
Vital Capital	Vital Capital est un fond de capitaux privés qui donne la priorité aux investissements produisant des rendements financiers et améliore la qualité de vie des communautés en Afrique subsaharienne.	Vital capital octroie des investissements en capitaux privés et entreprend des évaluations détaillées avant les investissements ainsi que des évaluations et contrôles après les investissements.	Le fond est principalement axé sur le développement des infrastructures y compris: • Le logement des communautés urbaines • L'agriculture • Les énergies renouvelables • L'eau • L'éducation • Les soins de santé	http://www.vital-capital.com/
Willow Impact Investors	Willow Impact Investors est une entreprise d'investissement d'impact qui dirige et fournit des services de conseil aux entreprises sociales durables, aux PM, et aux fonds d'impact social. Il mène ses activités principalement en Afrique du Nord et de l'Est.	Il offre aux entreprises en phase de croissance l'accès au capital, à l'expertise, aux services de développement économique et de réseau.	Plusieurs secteurs concernés que sont : • L'éducation • La santé • L'alimentation et l'agriculture • Le développement des communautés • L'environnement • La réduction de la pauvreté	www.yunussb.com
Acteurs des écosytèmes du secteur				
Accélérateurs				
Yunus Social Business (YSB)	Yunus Social Business est un accélérateur social d'entreprise qui incube et finance les entrepreneurs locaux motivés par la réalisation de l'impact. Il fait de la prospection, parraine et fournit du capital pour la création d'entreprises sociales. Il mène actuellement ses activités en Ouganda.	YSB identifie les entrepreneurs potentiels et leur offre des services de conseil et d'encadrement ainsi que des options financières. Il offre des prêts à taux bonifiés sur le long terme, avec des conditions inférieures à celles des taux du marché et des délais de grâce allant jusqu'à deux ans.	Le portefeuille actuel de YSB comprend sur le plan mondial sept entreprises sociales dans différents secteurs.	www.yunussb.com

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Sector ecosystem actors				
Services de conseils non-financiers				
The BiD Network	Le BiD Network a pour but d'armer les PME à croissance rapide des marchés émergents avec le capital et la connaissance. Il offre du soutien dans le rapprochement des investisseurs et des entrepreneurs.	Le BiD Network offre aux entrepreneurs des services de formation, d'encadrement et de rapprochement ainsi qu'un portail en ligne pour les compétitions de business plan et les programmes d'appui. Les investisseurs sont capables de se mettre en contact avec un pool de bénéficiaires potentiels d'investissements présélectionnés, disposant de plans de business plan de haute qualité.	Plusieurs secteurs concernés que sont : • L'énergie propre • L'eau • L'agriculture • L'alimentation	www.bidnetwork.org
Dalberg Global Development Advisors	Dalberg est une entreprise de conseils en stratégie qui travaille en collaboration avec des clients en vue de développer au maximum leur impact social. Ses projets s'étalent dans 26 pays en Afrique.	Dalberg offre des services personnalisés dans chacun de ses domaines d'activité. Ses services d'accès à la finance comprennent : • L'identification de stratégies d'investissement • Le développement de mécanismes de financement novateurs • Le rapprochement des entrepreneurs et du capital -investissement • Le développement des stratégies d'entrée sur le marché • La catalyse des secteurs sous-servis	Plusieurs secteurs concernés que sont : • L'accès au financement • L'agriculture et la sécurité alimentaire • Les conflits, les Droits de l'Homme et l'aide humanitaire • L'innovation et la conception • L'éducation et l'emploi • L'énergie et l'environnement • La sexospécifité responsable • La santé mondiale • Les TIC et mobile pour le développement • La croissance inclusive • La stratégie et la performance	http://www.dalberg.com

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Sector ecosystem actors				
Services de conseils non-financiers				
Enclude Solutions	Enclude est un cabinet de conseil qui offre des solutions de renforcement de capacité dans le domaine de la finance inclusive et de la pratique économique durable pour les investisseurs institutionnels. Il offre également des services de conseil relatifs au capital et des levées de capitaux (emprunts et fonds propres). Il mène ses activités en Afrique subsaharienne ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	Les services de solution sur le renforcement de capacités d'Enclude Solutions assistent les institutions financières et les organisations des secteurs public et privé à identifier, tirer profit et financer les opportunités en vue d'augmenter la croissance et la durabilité. Le service de conseil en matière de capital d'Enclude Solutions mettent les clients en contact avec l'es opportunités de capital dont ils ont besoin pour financer leur croissance et mettent également en contact les investisseurs public, privé et philanthropiques avec les opportunités d'investissement inclusif.		www.encludesolutions.com
Endeavor Global	Endeavour Global est un cabinet de conseil qui soutient les entrepreneurs en vue d'augmenter leurs talents et leur accès au capital et aux marchés.	Endeavour Global offre aux entrepreneurs à fort potentiel d'impact et aux PME, des conseils en stratégie, de l'encadrement et du parrainage, du développement des compétences en matière économique, des opportunités de prises de contact et l'établissement des marchés.		http://www.endeavor.org/
Impact Amplifier	Impact Amplifier est un cabinet de conseil dont l'objectif est d'accélérer la croissance et le financement des entreprises africaines à fort potentiel d'impact.	Impact Amplifier apporte de l'assistance aux entreprises sociales durables, en vue de les préparer à recevoir des investissements et de ce fait, faciliter leur accès au capital. Le cabinet offre également des services de prospection et de vérification préalable aux investisseurs d'impact.		http://www.impactamplifier.co.za/
LifeCo UnLtd South Africa	LifeCo UnLtd South Africa est une organisation à but non lucratif qui a pour objectif d'identifier les entrepreneurs sociaux d'Afrique du Sud et de leur apporter du soutien.	LifeCo UnLtd offre toute une série de services d'appui aux entrepreneurs y compris : • Les formations et ateliers • L'incubation d'entreprise • L'investissement		http://www.unltdsouthafrica.org/

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Sector ecosystem actors				
Services de conseils non-financiers				
Open Capital Advisors	Open Capital offre des services de conseil et de gestion en vue de soutenir la croissance des entreprises africaines durables. Le cabinet travaille aussi bien avec les entreprises établies qu'avec les start-up.	Open Capital fournit aux entreprises un appui intense dans le domaine de la stratégie, des systèmes de gestion interne et de recherche de financement. Il offre également pour les investisseurs, les multinationales et les donateurs, un appui dans le domaine de la gestion des portefeuilles, de l'évaluation des marchés et de la stratégie de développement.		http://opencapitaladvisors.com/
Shell Foundation	La Fondation Shell est une entreprise indépendante philanthropique de charité, qui offre une gamme de services d'appui financiers et non-financiers, en vue de créer de manière conjointe de nouvelles entreprises sociales durables à travers de grands partenariats.	Le travail de la Fondation est d'identifier les défaillances des marchés et les solutions potentielles fondées sur les marchés. Elle offre des appuis et financements de démarrage aux entrepreneurs sociaux, en vue de créer de nouvelles organisations ayant un potentiel de développement. Elle fournit aussi de l'assistance technique dans le domaine de la gouvernance et des opérations économiques afin de préparer les entrepreneurs aux investissements traditionnels.	La priorité de la fondation est d'améliorer les domaines suivants: • L'accès à l'énergie, • Le transport durable • La création d'emploi • Les chaines logistiques durables	www.shellfoundation.org
Social Enterprise Academy South Africa	La « Social Enterprise Academy South Africa » adapte l'apprentissage et le développement pour les personnes qui travaillent en vue d'obtenir un rôle de leader dans l'économie sociale. Leurs programmes encouragent l'innovation et la créativité en donnant la priorité au développement personnel des participants comme entrepreneurs leaders.	L'Organisation offre des programmes allant du niveau préliminaire au niveau avancé dans les domaines du leadership, d'entreprise, de l'apprentissage et de l'impact social. Les programmes sont composés d'une série d'ateliers qui durent de 1 à 10 jours.		http://www.sea-africa.org/

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Sector ecosystem actors				
Services de conseils non-financiers				
Technoserve	Technoserve est une organisation à but non-lucratif qui élabore des solutions économiques en vue de réduire la pauvreté en établissant un lien entre les personnes, les informations, le capital et les marchés. Ceci fonctionne bien et permet aux individus et aux entreprises de trouver des solutions aux défaillances du marché.	Technoserve mène ses activités à travers : • Le développement des capacités des individus et des communautés en matière économique et de compétence agricole. • L'établissement d'un lien entre les entreprises, les exploitations agricoles et le capital, les réseaux et les fournisseurs. • La recherche de solutions relatives aux questions d'efficacité des marchés à travers l'élaboration des politiques et les incitations.	Principalement les ressources agricoles et naturelles.	http://www.technoserve.or
Académique				
Bertha Centre for Innovation and Social Entrepreneurship (Graduate School of Business, University of Cape Town)	Le Centre Bertha est un centre académique au sein de l'École Supérieure de Commerce de l'Université de Cape Town, dédié à l'innovation sociale et l'entrepreneuriat en Afrique.	Le Centre Bertha vise le secteur privé et les partenariats publics-privés (PPP) dans le domaine de l'éducation, de l'innovation, des soins de santé inclusifs, de la finance novatrice et des voies de développement avec un intérêt marqué en Afrique. Le Centre a intégré l'innovation sociale dans le programme scolaire, attribué des bourses d'étude aux étudiants africains et expérimenté des solutions novatrices telles que les obligations d'impact social, et le franchisage social.		http://www.gsb.uct.ac.za/s.asp?p=389
Lagos Business School (LBS), Kenya	Le LBS est une école de commerce abritée par la Pan-Atlantic University à Lagos, au Nigéria. Elle offre de nombreux programmes de MBA.	Le LBS promeut activement l'investissement d'impact et cherche à mettre en place un centre d'investissement d'impact. Elle organise une compétition annuelle sur les Business Plan dans le domaine de l'investissement d'impact.		http://www.lbs.edu.ng/

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Sector ecosystem actors				
Académique				
Strathmore Business School (SBS), Kenya	SBS est une école de commerce située à Nairobi, au Kenya qui offre de nombreux programmes de MBA et de Maîtrise en gestion publique et en gestion des soins de santé.	SBS promeut activement l'innovation sociale et l'entrepreneuriat social et a accueilli de nombreux évènements dans ces domaines. Elle participe aussi à un programme sur l'impact des leaders économiques afin d'encourager les jeunes professionnels dans des carrières de l'entreprise sociale durable.		http://www.sbs.strathmore.edu/
Réseaux				
Aspen Network of Development Entrepreneurs (ANDE)	ANDE est un réseau mondial d'organisations qui apporte de l'appui à l'entrepreneuriat dans les marchés émergents, à travers l'expertise financière, éducationnelle et commerciale.	ANDE offre un espace de prise de contact à ceux qui travaillent dans le domaine de l'entrepreneuriat dans les pays en développement. Leur domaine d'activité couvre le plaidoyer et l'éducation, les opportunités de financement et les ressources, le partage des connaissances, le système de mesure et l'évaluation, la recherche et la formation.		www.aspeninstitute.org
Global Impact Investing Network (GIIN)	Le GIIN est une organisation à but non lucratif consacrée à l'augmentation de l'efficacité et l'accroissement du développement de l'investissement d'impact.	Le GIIN a pour but de bâtir les infrastructures nécessaires au soutien d'un environnement d'investissement d'impact prospère. Le réseau offre des ressources et s'engage dans les activités et la recherche, en vue de promouvoir l'investissement d'impact et d'attirer davantage de capitaux-investissements dans le secteur.		http://www.thegiin.org

Annexe 2: Sélection d'Investisseurs d'Impact et de Promoteurs d'Ecosystèmes du Secteur de l'Investissement d'Impact en Afrique

Organisation	Aperçu (Étape et type d'Investissement si Disponible)	Produits et Services Concernés	Secteurs/Industries	Site Internet
Sector ecosystem actors				
Réseaux				
Southern African Impact Investing Network (SAIIN)	Le SAIIN a pour but de promouvoir le concept et la pratique de l'investissement d'impact en Afrique australe, et de contribuer au développement d'un écosystème du secteur de l'investissement qui apportera de nouvelles idées et sources de capital aux défis de développement.	Le SAIIN accueille une conférence annuelle sur l'investissement d'impact en Afrique australe conjointement avec des organisations partenaires.		http://www.thegiin.org
Évaluation et Accreditation				
Global Impact Investing Rating System (GIIRS)	Le GIIRS est un système de notation pour la mesure de l'impact dans le secteur de l'investissement d'impact.	Le système de notation du GIIRS utilise un ensemble de normes du système métrique. Il fournit des notations comparables de la performance sociale et environnementale d'une entreprise sociale ou d'un fonds social.		http://b-analytics.net/giirs-ratings

7 Liste de Références

Africa Global Funds (2014). *CDC backs two Africa funds.* Africa Global Funds. Disponible au: www.africaglobalfunds.com

L'Agence internationale de l'énergie (2014). *Africa Energy Outlook. 2014. Energy in Africa Today.* L'Agence internationale de l'énergie. Disponible au: http://www.iea.org/

Aissa, M; Mubila, M; Lufumpa, C. Banque africaine de Développement (2011). *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa.* Banque africaine de Développement. Disponible au: www.afdb.org

Allen, F; Otchere, I; Senbet, L. (2010). *African Financial Markets: A Review.* The Wharton School, Université de Pennsylvanie. Disponible au: www.fic.wharton.upenn.edu

Ashiagbor, D; Casy, M; Satyamurthy, N. (2014). *Pension Funds and Private Equity: Unlocking Africa's Potential.* Banque africaine de Développement. Disponible au: www.mfw4a.org

Association Européen du Capital-investissement et du Capital-risque (EVCA) (2007). *Guide on Venture Capital and Private Equity for Entrepreneurs: an EVCA Special Report.* Association Européen du Capital-investissement et du Capital-risque (EVCA). Disponible au: http://www.evca.eu/

Bank, D. (2014). *Living Goods: Selling Health Door-to-Door.* Impact Alpha. Disponible au: http://impactalpha.com/

Banque africaine de Développement (2013). *African Infrastructure Development Index.* Banque africaine de Développement. Disponible au: http://www.afdb.org/

Banque africaine de Développement (2013). *Financial Inclusion in Africa.* Banque africaine de Développement. Disponible au: http://www.afdb.org

Banque africaine de Développement (2014). *Inclusive Growth: An Imperative for African Agriculture.* Banque africaine de Développement. Disponible au: www.afdb.org

Banque africaine de Développement, Organisation de coopération et de développement économique, Programme des Nations Unies pour le Développement (2015). *Chapter 2: External financial flows and tax revenues for Africa, African Economic Outlook.* African Economic Outlook. Disponible au: www.africaneconomicoutlook.org

Banque africaine de Développement, Organisation de coopération et de développement économique, Programme des Nations Unies pour le Développement (2015). *African Economic Outlook.* African Economic Outlook. Disponible au: www.africaneconomicoutlook.org

La Banque mondiale (2011). *Poverty & Equity Regional Dashboard: Sub-Saharan Africa Regional Indicators.* Groupe de lB banque mondiale. Disponible au: www.povertydata.worldbank.org

Barmeier, J. and Simon, J. (2010). *More than Money: Impact investing for development.* Center for Global Development. Disponible au: http://www.cgdev.org/

Big Society Capital. Glossaire. Disponible au: http://www.bigsocietycapital.com

B Lab (2011). *Philadelphia creates first B Corp Tax Break.* B Corporation 2011 Annual Report. Disponible au: www.bcorporation.net

Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. 2014. *Spotlight on the Market: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact investing Network. Disponible au: www.thegiin.org

Bridge International Academies (2013). Disponible au: http://www.bridgeinternationalacademies.com

Bridges Ventures (2014). *Investing for Impact: A Strategy of Choice for African Policymakers.* Bridges Ventures et l'African Private Equity and Venture Capital Association. Disponible au: http://www.bridgesventures.com/

Bugg-Levine, A; Emerson, J; (2011). *Impact Investing: Transforming How We Make Money While Making a Difference.* San Francisco, Californie: Jossey-Bass. An Imprint of Wiley.

Burns, P. (2010). *Entrepreneurship & small business: start-up, growth & maturity.* Third edition. Royaume-Uni: Palgrave Macmillian.

Centre pour la philanthropie effective (2015). *Investing and Social Impact: Practices of Private Foundations.* Centre pour la philanthropie effective Disponible au: http://www.effectivephilanthropy.org/

Chhichhia, B. (2012). *Social Stock Exchanges: A new instrument in the international development toolkit?* Devex. Disponible au: https://www.devex.com/

Commission de l'Union Africaine (2014). *Agenda 2063: L'Afrique que Nous Voulons.* Commission de l'Union Africaine. Disponible au: http://agenda2063.au.int/

Commission de l'Union Africaine (2014). *Position Commune Africaine sur Le Programme Pour L'aprés'-2015.* Commission de l'Union Africaine. Disponible au: http://www.nepad.org/

Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU (1987). *Notre Avenir a Tous.* Oxford: Oxford University Press. Disponible au: http://www.diplomatie.gouv.fr/

Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (2014). *Le Développement Economique en Afrique: Catalyser L'Investissement pour Une Croissance Transformatrice en Afrique.* Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement. Disponible au: http://unctad.org/

Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (2014). *World Investment Report. Investing in the SGDs: An Action Plan.* Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement. Disponible au: http://unctad.org/

Cranfield University School of Management. *Defining Corporate Responsibility.* Cranfield University School of Management. Disponible au: http://www.som.cranfield.ac.uk/

Dalberg Global Development Advisors (2011). *Impact Investing in West Africa.* Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: www.assets.rockefellerfoundation.org

Dalberg Global Development Advisors (2012). *Assessment of Impact Investing Policy in Senegal.* Dalberg Global Development Advisors. Disponible au: http://dalberg.com/

Edens, G; Lall, S. (2014). *The State of Measurement Practice in the SGB Sector.* Aspen Network of Development Entrepreneurs. Disponible au: http://www.aspeninstitute.org/

Ernst & Young Global Private Equity Center (2014). *Private equity roundup Africa.* Ernst & Young. Disponible au: http://www.ey.com/

Ernst & Young Global Limited (2015). *EY's Attractiveness survey. Africa 2015: Making Choices.* Ernst & Young Global Limited. Disponible au: http://www.ey.com

Ernst & Young Global Limited (2015). *Private Equity Round-up Africa.* Ernst & Young Global Limited. Disponible au: www.ey.com

Fondation Bill et Melinda Gates (2015). *Global Health Investment Fund.* Fondation Bill et Melinda Gates. Disponible au: www.ghif.com/

Fond Monétaire International (2015). *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne.* Faire face aux vents contraires. Fond Monétaire International. Disponible au: https://www.imf.org/

Forum économique mondial (2014). *Global Competitiveness Report 2014 – 2015*. Forum économique mondial. Disponible au: http://reports.weforum.org/

Forum économique mondial (2014). *Impact Investment Sector Assessment. Impact investment ecosystem: The Landscape Today.* Forum économique mondial. Disponible au: www.reports.weforum.org

Giugale, M; Hostland, D. (2013). *Africa's Macroeconomic Story.* Groupe de la Banque Mondiale. Disponible au: www.wds.worldbank.org

Global Impact Investing Network (2009 – 2014). *About Impact Investing.* Global Impact Investing Network (GIIN). Disponible au: http://www.thegiin.org/

Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors (2015). *The Landscape for Impact Investing in East Africa.* Global Impact Investing Network and Open Capital Advisors. Disponible au: http://www.thegiin.org/

Global Impact Investing Rating System (GIIRS). Disponible au: http://b-analytics.net/giirs-ratings

Glossaire d'investissement du NASDAC. Capitaux propres. Disponible au: http://www.nasdaq.com

Glossaire d'investissement du NASDAC. Garantie. Disponible au: http://www.nasdaq.com

Harji, K; Jackson, T. (2012). *Accelerating Impact: Achievements, challenges and what's next in building the impact investing industry*. Rockefeller Foundation. Disponible au: https://www.rockefellerfoundation.org/

Hoffman, L., and Notcutt, K. (2013). *Creating the Nexus for Impact Investing: A Case Study.* The Impact Trust. Disponible au: http://www.impacttrust.org.za/

Huppe, G; Silva, M. (2013). *Overcoming Barriers to Scale: Institutional impact investments in low-income and developing countries.* L'Institut Internationale du Développement Durable (IISD). Disponible au: http://www.iisd.org/

Impact Alpha: Impact Profiles – Living Goods. Disponible au: http://www.impactalpha.com

ImpactAssets (2014). *ImpactAssets50. Liste des top 50 gestionnaires d'actifs dans l'investissement*. ImpactAssets. Disponible au: http://www.impactassets.org

The Impact Programme (2015). *Survey of the Impact Investment Markets 2014: Challenges and Opportunities in sub-Saharan Africa and South Asia.* DfID & UKAid. Disponible au: http://www.theimpactprogramme.org.uk

Impact Reporting and Investment Standards (IRIS). Disponible au: https://iris.thegiin.org/

The Impact Trust (2013). *Recommendations For Amendments to the South Africa Tax Policy and regulatory framework for Small and Medium Enterprises and Social Businesses in South Africa.* The Impact Trust. Disponible au: http://impacttrust.org.za/

Investisseurs et Partenaires (2015). *Investir dans les Petits et Moyennes Entreprises en Afrique: Une introduction au capital investissements en Afrique.* Investisseurs et Partenaires. Disponible au: http://www.investinginafricansmes.com/

Investopedia site Internet. Disponible au: http://www.investopedia.com/

KPMG (2008). *Understanding and articulating risk appetite.* KPMG. Disponible au: https://www.kpmg.com/CN/

Kuzbanksy, M; Cooper, A; Barbary, V. (2011). *Promise and Progress: Market-Based Solutions to poverty in Africa.* Monitor Group. Disponible au: http://www.thegiin.org/

Liechtenstein Global Trust Venture Philanthropy (2015). *Liechtenstein Global Trust Venture Philanthropy Active Portfolio. Q2 2015.* Liechtenstein Global Trust Venture Philanthropy. Disponible au: www.lgtvp.com

Lily Hospital (2015). *Lily Hospitals and Healthcare.* Lily Hospital. Disponible au: http://www.lilyhospitals.com

Linton, I. (2015). *Business Accelerator vs. Business Incubator.* Hearst Newspapers, LLC. Disponible au: http://smallbusiness.chron.com/

Living Goods (2016). Disponible au: http://livinggoods.org/

Matsilele; T. (2014). *Start-ups in East Africa Receive $20 million Boost.* CNBC Africa Disponible au: www.cnbcafrica.com

Mckinsey Global Institute (2011). *Mapping global capital markets.* McKinsey Global Institute. Disponible au: http://www.mckinsey.com

Milligan, K; Schoning, M. (2011). *Taking a Realistic Approach to Impact Investing: Observations from the World Economic Forum's Global Agenda Council on Social Innovation.* Innovations. Presses du MIT. Disponible au: http://www.weforum.org/

Monitor Group (2009). *Paths to Prosperity: Promoting Entrepreneurship in the 21st Century.* Monitor Group. Disponible au: http://icma.org/

Norfund: Tous les projets d'investissement. Disponible au: http://www.norfund.no

Novastar Ventures site Internet. Disponible au: www.novastarventures.com

Nshehe, M. (2015). *Tony Elumelu Foundation Selects first 100 African Entrepreneurs to receive $5000 grants.* Forbes Magazine. Disponible au: www.forbes.com

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2015). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde.* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible au: http://www.fao.org/

Organisation de coopération et de développement économique (2015). *Social Impact Investment: Building the Evidence Base.* Organisation de coopération et de développement économique. Disponible au: http://www.oecd.org/

Organisation de coopération et de développement économique & Forum économique mondial (2015). *Blended Finance Volume 1: A Primer for Development Finance and Philanthropic Funders.* Organisation de coopération et de développement économique & Forum économique mondial. Disponible au: http://www.weforum.org/

Organisation de coopération et de développement économique; Commission européenne; Eurostat (2007). *Eurostat – OECD Manual on Business Demography Statistics. Eurostat Methodologies and working papers.* Organisation de coopération et de développement économique; Commission européenne; Eurostat. Disponible au: http://ec.europa.eu/

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2012). *Un tiers des jeunes d'Afrique subsaharienne ne vont pas jusqu'au bout du primaire et se retrouvent sans qualification.* Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Disponible au: http://www.unesco.org/

Organisation Mondiale de la Santé. 2004. *Rapport sur la situation des médicaments dans le monde.* Organisation Mondiale de la Sante. Disponible au: http://www.who.int

Organisation Mondiale de la Santé. 2011. *Rapport sur la situation des médicaments dans le monde.* Organisation Mondiale de la Sante. Disponible au : http://www.who.int

Pagatech (2016). Disponible au: https://www.mypaga.com

Parlement Européen (2014). *Social impact bonds: Private finance that generates social returns.* Parlement Européen. Disponible au: www.europarl.europa.eu

PNUD: Initiative africaine pour les marchés inclusifs (2013). *Révéler les richesses cachées de l'Afrique: Créer des entreprises inclusives pour une prospérité partagée.* Programme des Nations Unies pour le Développement. Disponible au: http://www.undp.org/

PNUD (2011). *Overview. Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty.* Programme des Nations Unies pour le Développement. Disponible au: http://www.undp.org/

PRI Association. (No date). *Introducing Responsible Investment.* PRI Association. Disponible au: http://www.unpri.org/

Programme des Nations Unies Pour L'Environnement (2000). *Global Environmental Outlook 2000. Chapter 2. Africa.* Programme des Nations Unies Pour L'Environnement. Disponible au: http://www.unep.org/

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (2013). *Where We Build: Malawi.* Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Disponible au: http://www.habitat.org

Programme des Nations Unies pour les établissements Humains. (2010). *L'Etat des Cités Africaines.* Disponible au: http://www.unhabitat.org

Public Investment Corporation (2014). *Public Investment Corporation Integrated Annual Report 2014.* Public Investment Corporation. Disponible au: http://www.nationalgovernment.co.za/

responsAbility (2014). *Perspectives. Edition 2014.* responsAbility. Disponible au: http://www.responsability.com

Rockefeller Foundation; Our Work. *Initiative: Innovative Finance.* Disponible au: www.rockefellerfoundation.org

Troisieme Conférence Internationale sur le financement du développement. Programme d'action Addis-Abeba (2015). Disponible au: http://www.un.org/

Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar; Schiff, H (2015) *Eyes on the Horizon: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance et le Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org/

Saltuk, Y; El Idrissi, A. 2015. *Impact Assessment in Practice.* J.P. Morgan Social Finance. Disponible au: https://iris.thegiin.org/

Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, A; Schiff, H. (2014). *Spotlight on the Market: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org

Saltuk, Y; El Idrissi, A; Bouri, A; Mudaliar, Pease, M. (2013). *Perspectives on Progress: The Impact Investor Survey.* J.P. Morgan Social Finance and Global Impact Investing Network. Disponible au: http://www.thegiin.org

Schwab Foundation for Social Entrepreneurship (2013). *Social Investment Manual. An Introduction for Social Entrepreneurs.* Schwab Foundation for Social Entrepreneurship. Disponible au: http://www.weforum.org/

Sekaf Ghana (2008). Disponible au: http://www.sekafghana.com

Sepulveda, F. (2012). *The Difference Between a Business Accelerator and a Business Incubator?* Inc.com. Disiponible au: http://www.inc.com/

SiMODiSA (2014). *Accelerating growth of small and medium enterprises in South Africa: Policy recommendations for enhancing the start-up / SME ecosystem in South Africa.* SiMODiSA. Disponible au: http://impacttrust.org.za/

Singer, S; Ernesto Amoros, J; Moska, D. (2014). *Global Entrepreneurship Monitor Global Report 2014.* Global Entrepreneurship Monitor. Disponible au: http://www.gemconsortium.org/

Social Finance UK: Services. Social Impact Bonds. Disponible au: www.socialfinance.org.uk

Social Venture Capital Fund– Portfeuille. Disponible au: http://www.sovec.nl/

Réseau des solutions pour le développement durable (2015). *Investment Needs to Achieve the Sustainable Development Goals: Understanding the Billions and Trillions.* Réseau des solutions pour le développement durable. Disponible au: http://unsdsn.org/resources/publications/sdg-investment-needs/

Thornley, B; Dailey, C. (2010). *Building Scale in Community Impact Investing through Nonfinancial Performance Measurement. Community Development Investment Review.* 6(1). Banque fédérale de réserve de San Francisco. Disponible au: http://www.frbsf.org/

Toyola Energy (2009). Disponible au: http://www.pciaonline.org

TriLinc Global Impact Fund (2015). *Impact Reporting.* TriLinc Global Impact Fund. Disponible au: http://www.trilincglobalimpactfund.com/

Varga, É. (2012). *NESsT Policy Position Paper: European Union, Trade-offs Between Regulation and Fostering of Social Enterprise: the Case of EU Policies.* (Ed) Etchart, N. NESsT. Disponible au: http://www.nesst.org/

Wood, D; Thornley, B; Grace, K. (2012). *Impact at Scale: Policy innovation for institutional investment with social and environmental benefit.* Pacific Community Ventures and the Initiative for Responsible Investment, Harvard. Disponible au: https://www.rockefellerfoundation.org/

8 Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes des organisations suivantes, qui ont fourni des perspectives et des conseils précieux sur le secteur d'investissement d'impact en Afrique:

Partenaires interviewés:
Acumen Fund; Duncan Onyango
Afrique Alliance Capital Partner PME; Olumide Obayomi
Africa Enterprise Challenge Fund; Andre Dellevoet
Africa Value Chain Catalyst Fund; Bert van der Vaart
Aspen réseau d'entrepreneurs pour le développement; Bridget Fury, Mary Mwangi
B4D Pathfinder; Dr. Ulrich Klins
Bamboo Finance Private Equity Group; Ximena Escobar de Nogales
Banque africaine de développement; Rober Zergers
Commission de l'Union africaine; Jacque Mukwende, Dr Josué Dionne
Challenges Worldwide; Eoghan Mackie
Consultant; Oumar Seck
Dalberg Global Development Advisors; Carlijn Nouwen
Fondation Tony Elumelu; Dr Wiebe Boer
Ghana Venture Capital Trust Fund; Daniel Duku
Le Global Impact Investing Network; Abhilash Mudaliar
GrowthHub; Johnni Kjelsgaard
iHub Kenya; Osiah Mugambi
InReturn East Africa Fund; Jordan Filko
Kenya Climate Fund; Victor Orindi
Kulumela Investment Fund; Mark Brown
Living Goods; Molly Christiansen
Norfund; Vegard Benteruf
OPIC; Elizabeth Littlefield
Public Investment Corporation of South Africa; Mickey Mama
PSI Kenya – Waterguard; Regina Moore
Persistent Capital Energy; Dirk Muench
responsAbility Social Investments; Klaus Tischhauser
Root Capital; Nate Schaffran
SOVEC; Paul van Aalst
Spécialiste de l'investissement d'impact ; Michael Griffin
Swisscontact; Patricia McVitty
Toyola Energy; Suraj Wahab
VC4Africa; Ben White
Vascode N' Friends; Mottes Doron
Veritas Ethiopie consulting; Omer Bomba
Victoria Solutions Kenya; Stephen Gugu
Xpress Gas; Kofi Tabiri

8 Remerciements

En plus des contributions des partenaires interviewés, des commentaires détaillés des versions provisoires du rapport ont été apportés par les experts et les parties prenantes des organisations ci-après : Acumen Fund, African Management Services Company, Global Impact Investing Network, Swiss Agency for Development and Cooperation, Calvert Investments, Red Cross, Regency Foundation Networx (RFN), Organisation for Economic Co-operation and Development et le Bureau pays du Programme des Nations Unies pour le développement en Afrique du Sud.

Les versions provisoires de ce rapport ont été validées à travers les engagements des parties prenantes données au cours des réunions suivantes :

- Le 7e Forum de l'Union Africaine sur le secteur privé (Nairobi, 2014)
- Le Forum Sankalp Africa (Nairobi, 2015)
- L'Assemblée du réseau des bailleurs de fonds africains (Arusha, 2015)
- La 3e Conférence sur le Financement pour le développement (Addis Ababa, 2015)

L'Équipe de rédaction du rapport :

Ce rapport a été produit par le Centre de Service Régional pour l'Afrique du PNUD, cluster Croissance Inclusive et Développement Durable,), à travers son unité pour le Secteur Privé (AFIM).

L'équipe de rédaction de ce rapport remercie tout particulièrement le Directeur du PNUD-RSCA, M. Lebogang Motlana et le chef d'équipe régional du PNUD pour l'IGSDC, M. Mansour Ndiaye.

L'Unité pour le Secteur privé du PNUD, (AFIM) : dirigée par Tomas Sales, y compris Priscilla Chimwele, Pascale Bonzom, Kaisa-Maria Kimmel, Nazila Vali, Gemechu Berhanu et Monica Bonfanti.

L'équipe a travaillé conjointement avec les cabinets de conseils Adalya Consulting et Greater Capital. Ces cabinets de conseil lui ont également apporté de l'appui. Nous remercions Mme Skuler (Adalya Consulting) et Mme Refilwe Mokoena, Mme Gabrielle Habberton et Mme Kate Welsh (GreaterCapital), co-auteures de ce rapport.

Nos sincères remerciements à nos partenaires de la Commission de l'Union Africaine (CUA), S.E. Dr Mothae Maruping, Dr René N'Guettia Kouassi et M. Djamel Ghrib, et également la Direction dudéveloppement et de la coopération (D) de la Confédération Suisse (M. Manuel Sager et M. Luca Etter).

Investissement d'Impact en Afrique:
Tendances, Contraintes et Opportunités
Novembre 2015

Les opinions et recommandations exprimées dans ce rapport ne représentent pas nécessairement celles de l'ONU, du PNUD ou de leurs États membres. Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les appellations utilisées sur les cartes n'impliquent pas nécessairement une approbation officielle des Nations Unies.

Copyright © 2015

Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, archivée dans un système d'extraction de données ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit (électronique, mécanique, par photocopie ou autre), sans l'autorisation préalable du Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD.

Graphisme: Kirsty Dewrance
Revision: GreaterCapital
PNUD
Traduction: Christian Mulumba
Isabelle Kepawo-Sile

©WORLD BANK/Dominic Chavez

L'Investissement d'Impact en Afrique est en voie d'Expansion...

La récente recrudescence d'entreprises et d'entrepreneurs d'impact cherchant à diriger des entreprises financièrement prospères tout en abordant également certains des défis sociaux et environnementaux se traduit par une croissance inclusive qui bénéficie aux communautés à bas revenu ainsi qu'aux pauvres.

Cela nous apprend, que le monde n'a pas épuisé ses sources de financement durable, mais qu'à travers des applications innovantes, nous pouvons exploiter le potentiel des capitaux à être plus efficient.

Les preuves montrent clairement que la plupart des pays africains ne sauront pas, par eux-mêmes, répondre aux besoins énormes d'investissement requis pour la mise en œuvre des ODD. Ces pays devront mobiliser toutes les sources de financement publiques et privées, et l'investissement d'impact présente une source de financement complémentaire nécessaire et durable par rapport aux approches traditionnelles de financement du développement.

Ce rapport est une étude qui évalue les acteurs clés actuels, les tendances, les contraintes et les opportunités du secteur de l'investissement d'impact africain. Il présente également quelques exemples concrets d'investissement d'impact et de ses pratiques. A travers ce rapport, le centre de services régional du PNUD pour l'Afrique vise à informer et inspirer tous les acteurs clés en vue d'une union pour soutenir le développement d'un « Plan d'action pour l'Investissement d'Impact en Afrique. »

P N
U D

Au service des peuples et des nations

Centre Régional de Services du Programme des Nations Unies pour le Developpement pour l'Afrique
Route Principale Bole, Rond-point Olympia, Rue RDC, B.P, 60310, Addis Abeba, Ethiopie

Photos de couverture: ©WORLD BANK • classroom/Dominic Chavez • water/Arne Hoel